



Conseil de sécurité

Distr. générale
27 avril 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 21 avril 2021, adressée au Secrétaire général et aux Représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des exposés présentés par le Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, et par S. E. Ban Ki-moon, ancien Secrétaire général ; et des déclarations faites par S. E. M. Nguyen Xuan Phuc, Président du Viet Nam ; S. E. M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de l'Estonie ; S. E. M. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya ; M. Ralph Gonsalves, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Saint-Vincent-et-les Grenadines ; M. Wang Yi, Représentant spécial du Président Xi Jinping, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine ; M. Subrahmanyam Jaishankar, Ministre des affaires extérieures de l'Inde ; M. Simon Coveney, Ministre des affaires étrangères et de la défense de l'Irlande ; M. Marcelo Ebrard Casaubón, Ministre des relations extérieures du Mexique ; Déclaration de M. Othman Jerandi, Ministre des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger de la Tunisie ; M^{me} Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique et membre du Cabinet du Président Biden ; M. Audun Halvorsen, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Norvège ; et Lord Tariq Ahmad of Wimbledon, Ministre d'État chargé du Commonwealth, de l'Organisation des Nations Unies et de l'Asie du Sud du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ; ainsi que par les représentants de la France, du Niger et de la Fédération de Russie, à l'occasion de la visioconférence portant sur la « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales » tenue le lundi 19 avril 2021.

Des déclarations ont également été prononcées par Dato Erywan Pehin Yusof, Deuxième Ministre des affaires étrangères du Brunéi Darussalam, en sa qualité de Président en exercice de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ; M^{me} Ann Linde, Présidente en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et Ministre des affaires étrangères de la Suède ; M. Ahmed Aboul Gheit, Secrétaire général de la Ligue des États arabes ; M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies ; et M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Conformément à l'accord auquel sont parvenus les membres du Conseil concernant cette visioconférence, les délégations et entités suivantes ont présenté des déclarations écrites, dont le texte est également joint : Afghanistan, Argentine, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Égypte, Éthiopie, Géorgie, Ghana, Guatemala,



Indonésie, Organisation internationale de la Francophonie, République islamique d'Iran, Italie, Japon, Kazakhstan, Liban, Liechtenstein, Malte, Pakistan, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, Roumanie, Rwanda, Afrique du Sud, Suisse, Ukraine et Ouzbékistan.

Conformément à la procédure décrite dans la lettre du 7 mai 2020, adressée aux représentantes et représentants permanents des membres du Conseil de sécurité par le Président du Conseil de sécurité (S/2020/372), qui a été convenue en raison des circonstances exceptionnelles créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), le texte des exposés et des déclarations sera publié en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil de sécurité
(*Signé*) **Dang Dinh Quy**

Annexe 1

Exposé du Secrétaire général

Je tiens à remercier la présidence vietnamienne du Conseil de sécurité d'avoir organisé le présent débat public et de me donner l'occasion de présenter au Conseil un exposé sur ce qui a été une priorité essentielle depuis mon entrée en fonction : la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales.

Cette coopération s'est considérablement développée depuis 1945. Aujourd'hui, elle englobe la diplomatie préventive, la médiation, la lutte contre le terrorisme, la prévention de l'extrémisme violent, le maintien et la consolidation de la paix, la promotion des droits humains, le programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la lutte contre les changements climatiques et, depuis l'an dernier, la riposte opposée à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

À l'heure où nous envisageons l'avenir, il est essentiel pour notre travail commun de favoriser le dialogue et de renforcer la confiance dans tous ces domaines. Notre investissement dans l'institutionnalisation des partenariats s'est traduit par des échanges plus efficaces avant, pendant et après les crises, assortis de résultats opérationnels concrets.

En Bosnie-Herzégovine, par exemple, l'ONU œuvre aux côtés de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe pour accompagner les efforts locaux visant à promouvoir le dialogue, le renforcement de la confiance et la réconciliation.

Au Soudan, l'ONU a appuyé l'Union africaine et l'Éthiopie pour faciliter des négociations qui ont abouti à la mise en place d'un gouvernement de transition civil, dans lequel les femmes et les jeunes jouent un rôle de premier plan.

Ensemble, par le truchement de notre opération hybride au Darfour, les Nations Unies et l'Union africaine ont également apporté leur soutien technique, consultatif et logistique aux négociations qui ont débouché sur la signature, en octobre 2020, de l'Accord de Djouba pour la paix au Soudan, avant de présenter conjointement des options concernant une nouvelle mission politique des Nations unies, ce qui a conduit à la création de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan. Alors que nous continuons d'appuyer le Soudan dans ses efforts vers une gouvernance démocratique et une société inclusive, notre collaboration reste indispensable.

Au Mali, après un coup d'État militaire, l'ONU et l'Union africaine ont soutenu les efforts déployés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest en vue de la formation d'un gouvernement de transition en septembre 2020. Depuis lors, nous travaillons en étroite collaboration avec les parties prenantes maliennes pour appuyer la mise en œuvre de la feuille de route et du plan d'action de la transition.

En accompagnant le processus de dialogue et la transition dirigés et pris en main par les Libyens, l'ONU collabore étroitement avec l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Union européenne, notamment dans le cadre du processus de Berlin et du Quatuor pour la Libye. Nous nous employons ensemble à soutenir la mise en œuvre du cessez-le-feu, et nous coopérons étroitement avec l'Union africaine dans le cadre de son initiative visant à aider les autorités libyennes à promouvoir la réconciliation nationale.

En Bolivie, l'étroite coopération entre l'ONU, l'Union européenne et la Conférence épiscopale de Bolivie a été importante pour trouver une solution pacifique

à la crise qui a suivi les élections législatives de 2019 et pour renforcer la confiance avant les élections législatives organisées en octobre dernier.

Ces exemples montrent que notre capacité à travailler ensemble et à tirer parti de nos complémentarités nous permet d'aider plus efficacement les États Membres à gérer des transitions politiques complexes et à trouver des solutions durables aux défis politiques.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) est une pièce importante de ce puzzle. Depuis sa fondation, l'ASEAN a joué un rôle de premier plan dans sa région en matière de diplomatie, de prévention des conflits et de consolidation de la paix en situation de conflit. Le partenariat global entre l'ASEAN et l'ONU, bien établi depuis 2011, s'est développé dans tous les domaines relatifs à la paix et à la sécurité, ainsi qu'en ce qui concerne le développement économique et social. Dans le cadre de notre accord de coopération technique, nous avons fourni un soutien au renforcement des capacités dans les domaines de la médiation et du dialogue, des cessez-le-feu et de la prise en compte des questions de genre.

Aujourd'hui, le rôle de l'ASEAN est plus crucial que jamais tandis que la région est confrontée à une crise urgente au Myanmar. J'ai appelé à plusieurs reprises la communauté internationale à s'employer, collectivement et par les voies bilatérales, à contribuer à mettre un terme à la violence et à la répression exercées par l'armée. À cet égard, la coopération entre l'ONU et l'ASEAN est vitale. La situation exige une réponse internationale robuste, fondée sur un effort régional unifié. J'exhorte les acteurs régionaux à user de leur influence pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation et, à terme, trouver une issue pacifique à cette catastrophe. Mon envoyée spéciale se trouve actuellement dans la région. Elle est prête à reprendre le dialogue avec l'armée et les autres acteurs et à contribuer à ce que le Myanmar retrouve la voie de la démocratie, de la paix et de la stabilité.

Le renforcement des partenariats entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales fait partie intégrante de ma vision d'un multilatéralisme en réseau. En dépit de la pandémie, mon dialogue interactif biennal de haut niveau avec les chefs des organisations régionales s'est tenu virtuellement en novembre dernier. Vingt-trois organisations y ont participé et ont contribué à institutionnaliser notre collaboration et à améliorer notre action commune dans des contextes de crise.

Je suis déterminé à resserrer plus encore notre coopération afin de promouvoir le renforcement de la confiance et le dialogue dans les domaines de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits. Seule une action multilatérale ambitieuse et coordonnée nous permettra de relever les défis actuels et futurs de notre monde, y compris ceux révélés et aggravés par la COVID-19.

Annexe 2

Exposé de M. Ban Ki-moon, ancien Secrétaire général

C'est un grand honneur et un privilège pour moi de m'adresser au Conseil de sécurité aujourd'hui. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Viet Nam, qui a pris l'initiative d'organiser le présent débat public de haut niveau et m'a invité à faire un exposé au Conseil aujourd'hui. Je saisis l'occasion qui m'est offerte pour féliciter le Président Nguyen Xuan Phuc de son investiture le 5 avril et lui souhaiter plein succès pour l'avenir. Je remercie également le Secrétaire général António Guterres et les autres intervenants qui ont partagé leurs connaissances et leurs compétences sur ce sujet important.

Aujourd'hui, la communauté internationale fait face collectivement à une pléthore de défis colossaux. Je citerai, entre autres, la pandémie mondiale meurtrière en cours, les conflits et les crises de sécurité anciens et nouveaux, ainsi que l'urgence climatique qui va s'aggravant. Parallèlement, l'ONU, et plus généralement le multilatéralisme, se sont heurtés à d'immenses difficultés ces dernières années pour traiter ces crises de manière globale, certains pays ayant malheureusement privilégié le nationalisme et l'isolationnisme par rapport à la coopération et au partenariat.

Dans ce contexte troublant, le rôle des partenariats de coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, tel qu'envisagé au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, est d'autant plus essentiel pour contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. En particulier, les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle singulier et de premier plan à jouer dans le renforcement du dialogue et de la confiance dans la prévention des conflits et leur règlement.

À cet égard, je salue la priorité accordée à la prévention par le Secrétaire général Guterres et j'exhorte tous les membres du Conseil de sécurité à accroître leur appui aux efforts qu'il déploie pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et renforcer le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix.

Au cours des 10 années de mon mandat en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, j'ai travaillé sans relâche pour renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales en vue d'intensifier la prévention et le règlement des conflits. J'ai travaillé aux côtés de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes (LEA), de l'Organisation des États américains, de l'Union européenne, de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et d'autres organisations régionales clefs. J'ai notamment assisté à la majorité des réunions au sommet de l'ASEAN, de la LEA et de l'Union africaine.

En raison de leur proximité géographique et de leur connaissance intime des dynamiques locales, les organisations régionales et sous-régionales sont également des partenaires essentiels de l'ONU dans l'évaluation de situations d'atrocités criminelles justifiant une alerte rapide.

Je considère que le présent débat au Conseil de sécurité tombe à point nommé, car l'ONU et ses partenaires régionaux disposent aujourd'hui d'une occasion fugace de coopérer en prenant des mesures résolues pour mettre un terme aux atrocités en cours au Myanmar et empêcher une nouvelle escalade de la violence.

Selon des groupes de suivi des droits, plus de 700 personnes, dont 50 enfants, ont été tuées au Myanmar par les forces de sécurité depuis la prise du pouvoir par les militaires le 1^{er} février. Je condamne le recours brutal à la force meurtrière contre des civils et la détention de la Conseillère d'État Aung San Suu Kyi et du Président Win Myint, ainsi que de milliers de manifestants.

L'aggravation de la situation au Myanmar nous offre une occasion décisive de démontrer l'utilité de la coopération entre l'ONU et ses partenaires régionaux afin de maintenir la paix et la sécurité et de sauver des vies humaines. En tant que Secrétaire général, j'ai été activement impliqué dans la situation au Myanmar et sa transition démocratique dès le début de mon mandat. Je reste fier d'avoir mis sur pied le Groupe de partenariat pour le Myanmar en 2007, qui a contribué à susciter des ouvertures démocratiques.

Après le cyclone meurtrier Nargis, qui a causé des souffrances humaines sans précédent au Myanmar en 2008, personne n'arrivait à prendre langue avec la junte et le temps pressait pour fournir une aide humanitaire urgente. Grâce à des efforts diplomatiques concertés, j'ai pu entrer dans le pays et intensifier l'action de l'ONU au niveau requis. J'ai eu une série de réunions avec le général Than Shwe, puis avec le Premier Ministre Thein Sein, qui deviendra par la suite le Président du Myanmar.

Seule la pleine participation de l'ASEAN à ce processus a permis de réaliser cette percée. Aujourd'hui, en ce moment de crise encore plus décisif, je lance un appel vibrant aux dirigeants de l'ASEAN pour qu'ils agissent de concert avec l'ONU afin d'aider le peuple et le pays du Myanmar.

J'ai examiné avec les dirigeants de la région, ainsi qu'avec les membres des Sages, un groupe de leaders mondiaux fondé par Nelson Mandela, les moyens possibles de contribuer à une solution à la crise. Sur la base de ces consultations, j'ai récemment demandé aux autorités du Myanmar de me permettre de me rendre dans le pays, de rencontrer toutes les parties et d'essayer d'aider à désamorcer la situation et à trouver une voie vers un dialogue constructif. Malheureusement, ma demande n'a pas été acceptée. Les autorités du Myanmar m'ont informé que « la visite proposée ne pourra[it] pas avoir lieu en ce moment en raison de la récente situation intérieure ».

Face à la situation au Myanmar, une approche efficace et dirigée par la région requiert à la fois unité et action. Mais, à ce jour, l'ASEAN est divisée dans la réponse à y apporter. Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains ne doit pas servir de prétexte à l'inaction face à de graves violations des droits de l'homme.

L'ASEAN doit faire comprendre à l'armée du Myanmar que la situation actuelle est si grave qu'elle ne peut être considérée uniquement comme une affaire intérieure. Le recours à la force meurtrière par les militaires et les violations flagrantes des droits de l'homme perpétrés contre les civils ne sont pas compatibles avec la Charte de l'ASEAN. Ces actions sont des violations manifestes du droit international et constituent une menace pour la paix, la sécurité et la stabilité de la région.

Selon des informations communiquées dans la presse, le général Min Aung Hlaing, du Myanmar, participera au sommet spécial de l'ASEAN sur le Myanmar, qui se tiendra en Indonésie le 24 avril. J'exhorte les dirigeants de l'ASEAN à prendre des mesures immédiates et concertées à l'occasion de ce sommet. Ils devraient pour le moins convenir qu'une délégation de haut niveau de l'ASEAN se rendra au Myanmar pour s'entretenir avec toutes les parties concernées.

Il est également essentiel que le Conseil de sécurité passe des déclarations à l'action collective, comme l'ont déclaré des pays aux quatre coins du monde. Après le sommet spécial de l'ASEAN, le Conseil doit surveiller de près la situation afin de prendre des mesures de suivi. Le Conseil de sécurité ne peut négliger son obligation fondamentale d'empêcher la détérioration d'une situation dans laquelle tant d'innocents sont tués. En tant qu'ancien Secrétaire général, j'exhorte le Conseil à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la violence et à l'effusion de sang et lancer un processus visant à rétablir la paix et la démocratie au Myanmar.

Les membres permanents devraient en particulier concentrer leur attention sur les mesures qui peuvent être prises pour répondre à la situation au Myanmar. Le Conseil de sécurité a la responsabilité de protéger la population civile du Myanmar dans un contexte où les atrocités commises peuvent constituer des crimes contre l'humanité. Le principe de la responsabilité de protéger doit être sérieusement pris en compte à la lumière du contexte du Myanmar, en utilisant la panoplie d'outils à la disposition du Conseil. Compte tenu de la gravité et de l'urgence de la situation, je pense que le Secrétaire général lui-même devrait user de ses bons offices pour engager un dialogue direct avec l'armée du Myanmar afin de prévenir une escalade de la violence. La tâche qui nous attend est colossale. Il faudra que l'ONU, l'ASEAN et l'ensemble de la région déploient des efforts collectifs et coordonnés pour éviter une catastrophe et contribuer au contraire à remettre le Myanmar sur la voie d'une transition pacifique et démocratique.

Je vais maintenant conclure. Alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) se poursuit, il importe plus que jamais de rechercher des solutions multilatérales et à plusieurs niveaux aux problèmes de sécurité auxquels nous sommes confrontés, grâce à des partenariats robustes dans le cadre desquels l'ONU, ses États Membres et, en particulier, les organisations régionales travaillent tous de concert. Tandis que les conflits régionaux continuent d'éclater ou de s'aggraver, l'ONU n'est plus en mesure de faire face seule à toutes ces crises. C'est pourquoi je pense qu'une approche de partenariat est la plus à même de porter des fruits, tant pour la prévention que pour le règlement des conflits. Le moment est venu pour le Conseil de sécurité et ses partenaires régionaux non seulement d'agir de concert, mais aussi d'agir de manière déterminée pour éviter le pire – au Myanmar et au-delà.

Je remercie une nouvelle fois la présidence vietnamienne d'avoir organisé aujourd'hui ce débat public de haut niveau et de m'avoir invité à y présenter un exposé devant le Conseil de sécurité. Encore une fois, je compte sur votre leadership.

Annexe 3**Déclaration de M. Nguyen Xuan Phuc, Président de la République du Viet Nam**

Je remercie le Secrétaire général et les autres intervenants de leurs exposés éclairants et complets.

La confiance, la conviction et le dialogue donnent un fondement solide aux relations internationales. Née des cendres et des douleurs de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies est devenue le symbole même de notre profonde conviction et de notre confiance mutuelle dans le multilatéralisme et la coopération internationale à plusieurs niveaux.

Guidées par cette foi, nombre d'organisations régionales ont été établies et sont à présent florissantes. Nos intervenants d'aujourd'hui, qui représentent des organisations émanant de diverses régions, nous brosseront un tableau global de leurs contributions actives à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la facilitation des processus de dialogue, de paix et de réconciliation.

Membre actif de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Viet Nam, dont la présidence de l'Association pour 2020 vient de s'achever, est très fier de la réussite de cette organisation s'agissant de forger une région empreinte de paix, de coopération, de confiance et de dialogue et de mettre en place une communauté de l'ASEAN cohésive et dynamique, qui s'est fixé pour objectif une architecture régionale ouverte, transparente, inclusive et fondée sur des règles.

L'ASEAN, qui a noué un partenariat avec l'ONU, a mis en place avec d'autres pays, notamment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plusieurs mécanismes et instances de dialogue sur les plans de la politique et de la sécurité. En janvier 2020, le Viet Nam a présidé le débat public du Conseil (voir S/PV.8711) sur la coopération entre l'ONU et l'ASEAN aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

L'ASEAN, qui s'est donné pour priorités le renforcement de la confiance et le dialogue, collabore avec la Chine pour négocier la mise en place d'un code de conduite en mer de Chine méridionale, dans l'optique de maintenir la paix, la stabilité, la sécurité et la sûreté maritimes dans cette région.

L'ASEAN joue également un rôle central dans la recherche d'une solution adaptée pour contribuer à stabiliser la situation au Myanmar par le dialogue et la réconciliation.

Certes, la paix, la coopération et le développement sont toujours une tendance dominante et continuent de représenter les aspirations ferventes de tous les pays et de tous les peuples, mais le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est criblé de défis. Ces cinq dernières années, les conflits ont coûté la vie à un demi-million de personnes dans le monde. Rien qu'en 2020, le monde a recensé 20 millions de réfugiés, plus de 50 millions de personnes déplacées en raison d'un conflit et quelque 170 millions de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire. Ce sont ces personnes, ces laissés-pour-compte, qui appellent le Conseil à agir.

Sur fond de difficultés majeures, comme la maladie à coronavirus (COVID-19), les catastrophes naturelles, les changements climatiques graves, les différends et conflits frontaliers et territoriaux, les frictions et la concurrence géostratégique, il est plus crucial que jamais de renforcer l'unité internationale.

Pourtant, le paradoxe actuel réside dans l'érosion de la confiance que nous nourrissons les uns envers les autres et envers les institutions multilatérales. Il est

impératif de consolider l'unité, en commençant par la coopération entre l'ONU et le Conseil de sécurité, d'une part, et les organisations régionales, de l'autre, dans le cadre de nos efforts communs pour prévenir et régler les conflits par le dialogue et le renforcement de la confiance.

Dans ce débat important, je voudrais souligner trois propositions.

Premièrement, les interactions et les complémentarités entre l'ONU et les organisations régionales vont de soi. Elles représentent un moyen de communication à double sens, qui permet de partager les connaissances et de coordonner les efforts communs. L'ONU doit prendre l'initiative d'intensifier les activités de coopération et les échanges d'expériences et de meilleures pratiques en matière de dialogue et de renforcement de la confiance aux fins de prévenir les conflits. D'un autre côté, les organisations régionales, qui disposent d'atouts particuliers en termes d'expérience pratique, de ressources et de demandes diverses, doivent resserrer leur coopération avec l'ONU, engager des dialogues et partager leurs expériences dans diverses instances afin de renforcer les capacités à prévenir et régler les conflits.

Deuxièmement, nous devons continuer de promouvoir le rôle du multilatéralisme et de faire respecter la Charte des Nations Unies et le droit international, car ils représentent le fondement le plus concret et le plus solide pour instaurer la confiance et promouvoir le dialogue.

En outre, pour prévenir les conflits au plus tôt, il faut des solutions inclusives et globales permettant de remédier aux causes profondes des conflits, telles que la pauvreté, la faim, les inégalités et la violence. La communauté internationale doit s'efforcer de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que d'autres stratégies et initiatives mondiales initiées par l'ONU dans les domaines de la sécurité et du développement, tout en accordant une plus grande attention et une aide adéquate aux pays en développement qui sont confrontés à de graves contraintes en matière de ressources.

Pour leur part, les organisations régionales doivent se doter de programmes de travail complets et intégrer les cadres et initiatives de développement de l'ONU dans leurs plans de développement nationaux et régionaux. Elles doivent également s'efforcer de resserrer les écarts politiques, économiques et culturels en leur sein. En Asie du Sud-Est, l'ASEAN met tout en œuvre pour atteindre l'objectif de l'édification d'une communauté de l'ASEAN unie sur le plan politique, diversifiée sur le plan culturel, connectée sur le plan économique et dotée d'une coopération renforcée avec ses partenaires extérieurs. Le Viet Nam, membre actif de l'ASEAN, a réussi à maîtriser la COVID-19, enregistre un taux de croissance économique élevé et s'implique activement dans l'intégration internationale.

Troisièmement, nous devons continuer de resserrer la coopération entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales via des cadres de dialogue et de coopération et des mécanismes d'alerte rapide conçus pour les situations instables.

Le Conseil de sécurité doit continuer de tenir compte des perspectives, rôles et contributions des organisations régionales et de les respecter. Nous devons également intégrer systématiquement dans les missions des Nations Unies des stratégies de prévention et de règlement des conflits recourant au dialogue et au renforcement de la confiance, et créer des conditions à même de permettre aux organisations régionales de s'acquitter de leur rôle central.

En réponse, les organisations régionales doivent continuer de renforcer leur rôle proactif et de premier plan dans la prévention et le règlement des conflits, conformément au droit international et à la Charte des Nations Unies. Cet objectif ne

pourra être atteint que si tous les États Membres se font mutuellement confiance sur le plan stratégique et partagent une détermination politique commune.

C'est un honneur pour le Viet Nam que d'assumer la présidence du Conseil de sécurité pour la deuxième fois. Animé de la volonté de devenir une nation pacifique et prospère, un partenaire fiable et un membre responsable de la communauté internationale, le Viet Nam reste fidèle à sa politique étrangère qui privilégie l'indépendance, la souveraineté, la diversification et les relations multilatérales, en encourageant l'intégration internationale et en contribuant activement aux efforts de l'ONU et du Conseil de sécurité.

Fidèle à son leitmotiv, « le partenariat au service d'une paix durable », le Viet Nam ne ménagera aucun effort pour renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, y compris l'ASEAN, et pour promouvoir ces liens dans l'intérêt de la paix, de la sécurité et du développement dans le monde.

Annexe 4

Déclaration de M^{me} Kersti Kaljulaid, Présidente de l'Estonie

Je vous adresse mes salutations chaleureuses, Monsieur le Président, ainsi qu'au peuple vietnamien. Je me félicite également de la participation de l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, ainsi que des représentants des organisations régionales.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a clairement démontré que l'on ne peut surmonter les défis mondiaux que par une action conjointe et coordonnée. Les organisations régionales jouent ici un rôle crucial, et l'Union européenne montre l'exemple. Elle est le principal donateur du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19, une initiative mondiale visant à garantir des vaccins sûrs et efficaces à tous les pays du monde.

Je me félicite également du soutien apporté par les organisations régionales à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial.

Outre son partenariat solide avec l'Union européenne et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Conseil de sécurité tient également des consultations annuelles avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Les organisations régionales et sous-régionales savent souvent mieux comment atténuer les tensions et gérer les suites d'affrontements sanglants. Elles ont une responsabilité essentielle dans la prévention des conflits violents et des atrocités criminelles et peuvent faire pression pour y mettre fin et ouvrir la porte aux négociations. Pour ce faire, elles ne doivent pas garder le silence lorsque les libertés sont réprimées.

Il doit y avoir reddition de comptes entre un État et une société. C'est la seule voie vers un monde moins violent. J'en veux pour preuve les tragédies qui se déroulent au Bélarus, au Yémen, en Syrie et au Myanmar.

Le monde entier observe avec douleur l'armée qui tue ses propres citoyens, y compris des enfants, au Myanmar. À cet égard, l'ASEAN a un rôle essentiel à jouer pour amener l'armée à cesser ces atrocités. Il est important qu'elle puisse organiser un sommet consacré à la grave situation au Myanmar.

D'après les messages de nos intervenants d'aujourd'hui, c'est aussi la gouvernance démocratique qui conforte la coexistence pacifique des États. La coopération multilatérale fondée sur un débat démocratique, un partage transparent des informations et des mesures de confiance permet de parvenir à une coexistence plus pacifique.

Ces valeurs universelles sont la raison pour laquelle la gouvernance démocratique a été adoptée dans le monde entier, sur tous les continents. Le nombre de personnes vivant dans des démocraties dans le monde est passé de 1 à 4 milliards au cours des 65 dernières années.

L'Union européenne est reconnue comme l'un des meilleurs exemples d'une coopération multilatérale régionale efficace. Elle est attachée au multilatéralisme, au cœur duquel se trouve l'Organisation des Nations Unies. Cette méthode de diplomatie fait partie de notre ADN.

Le respect de l'intégrité territoriale et l'interdiction du recours à la force sont des principes fondamentaux du droit international qui se trouvent au cœur de l'ONU, de l'Union européenne, de l'ASEAN et d'autres organisations régionales.

Et pourtant, nous observons avec la plus grande inquiétude les menaces d'utilisation de la force militaire ici en Europe aussi. Nous assistons au déploiement de forces militaires russes le long de la frontière ukrainienne et en Crimée occupée. Tout récemment, la Russie a annoncé que, sous le prétexte d'exercices militaires, elle bloquerait certaines parties de la mer Noire, à savoir le détroit de Kertch, restreignant la navigation des navires militaires et officiels étrangers jusqu'en octobre. La situation est aggravée par le fait que la Russie ne participe pas aux mesures de réduction des risques et de renforcement de la confiance au sein de l'OSCE.

La Russie n'a pas expliqué la semaine dernière à l'OSCE pourquoi elle avait massé ses forces militaires aux frontières de l'Ukraine et de la Crimée occupée. Cela va à l'encontre de la lettre et de l'esprit des mécanismes de renforcement de la confiance de l'OSCE, et notamment du Document de Vienne, qui vise à répondre aux préoccupations et à réduire les risques.

En conclusion, l'Estonie estime que le multilatéralisme, que nous voyons à l'œuvre en Europe et qui est né des cendres de deux guerres mondiales, peut contribuer à assurer et à maintenir la paix grâce à une coopération active avec l'ONU et d'autres organisations régionales. J'encourage toutes les organisations régionales à jouer un rôle plus important pour garantir la stabilité régionale et à collaborer activement avec l'ONU, qui est et reste la pierre angulaire de notre ordre mondial multilatéral et constitue une enceinte dans laquelle chacun peut faire entendre sa voix.

Annexe 5

Déclaration de M. Uhuru Kenyatta, Président du Kenya

Je voudrais tout d'abord saisir cette occasion pour féliciter Votre Excellence de votre récente élection à la présidence de la République socialiste du Viet Nam. L'histoire remarquable de votre pays a inspiré le Kenya et de nombreuses nations dans le monde. Je salue également l'extraordinaire leadership dont le Viet Nam a fait preuve dans sa lutte efficace contre la crise de la maladie à coronavirus (COVID-19).

J'aimerais également remercier S. E. M. António Guterres et S. E. M. Ban Ki-moon ainsi que les chefs des organisations régionales de leurs exposés instructifs.

Près de la moitié des opérations de paix mondiales se déroulant sur le continent africain, l'Union africaine a fait de la paix une de ses priorités et mis en place plusieurs structures institutionnelles pour prévenir et régler les conflits.

Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, que je préside actuellement, est l'organe décisionnel de l'Union africaine pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Travaillant en étroite collaboration avec des blocs régionaux tels que l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest, le Conseil a facilité un certain nombre d'accords de paix et réduit l'escalade des conflits dans plusieurs pays.

Malheureusement, il y a encore trop de conflits qui couvent en Afrique et qui nécessitent un effort concerté de notre part pour les endiguer. Pourquoi ? Parce que les conflits sont destructeurs : ils détruisent des vies et des moyens de subsistance et érodent les gains socioéconomiques qu'un pays a pu réaliser ; et parce que, globalement, ils freinent notre progression. J'avancerais que le moment est venu d'intensifier nos efforts de règlement des conflits, notamment en Afrique. Je voudrais soumettre cinq recommandations à votre examen.

Premièrement, nous devons reconnaître et appuyer les organes régionaux de maintien de la paix. Le Conseil de sécurité, et en particulier les présidents/présidentes et les rédacteurs, doivent entreprendre des consultations plus complètes et faire fond sur les efforts régionaux. L'histoire et l'expérience nous rappellent que, plus on est proche d'un problème, mieux on comprend sa complexité et les solutions susceptibles de marcher. Les enjeux d'un conflit sont plus élevés pour les organisations régionales et sous-régionales, qui offrent une proximité et des perspectives essentielles à son règlement.

Deuxièmement, nous devons mieux appréhender les dimensions transfrontières des conflits, car il ne suffit pas de se concentrer sur un seul dossier au Conseil de sécurité à l'exclusion des pays voisins. Le règlement d'un conflit ne doit pas déplacer la menace vers les pays voisins, en particulier lorsque des organisations insurgées et terroristes font partie du problème. L'ONU doit, en effet, se concerter étroitement avec les États voisins dans l'action qu'elle mène dans ces pays.

Troisièmement, nous devons améliorer nos efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration des combattants. Le retour des combattants à une vie civile légale garantit une paix pérenne et une reconstruction après un conflit couronnée de succès. L'ONU doit traiter cette question comme une priorité et devenir plus innovante dans la démobilisation et la réintégration des groupes idéologiquement dévoyés. Le Kenya a élaboré l'un des programmes de désengagement et de réintégration les plus complets d'Afrique. Notre programme de désengagement couvre l'ensemble du pays et aide les personnes nouvellement recrutées dans l'extrémisme violent et d'autres qui reviennent de champs de bataille à l'étranger. Nous avons conçu le programme comme une plateforme pouvant offrir des formations et un renforcement

des capacités à d'autres. À cette fin, nous invitons l'ONU à appuyer et à utiliser ce dispositif.

Quatrièmement, sans un gouvernement compétent, les pays fragiles, ou ceux qui sortent d'un conflit, ne pourront pas assurer la paix et le développement. C'est pourquoi l'ONU doit être à l'avant-garde pour aider les pays sortant d'un conflit et contribuer à la mise en place d'une fonction publique plus compétente et plus inclusive. À cet égard, le Kenya apporte un soutien en ce sens aux États de la région qui sollicitent son aide. Notre bureau de liaison au Soudan du Sud, par exemple, a formé des centaines de fonctionnaires pour ce pays.

Cinquièmement, nous devons faire mieux pour ce qui est du partage des charges. Je me félicite vivement de l'aide apportée pour faire face aux crises humanitaires. Si nous voulons véritablement mettre un terme aux cycles de violence, nous devons aborder le pilier du règlement des conflits avec la même urgence.

Les mandats de maintien de la paix du Conseil de sécurité ne seront adaptés aux besoins de l'Afrique que s'ils sont dotés de fonds suffisants et prévisibles au moyen des contributions au budget de l'ONU. C'est ce qui permettra d'assurer la protection des soldats de la paix, qui permettra à leur mission d'être adaptée à ses objectifs et qui garantira un succès plus rapide et plus durable.

Pour terminer, je me réjouis à la perspective d'œuvrer de concert avec les membres du Conseil pour mettre en place une collaboration plus ambitieuse entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales et sous-régionales.

Annexe 6**Déclaration de M. Ralph E. Gonsalves, Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de Saint-Vincent-et-les Grenadines**

Saint-Vincent-et-les Grenadines remercie les intervenants de leurs observations éclairantes, et nous félicitons le Viet Nam d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat sur le thème du développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales. Ce sujet est particulièrement pertinent à l'heure actuelle pour mon pays, qui est touché par une catastrophe naturelle de grande ampleur, sur toile de fond de défis multiformes posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et d'une saison cyclonique active dans l'Atlantique, qui devrait débiter dans six semaines. Je voudrais qu'on m'accorde un peu de latitude pendant une minute ou deux.

Depuis 11 jours, Saint-Vincent-et-les Grenadines est frappée par une série d'éruptions volcaniques explosives sur l'île de Saint-Vincent. En conséquence, près d'un cinquième de la population de l'île a dû être évacuée vers des zones plus sûres. Nous sommes confrontés à un grave problème d'aide humanitaire, avec notamment des considérations en matière de sécurité, de relèvement et de reconstruction. Sans une coopération efficace entre notre pays, l'ONU et nos organisations régionales et sous-régionales, notre vie et nos conditions de vie seraient intolérables. Si cette coopération n'était pas renforcée, les opérations de secours seraient paralysées et les perspectives de relèvement et de reconstruction seraient sombres.

Les Nations Unies et leurs organismes travaillent activement, et mon ami le Secrétaire général, António Guterres, a fait preuve d'un esprit d'initiative remarquable. La Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation des États des Caraïbes orientales, le Système de sécurité régionale, la Voie bolivarienne pour les peuples d'Amérique latine, l'Association des États de la Caraïbe et les organismes régionaux partenaires jouent un rôle de premier plan, en déployant des efforts admirables. Pourtant, il reste beaucoup à faire. Partout dans notre pays, les visages des hommes et des femmes sont tendus et anxieux ; ils souffrent terriblement. Nous appelons la communauté mondiale à se mobiliser pour nous aider au nom de l'humanité et conformément à la Charte des Nations Unies, et elle ne peut pas se permettre de se hâter lentement. Demain, sous les auspices de l'ONU, un appel pour la création d'un fonds en faveur de Saint-Vincent-et-les Grenadines sera lancé. J'appelle les États Membres à faire preuve de générosité et de solidarité.

En ce qui concerne les situations de conflit en particulier, il est désormais évident que les institutions régionales, de concert avec l'ONU, sont souvent les mieux placées pour faciliter le règlement pacifique des différends par la médiation, le renforcement de la confiance, les missions d'observation et de vérification et d'autres mesures qui favorisent la stabilité, renforcent la confiance et créent un environnement propice au développement.

En effet, tout différend susceptible de mettre en danger la paix et la sécurité internationales doit d'abord être réglé par ces moyens pacifiques, avec l'aide et la participation des accords régionaux pertinents, comme le prévoit la Charte des Nations Unies.

Rappelons les principes fondamentaux. La sécurité est, par essence, une entreprise collective, qui ne peut être réalisée que si les parties renforcent la confiance et établissent des relations stables. À cet égard, une paix durable ne peut jamais être imposée ; elle doit venir naturellement de toutes les parties prenantes concernées.

Saint-Vincent-et-les Grenadines estime que les accords régionaux, tels que l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Union africaine et notre CARICOM,

sont souvent mieux placés pour appuyer les processus de paix que les entités éloignées des histoires, des cultures, des contextes politiques et du développement matériel propres et spécifiques à chaque pays.

Le Conseil de sécurité doit toujours appuyer pleinement et encourager tous les mécanismes régionaux et s'abstenir de toute action susceptible de contourner ou de saper le rôle légitime des organismes régionaux. Nous saluons les efforts que le Secrétaire général et ses Envoyés spéciaux et Représentants spéciaux continuent de déployer pour renforcer la coopération entre l'ONU et diverses organisations régionales et sous-régionales. La tribune qu'offre la Commission de consolidation de la paix s'avère également utile en proposant une stratégie cohérente et multipartite pour aider les pays touchés par un conflit à surmonter leurs difficultés. Il convient de redoubler d'efforts pour renforcer encore cette approche globale qui fait appel à l'ensemble du système, et les accords régionaux doivent être associés à chaque étape du processus.

Les activités de prévention et de règlement des conflits sont plus efficaces lorsqu'elles sont complétées par des initiatives ciblées de consolidation de la paix et de développement qui s'attaquent aux causes profondes de l'insécurité, améliorent les conditions de vie et les moyens de subsistance et favorisent l'appropriation nationale des processus de paix. Les normes et les principes d'égalité souveraine, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique doivent toujours guider les efforts de prévention et de règlement des conflits. Dans toutes les situations, il faut veiller à ce que les mandats des organisations régionales ne soient pas compromis par des intérêts hégémoniques ni sapés par des actions unilatérales, mais permettent toujours de renforcer la souveraineté et de promouvoir la solidarité et la coopération. Cependant, aucun de ces préceptes essentiels ne doit jamais nous amener à fermer les yeux sur les atteintes flagrantes aux droits fondamentaux et les violations de ces droits, et à oublier la nécessité de prendre les mesures collectives qui s'imposent à cet égard par l'intermédiaire du Conseil de sécurité.

Je termine respectueusement ma déclaration par un rappel : il faut aider Saint-Vincent-et-les Grenadines en ce moment où elle est dans le besoin.

Annexe 7**Déclaration de M. Wang Yi, Représentant spécial du Président Xi Jinping, Conseiller d'État et Ministre des affaires étrangères de la Chine**

[Original : chinois]

La Chine appuie l'initiative du Viet Nam de convoquer ce débat de haut niveau sur le développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales. Elle souhaite la bienvenue au Président vietnamien Nguyen Xuan Phuc, qui préside la réunion d'aujourd'hui, et remercie le Secrétaire général Guterres de son exposé.

La coopération entre l'ONU et les organisations régionales est une exigence claire de la Charte des Nations Unies et une expression importante du multilatéralisme. Alors que le monde est aux prises avec les ondes de choc provoquées par les profonds changements sur la scène internationale, qui ont été aggravés par la pandémie, nous sommes confrontés à de lourds défis dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales ainsi qu'à des problèmes de sécurité traditionnels et non traditionnels imbriqués, ce qui exige des efforts concertés aux niveaux mondial et régional. L'ONU et les organisations régionales doivent travailler ensemble pour évaluer les expériences et les enseignements à en tirer, maintenir les traditions utiles et innover, défendre le multilatéralisme et contribuer à la paix et au développement dans le monde. Dans ce contexte, je voudrais partager quelques réflexions.

Premièrement, nous devons respecter les normes en vigueur et construire une base solide pour la paix. La Charte des Nations Unies est l'incarnation de ces normes et la pierre angulaire de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales. Les organisations régionales doivent mener des opérations de paix conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte, notamment en respectant la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale des États et en s'abstenant de toute ingérence dans les affaires intérieures des autres pays. Nous devons nous efforcer de régler les différends par des moyens pacifiques chaque fois que possible et nous abstenir de recourir aux sanctions ainsi qu'à la menace ou à l'emploi de la force. Le rôle central du Conseil de sécurité, mécanisme de sécurité collective internationale, doit être préservé et les pratiques intéressées abandonnées. Nous devons prôner l'ouverture et l'inclusion et rejeter la géopolitique, la politique des blocs et la confrontation idéologique. Ce n'est que de cette manière que les actions des organisations régionales pourront être fructueuses et viables.

Deuxièmement, nous devons donner la priorité à la prévention et diversifier les outils de maintien de la paix. L'ONU et les organisations régionales doivent promouvoir une sécurité commune, globale, coopérative et durable et enrichir en permanence la boîte à outils du maintien de la paix, en donnant la priorité à la diplomatie préventive. Il faut encourager les pourparlers de paix afin de rapprocher les positions par le dialogue, recourir aux bons offices et à la médiation pour régler les différends et trouver des solutions politiques aux problèmes brûlants. Nous devons également faire bon usage des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, adhérer au principe d'impartialité et respecter les souhaits et les choix des populations des pays concernés. Toute action coercitive doit être autorisée par le Conseil de sécurité.

Troisièmement, nous devons nous compléter mutuellement et créer des synergies en faveur de la paix. L'ONU et son Conseil de sécurité doivent jouer efficacement leur rôle de coordination et fournir davantage d'aide aux organisations régionales, lesquelles doivent à leur tour faire bon usage de leurs avantages et promouvoir des

approches régionales pour régler les différends régionaux. Les deux parties peuvent partager leurs expériences respectives et leurs meilleures pratiques, et s'engager dans une coopération souple et pragmatique. Ces dernières années, l'ONU a renforcé sa coordination avec l'Union africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et d'autres organisations régionales, ce qui représente un pas dans la bonne direction. L'ONU doit aider l'Afrique à renforcer ses capacités en matière de maintien de la paix et de la stabilité et ses outils de lutte antiterroriste et à accélérer la mise en place de la Force africaine prépositionnée, des forces d'intervention rapide et du dispositif d'alerte rapide. Elle doit fournir une assistance financière durable et prévisible aux opérations de paix et de sécurité de l'Union africaine afin de contribuer à faire taire les armes en Afrique. La communauté internationale doit respecter et défendre la position centrale de l'ASEAN dans la coopération régionale en Asie de l'Est. À l'heure actuelle, nous devons appuyer la participation constructive de l'ASEAN au processus de réconciliation interne au Myanmar, selon la « méthode ASEAN » et promouvoir l'apaisement de la situation au Myanmar aussi rapidement que possible, dans l'intérêt du peuple du Myanmar et de la communauté internationale.

Quatrièmement, nous devons poursuivre un développement commun et préparer le terrain pour la paix. De nombreux problèmes liés aux zones de tension régionales seront réglés en fin de compte grâce au développement. L'ONU et les organisations régionales doivent adhérer au concept de promotion de la paix par le développement, adopter une approche intégrée du maintien de la paix, de la consolidation de la paix et de la reconstruction d'après-guerre, et veiller à ce les pays concernés puissent accéder aux fonds et aux ressources de développement en temps utile. Fondamentalement, la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la promotion de l'amélioration des moyens de subsistance et de l'emploi des populations et la réduction des écarts de développement entre les différentes régions sont les meilleurs moyens de parvenir à la paix et à la sécurité à long terme. À cet égard, il importe donc de promouvoir vigoureusement la coopération et la connectivité régionales pour aider les pays sortant d'un conflit à s'intégrer dans le développement régional afin que chacun puisse profiter des dividendes de la paix.

Cette année marque le cinquantième anniversaire du rétablissement du siège légitime de la Chine au sein de l'ONU. Au cours des 50 dernières années, la Chine a toujours apporté son appui et participé activement à la cause de l'ONU, et a défendu et appliqué strictement la Charte des Nations Unies. Nous avons toujours appuyé et contribué activement au renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales. En effet, une partie importante du Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement est utilisée pour appuyer les efforts régionaux et sous-régionaux. La Chine a annoncé qu'elle ferait don de 300 000 doses de vaccin contre la maladie à coronavirus (COVID-19) aux forces de maintien de la paix de l'ONU, en accordant la priorité aux missions déployées en Afrique. Nous sommes également favorables à l'utilisation de ces vaccins dans les opérations de maintien de la paix d'organisations régionales et sous-régionales.

La Chine a établi des partenariats stratégiques avec des organisations régionales telles que l'Union africaine, l'ASEAN et la Ligue des États arabes. Ces partenariats sont fondés sur notre vision commune d'une communauté de destin et sont conformes aux buts et principes inscrits dans la Charte des Nations Unies. Guidés par les principes de consultation mutuelle, de contribution conjointe et de bénéfices partagés, nos partenariats visent à instaurer une coopération gagnant-gagnant, sans jamais s'en prendre à des tiers.

La Chine a toujours promu la coopération avec l'Union africaine dans la poursuite du bien commun et des intérêts partagés, et sur la base du principe de sincérité, de résultats réels, d'affinité et de bonne foi. Il y a quelques mois, nous avons

signé un plan de coopération dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture, une Route » avec l'Union africaine et nous continuerons de créer des synergies entre l'initiative « Une Ceinture et une Route », l'Agenda 2063 de l'Union africaine et le Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU. La Chine apportera également son appui à l'Union africaine pour qu'elle joue un rôle de premier plan dans le processus d'intégration africaine, l'encouragera à trouver des solutions africaines aux problèmes africains et continuera à contribuer à la paix et au développement dans la région.

La Chine a renforcé ses relations avec l'ASEAN sur la base des concepts d'amitié, de sincérité, d'avantage mutuel et d'inclusion. Elle continuera à œuvrer en faveur de progrès dans les domaines politique, économique, commercial, socioculturel et de la sécurité, à appuyer la position centrale de l'ASEAN dans la coopération régionale et à œuvrer en faveur d'une communauté de destin Chine-ASEAN plus cohésive.

La Chine développe activement sa coopération au titre de l'initiative « Une Ceinture, une Route » avec la Ligue des États arabes, en établissant des principes directeurs de paix, d'innovation, de leadership, de gouvernance et d'intégration. La Chine s'engage à être un artisan de la paix, un promoteur du développement, un facilitateur de l'industrialisation, un partisan de la stabilité et un partenaire des échanges entre les peuples du Moyen-Orient. Nous continuerons d'approfondir la coopération économique et commerciale avec la Ligue des États arabes, de renforcer la confiance politique, de promouvoir l'appréciation mutuelle des civilisations et d'unir nos efforts pour construire une communauté de destin, sur la base des convictions communes et de la quête de la paix, de l'harmonie, du développement et de la prospérité.

Face aux changements sans précédent que connaît le monde, la Chine est prête à renforcer sa coopération avec les organisations régionales, à œuvrer dans le même sens en faveur de la paix et à construire une communauté de destin pour l'humanité.

Annexe 8**Déclaration de M. Subrahmanyam Jaishankar, Ministre des affaires étrangères de l'Inde**

Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, Excellence, pour votre élection à la présidence de la République socialiste du Viet Nam. Je remercie également la délégation vietnamienne d'avoir organisé ce débat public de haut niveau sur le développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales. Excellence, votre présidence du présent débat a permis de mettre en relief cette question très importante.

Les organisations régionales et sous-régionales ont démontré qu'elles avaient un rôle important à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Grâce à leur connaissance approfondie des caractéristiques et des complexités locales, les organisations régionales et sous-régionales sont particulièrement bien placées pour contribuer à trouver de meilleures solutions aux conflits dans leurs régions respectives. Par conséquent, nous appuyons la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, conformément à la Charte des Nations Unies.

L'ordre mondial que nous avons construit après la Seconde Guerre mondiale est soumis à de fortes pressions. La nature des menaces auxquelles sont confrontés les États Membres a également changé depuis la création de l'ONU il y a 75 ans. Les défis contemporains en matière de sécurité ne se limitent pas aux différends territoriaux ou politiques, mais transcendent les frontières physiques ou politiques. À l'ère de la mondialisation, le terrorisme, la radicalisation, le trafic de drogue et la criminalité organisée gagnent du terrain. Il faut également tenir compte des incidences des nouvelles technologies sur la sécurité.

Pour faire face à des défis aussi divers, nous avons besoin d'une action coordonnée et concertée à travers les frontières. Nous sommes d'avis que le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales sera un facteur important pour faire face efficacement aux défis et aux conflits contemporains. Dans ce contexte, une évaluation rationnelle de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales au cours des 75 dernières années sera une bonne base pour nos relations futures.

L'Inde entretient depuis toujours une coopération étroite et amicale avec les organisations régionales. Les relations de l'Inde avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) constituent un pilier essentiel de sa politique étrangère et le fondement de sa politique tendant à agir à l'Est. La vision indienne de la région indo-pacifique en tant que zone libre, ouverte et inclusive, reposant sur le droit international et un ordre fondé sur des règles, a pour fondements le rôle central de l'ASEAN et la poursuite commune du progrès et de la prospérité.

L'Inde reste déterminée à faire fond sur la dynamique de coopération régionale dans le cadre de l'Initiative du golfe du Bengale pour la coopération technique et économique multisectorielle et à rendre cette organisation plus forte et plus dynamique, efficace et axée sur les résultats. Nos relations avec l'Afrique remontent à plusieurs siècles et nous avons coopéré étroitement avec l'Union africaine, notamment en ce qui concerne les initiatives de partenariat au service du développement. En plus de notre importante présence dans les opérations de maintien de la paix en Afrique, l'Inde a démontré son engagement ferme en faveur de la consolidation et de la pérennisation de la paix dans le cadre d'importantes opérations de maintien de la paix de l'ONU en Afrique.

Je voudrais conclure en réitérant notre ferme appui à la coopération entre l'ONU et les organisations régionales. Nous sommes convaincus que ce partenariat est incontournable pour intervenir de manière collective, cohérente et décisive afin de prévenir, gérer et régler efficacement les conflits violents et de promouvoir la paix et le développement.

Annexe 9

Déclaration de M. Simon Coveney, Ministre des affaires étrangères et de la défense de l'Irlande

Je tiens à remercier le Viet Nam d'avoir organisé le débat d'aujourd'hui, qui met en évidence la nécessité impérieuse de coopérer pour appuyer la prévention et le règlement des conflits.

Comme mes collègues, je tiens à exprimer ma solidarité à Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Je tiens également à remercier le Secrétaire général António Guterres et l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon, qui ont décrit en des termes éloquents les partenariats uniques établis entre l'ONU et les organisations régionales.

Je me félicite de l'adoption d'une déclaration du Président du Conseil de sécurité (S/PRST/2021/9) sur cette question importante.

En Irlande, nous n'avons pas besoin de regarder loin de nos côtes pour constater l'influence des organisations régionales dans la consolidation et la pérennisation de la paix. L'expérience régionale européenne est née des cendres de la Seconde Guerre mondiale. Dans tous les pays voisins de l'Europe, la contribution de la coopération régionale à la cohérence, à la stabilité et à la croissance est visible au quotidien.

Parlant des architectes de l'Union européenne d'aujourd'hui, le lauréat irlandais du prix Nobel de la paix, John Hume, a déclaré ce qui suit :

« ils ont perdu de la sueur, et non du sang, et, ce faisant, ont brisé les barrières de méfiance qui existaient depuis des siècles ».

Cette expérience a également éclairé le cheminement vers la paix et la réconciliation sur l'île d'Irlande. Les partenariats établis aux niveaux local, régional et international ont été et demeurent à la base du succès de l'Accord de paix du vendredi saint.

En faisant fond sur cette expérience, et en tirant les enseignements de l'expérience de l'Union européenne et d'autres organisations régionales, je voudrais faire trois observations aujourd'hui.

Premièrement, grâce à leur compréhension unique de la situation, les organisations régionales peuvent garantir que les mesures de confiance sont inclusives et adaptées au contexte. Grâce à leur promotion de la coopération et à la collaboration entre leurs membres, elles sont elles-mêmes d'excellents modèles en matière de renforcement de la confiance.

Dans le cadre de son approche à l'appui de la paix sur l'île d'Irlande, l'Union européenne s'est attachée avant tout à jeter des ponts entre les populations. Elle a littéralement construit et financé un pont dans l'une des zones de conflit. Par exemple, le programme européen de financement transfrontalier PEACE, qui porte bien son nom, a mis l'accent sur la promotion de relations humaines constructives dans toutes les couches de la société, y compris les rescapés, les jeunes et les groupes de femmes.

Dans le monde entier, nous voyons des exemples d'organisations régionales qui mettent à profit leur connaissance des situations régionales pour relever les défis à la paix et à la sécurité. Récemment, le groupe informel d'experts du Conseil sur le climat et la sécurité a pris connaissance des travaux importants du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest sur les évaluations des risques liés au climat en Afrique de l'Ouest.

Je tiens à souligner l'appui ferme de l'Irlande aux efforts que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) continue de déployer en Ukraine. Toutes les parties doivent maintenir leur engagement à l'égard des principes de l'OSCE.

En renforçant sa coopération avec les organisations régionales, le Conseil peut s'appuyer sur l'expérience des pays et des situations, qui repose sur les connaissances et les compétences locales.

Cela m'amène à ma deuxième observation : les organisations régionales peuvent et doivent œuvrer de concert pour soutenir l'ONU, et les approches régionales des mesures de confiance et du dialogue exigent des investissements soutenus à long terme. Le partenariat entre l'Union européenne et l'ONU dans le domaine des opérations de paix et de la gestion des crises est un bon exemple à cet égard.

Tout comme nous sommes engagés en faveur des missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde entier, nous sommes également fiers de la participation des membres de nos forces de défense aux opérations de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine, au Mali et en Méditerranée. Toutes ces missions mènent leurs activités à l'appui des résolutions du Conseil de sécurité. En outre, des experts irlandais servent actuellement dans des missions civiles de la PSDC de l'Union européenne dans huit pays.

La coopération trilatérale s'est également avérée efficace dans un certain nombre de domaines. L'Union européenne, par l'intermédiaire de l'opération Althea autorisée par le Conseil, travaille en étroite collaboration avec l'OSCE pour promouvoir la stabilité dans les pays voisins de l'Europe.

De même, dans le cadre de l'opération Atalanta en Somalie, l'Union européenne coopère avec l'ONU et l'Union africaine pour tirer parti des compétences et de l'expérience locales et internationales. Ces partenariats stratégiques permettent à chaque organisation d'agir plus efficacement et d'obtenir des résultats concrets et ciblés sur le terrain, et c'est ça qui compte.

La création récente de la facilité de soutien à la paix pour l'Afrique permettra à l'Union européenne de contribuer au financement des opérations militaires de soutien à la paix et de mesures d'assistance au niveau mondial. Par exemple, la facilité appuiera le rôle de plus en plus important que jouent l'Union africaine et les organisations sous-régionales en matière de maintien de la paix, afin de prévenir, d'arbitrer et de régler les conflits sur le continent africain. Je salue également les efforts déployés par l'Union africaine pour accroître l'efficacité de l'Architecture africaine de paix et de sécurité.

Quant à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), elle continue de jouer un rôle clef dans la région. Je me félicite de la récente progression vers un partenariat stratégique entre l'Union européenne et l'ASEAN. Cela démontre l'engagement commun de nos deux organisations en faveur d'un ordre international fondé sur des règles et d'un multilatéralisme efficace. L'ASEAN peut et doit jouer un rôle important dans un domaine qui nous concerne tous : assurer la protection des droits de la personne et faciliter le dialogue et le règlement pacifique de la crise qui sévit actuellement au Myanmar.

Nous attendons avec intérêt la tenue du prochain sommet des pays de l'ASEAN et nous espérons qu'il aboutira à des résultats tangibles. Ce serait une illustration positive du potentiel des organisations régionales dont nous discutons aujourd'hui. Dans ce cadre, il est possible de tirer parti des forces respectives de l'ONU et de l'ASEAN.

Enfin, je tiens à rappeler que la paix est bâtie par des personnes : des femmes courageuses comme Monica McWilliams et Pearl Sagar, qui ont œuvré dans le cadre d'une approche intercommunautaire pour assurer la représentation des femmes dans le processus de paix en Irlande du Nord.

Nous avons appris que pour que la paix soit durable, elle doit être inclusive. Les organisations régionales ont un rôle essentiel à jouer pour offrir un espace aux acteurs locaux et communautaires et pour faire entendre la voix de la société civile.

Nous constatons le rôle inestimable des réseaux régionaux de médiatrices et d'artisanes de la paix, en particulier dans les contextes de conflit. Des groupes tels que FemWise-Africa et le Réseau des femmes médiatrices arabes nous montrent la voie à suivre.

Nous pouvons faire davantage, au Conseil, dans le cadre des processus de paix menés sous l'égide de l'ONU et au moyen de l'action des organisations régionales, pour veiller à ce que les femmes soient présentes dans la salle et à la table des négociations lorsque des décisions sont prises. Nous devons également veiller à ce que la voix des jeunes, qui sont trop souvent marginalisés, soit à la fois entendue et prise en compte.

La responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au premier chef au Conseil. Le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales améliore notre capacité de prévenir et de régler les conflits et d'atteindre les buts et les objectifs énoncés dans la Charte des Nations Unies dans l'ensemble.

Comme nous le savons, nous accomplissons déjà beaucoup de choses ensemble. Prenons l'engagement d'exploiter tout le potentiel que ces partenariats uniques ont à nous offrir.

Annexe 10**Déclaration de M. Marcelo Ebrard Casaubón, Ministre des relations extérieures du Mexique**

[Original : espagnol]

Le Mexique remercie le Président de la République socialiste du Viet Nam, M. Nguyen Xuan Phuc, d'avoir convoqué le présent débat. Je me félicite des exposés du Secrétaire général António Guterres et de l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon. Je salue la présence des chefs d'État et de gouvernement et d'autres ministres.

Je tiens tout d'abord à exprimer la solidarité du Mexique, dans le cadre de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), avec le Gouvernement de Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui traverse une situation exceptionnelle en raison des récentes éruptions volcaniques qui ont eu de graves répercussions sur sa population. Je réitère au Premier Ministre le soutien de la CELAC et rappelle que nous allons envoyer cette semaine du matériel de soutien, des médicaments, une aide alimentaire et d'autres articles à Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Cela étant dit, il faut reconnaître que la coopération entre l'ONU et les organisations régionales joue un rôle fondamental dans les efforts déployés pour maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément aux dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

Le Mexique, en tant que pays attaché à un multilatéralisme efficace, a toujours encouragé les approches régionales de médiation et de règlement pacifique des différends afin de traiter les conflits à un stade précoce et d'éviter qu'ils ne s'aggravent. Nous savons que diverses organisations régionales et sous-régionales ont mis en place des mécanismes efficaces de règlement pacifique des différends qui permettent de renforcer la confiance entre les parties.

À cet égard, il convient de souligner et de saluer les efforts entrepris par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour trouver une solution pacifique à la situation au Myanmar. Nous sommes convaincus que, grâce à la participation active de l'ASEAN, une solution pacifique sera bientôt trouvée au Myanmar et un retour à la normalité démocratique sera possible.

Je tiens également à saluer le leadership croissant de l'Union africaine. Son engagement à trouver une solution à la situation préoccupante du Tigré et ses efforts pour apaiser les tensions liées au Grand barrage éthiopien de la Renaissance sont une indication claire de ses capacités et du rôle de chef de file qu'elle peut jouer à l'échelon régional. Nous applaudissons également la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, dont l'intervention a été déterminante pour parvenir à un accord en vue d'une transition démocratique au Mali.

Il convient, en outre, de rendre hommage à la Ligue des États arabes pour sa participation constructive à la recherche de solutions aux différents conflits du monde arabe, ainsi qu'à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en ce qui concerne le continent européen.

Les organisations régionales sont aujourd'hui appelées à jouer un rôle central dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et à unir leurs forces en vue d'une mise en œuvre effective de la résolution 2565 (2021) et de la résolution 74/274 de l'Assemblée générale. Il s'agit de garantir un accès véritablement équitable aux vaccins et de faire en sorte que ces derniers soient reconnus comme

un bien public mondial et soient distribués, sans exclusion, dans tous les pays, y compris, bien entendu, dans ceux qui se trouvent en situation de conflit.

La nécessité de présenter un front commun contre la pandémie a donné une impulsion à l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est matérialisée dans le cadre de la CELAC, dont le Mexique assure la présidence *pro tempore* depuis janvier 2020.

À la tête de la Communauté, nous avons collaboré avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes pour réaliser une étude exhaustive des conséquences économiques de la pandémie, et nous avons conçu et mis en œuvre un plan global d'autosuffisance en vaccins et en médicaments qui est sans précédent et qui vise à renforcer les chaînes de production et de distribution sanitaires dans la région.

La coopération menée face à la pandémie entre les pays de la CELAC a permis la création d'un réseau de spécialistes en virologie ; la production régionale du vaccin Astra-Zeneca contre la COVID-19 dans le cadre d'un effort combiné du Mexique et de l'Argentine ; et, fait très important qui mérite d'être souligné, la promotion de projets de développement de vaccins dans les universités et les centres de recherche de la région, qui impliquent, aux stades préclinique ou clinique, des vaccins développés par l'Argentine, le Brésil, Cuba, le Chili et le Mexique. Notre objectif stratégique est de faire homologuer nos propres vaccins afin d'assurer dans les meilleurs délais la vaccination dans tous les pays de la Communauté, compte tenu des graves restrictions auxquelles nous sommes confrontés en matière d'accès aux vaccins, qui ont conduit à une concentration incroyable et sans précédent en la matière.

La CELAC offre également un forum idoine aux pays souhaitant s'exprimer contre la cupidité et l'accumulation de stocks, qui exacerbent les inégalités, contre les obstacles commerciaux aux fournitures destinées à combattre la pandémie et contre l'absence ou l'insuffisance des vaccins disponibles dans la région.

Nous nous sommes employés à faire en sorte que la Communauté participe à un multilatéralisme efficace qui produise des avantages réels et concrets pour nos peuples et contribue à leur développement durable. Je dis tout cela, parce que les organisations régionales peuvent compléter ou pallier les efforts de l'ONU là où des limites évidentes existent, comme dans le domaine des vaccins et des médicaments.

L'ampleur et la diversité des conséquences néfastes de la crise sanitaire actuelle rendent inévitable une réflexion approfondie sur la nature stratégique des organisations multilatérales face aux défis multidimensionnels pesant sur la sécurité internationale, qui mettent en danger la vie de larges groupes de la population.

Du fait de leur proximité avec les réalités de leurs zones géographiques respectives, de leur expérience et de leur connaissance des dynamiques locales, les organisations régionales doivent être en première ligne de la prévention et du traitement des conflits et crises potentiels qui peuvent déborder des frontières d'un pays. Nous sommes convaincus que ce débat opportun contribuera à renforcer les liens sur le terrain entre les niveaux local, national et régional et l'ensemble du système de sécurité collective établi par la Charte des Nations Unies.

Annexe 11**Déclaration de M. Othman Jerandi, Ministre des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger de la Tunisie**

[Original : arabe]

D'emblée, je tiens à remercier le Secrétaire général António Guterres de son précieux exposé sur l'appui à la communication et à la coopération avec les organisations régionales, le renforcement du rôle de l'ONU et l'action multilatérale.

Je salue la présence de l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon, qui, au tout début de son mandat, a jeté les bases des mécanismes et des cadres de coordination et de coopération entre l'ONU et les organisations régionales pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Je remercie également le Viet Nam pour le choix judicieux du sujet important qui occupe l'attention du Conseil de sécurité aujourd'hui. Cela reflète l'importance que nous accordons tous au renforcement de la coopération et de l'intégration entre l'ONU et les organisations régionales, notamment dans le domaine de la prévention, de la gestion et du règlement des conflits dans le monde, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

Durant sa présidence du Conseil en janvier 2021, la Tunisie a eu l'honneur d'organiser une réunion d'information de haut niveau (voir S/2021/66) sur la coopération entre le Conseil de sécurité et la Ligue des États arabes, qui a été marquée par des propositions constructives et de riches débats. Cette réunion a abouti à l'adoption par le Conseil de sécurité de la déclaration du Président S/PRST/2021/2, qui traduit le consensus sur la nécessité de faire progresser la coopération entre l'Organisation et les organisations régionales, compte tenu des rôles majeurs joués par ces dernières dans les domaines politique, économique et de développement. Ces organisations sont également des piliers du maintien de la sécurité et de la paix et des plateformes proactives pour désamorcer les tensions.

À cet égard, je m'en voudrais de ne pas mentionner la réunion (voir S/2020/1179) qui s'est tenue le 4 décembre 2020 sous la présidence sud-africaine du Conseil concernant la coopération entre l'ONU et l'Union africaine.

L'importance de la réunion d'aujourd'hui réside dans notre conviction selon laquelle le rôle des organisations régionales doit être intégré dans les efforts de l'ONU et du Conseil de sécurité pour jeter les bases de la paix et de la sécurité internationales. Cela nécessite une harmonisation des efforts et une consolidation des visions dans une approche internationale unifiée, coordonnée et intégrée. À cet égard, nous appelons à promouvoir la coordination et la coopération entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales à un niveau plus élevé, ce qui conduira à une plus grande efficacité dans la gestion des différentes situations et contribuera à faciliter le règlement et la prévention des conflits et des crises.

Les crises et les défis sécuritaires, économiques, humanitaires et de développement dans le monde ont été aggravés par la propagation de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Il est donc d'autant plus urgent pour la communauté internationale d'unir ses forces et de coordonner les actions régionales et locales pour résoudre ces crises en vue de garantir la sécurité, la stabilité et la paix dans le monde.

La Tunisie est déterminée à servir les intérêts de la paix et de la sécurité internationales et à traiter les problèmes mondiaux, en particulier ceux qui touchent les pays arabes et africains. C'est pourquoi elle accorde une importance particulière

à la consultation et à la coopération entre le Conseil de sécurité, la Ligue des États arabes et l'Union africaine. Ces deux dernières organisations sont les acteurs les plus importants dans leurs régions respectives, les plus à même de comprendre les spécificités et les complications régionales et les mieux placées pour faire face aux conditions régionales. Cette coopération contribuera à une compréhension commune des causes sous-jacentes des différents conflits et crises qui secouent les régions arabe et africaine, rendant ainsi nos approches pour y faire face plus pratiques et plus efficaces.

Tout en exprimant notre satisfaction quant aux relations de coopération qui ont été forgées entre les organisations régionales et l'ONU au cours des 20 dernières années, nous soulignons ici aujourd'hui que ces efforts doivent être intensifiés afin de faire un bond en avant dans ces relations et d'atteindre le plus haut niveau possible de coordination, d'intégration et de responsabilité partagée. Les organisations régionales sont conscientes des spécificités locales et comprennent les moteurs et les causes sous-jacentes des conflits ainsi que le contexte des relations entre les parties à des tensions régionales. Elles sont donc bien placées pour jouer un rôle efficace dans la médiation, le renforcement de la confiance et la promotion du dialogue politique et de la réconciliation entre les parties concernées.

Il est important aujourd'hui de donner la priorité à l'intervention des organisations régionales et sous-régionales pour qu'elles puissent contribuer au règlement des crises et à l'élaboration de solutions émanant des régions, comme l'Union africaine tente de le faire dans un certain nombre d'endroits. À cet égard, nous attendons avec intérêt les propositions que fera le Secrétaire général dans ses prochains rapports sur les moyens de renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales dans le domaine de l'instauration de la confiance et de la promotion du dialogue politique comme outil de règlement des différends.

Pour terminer, je tiens à souligner que l'ampleur des défis auxquels le monde est confronté et les risques émergents qui visent l'humanité et menacent notre sécurité collective exigent que nous revoyions notre approche de la paix et de la sécurité internationales dans une perspective de collaboration. Dans cette optique, nous appelons à renforcer la coopération existante entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales pour relever les défis communs, à commencer par les conflits et le terrorisme, et pour faire face aux répercussions de la pandémie de COVID-19, conformément à la résolution 2532 (2020), qui a été adoptée à l'unanimité le 1^{er} juillet 2020 suite à une initiative tuniso-française.

Le resserrement et la promotion de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales contribueront à améliorer notre compréhension commune des causes profondes des crises. Cela permettra de régler les conflits existants de manière globale et définitive et de s'attaquer efficacement à leurs causes, et renforcera ainsi le rôle de la diplomatie préventive en tant que mécanisme de maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Annexe 12**Déclaration de M^{me} Linda Thomas-Greenfield, Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies et membre du Cabinet du Président Biden**

Permettez-moi de me joindre aux autres orateurs pour vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession du Viet Nam à la présidence du Conseil de sécurité. Nous remercions le Viet Nam de son extraordinaire leadership au cours de ce mois.

Aujourd'hui, j'aimerais faire un tour d'horizon de quelques-unes des organisations régionales les plus importantes du monde, présenter notre point de vue sur le travail essentiel qu'elles accomplissent et proposer des pistes de coordination et de collaboration.

Nous avons travaillé avec l'Union africaine dans toute l'Afrique pour faire face à de nombreuses crises, de la Somalie au Darfour en passant par la riposte au virus Ebola en Afrique de l'Ouest. Et comme le Secrétaire général et le Président du Kenya nous l'ont dit, nous continuons à rencontrer de nombreux défis sur le continent. En ce moment même, un partenariat solide entre l'ONU et l'Union africaine est essentiel pour répondre au conflit du Tigré et à la crise humanitaire et des droits de l'homme qui y sévit. Ce conflit a déjà poussé des centaines de milliers de personnes à fuir leur foyer. En œuvrant de concert, avec l'appui de la communauté internationale, l'ONU et l'Union africaine peuvent promouvoir un accès humanitaire libre, sûr et sans entrave, la fin de la violence, l'obligation de rendre des comptes pour les responsables des violations des droits de l'homme et la recherche d'une solution pacifique.

Les mesures de confiance et de sécurité constituent un autre outil important que l'ONU et les organisations régionales peuvent utiliser afin de favoriser la coopération et la confiance. Les États-Unis félicitent en particulier l'Organisation des États américains (OEA) qui emploie de longue date ces mesures dans tout l'hémisphère. L'OEA a su identifier des mesures traditionnelles et non traditionnelles pour répondre efficacement aux nouvelles menaces, préoccupations et défis dans la région. Elle a aidé à négocier des accords pour régler les différends territoriaux entre le Belize et le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, ainsi que le Costa Rica et El Salvador. Elle a également participé à plusieurs activités de règlement de conflits et de réconciliation nationale, notamment le désarmement et la démobilisation en Colombie. Ces mesures de confiance et de sécurité ont contribué à la stabilité, à la prévisibilité et à la transparence militaires transatlantiques.

La Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui est déployée en Ukraine, joue également un rôle essentiel en signalant les incidents quotidiens de violence sur le terrain dans ce pays. Nous le devons à leurs dirigeants, à tous les observateurs courageux et à toutes celles et ceux ayant le souci d'un environnement de sécurité solide en Europe, de veiller à ce que la Mission puisse travailler librement et sans entrave.

Nous apprécions aussi vivement le déploiement de missions civiles et militaires par l'Union européenne à l'appui des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Les missions de formation militaire de l'Union européenne en République centrafricaine, au Mali et en Somalie soutiennent directement les efforts de maintien de la paix de l'ONU. Nous remercions l'Union européenne d'avoir accepté de relever ces défis à l'intérieur et à l'extérieur de sa région.

Les États-Unis comptent également sur des organisations régionales comme l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour jouer un rôle important en encourageant la prévention des conflits, la médiation, la diplomatie préventive et la consolidation de la paix. Si la responsabilité de faire face aux menaces à la paix

et à la sécurité internationales incombe en dernier ressort au Conseil de sécurité, ce mois-ci en particulier, nous, au Conseil, attendons avec impatience les résultats de la réunion de l'ASEAN sur la Birmanie, qui mérite une attention sérieuse et immédiate. Les instances dirigées par l'ASEAN, notamment le Forum régional de l'ASEAN et le Sommet de l'Asie orientale, offrent un espace aux pays de la région pour engager un dialogue constructif sur les questions régionales et internationales urgentes, notamment la bonne gouvernance, la lutte contre le terrorisme et la sécurité maritime. Nous continuerons à participer activement à ces instances afin de favoriser une coopération constructive avec les pays de la région indo-pacifique.

Par nos contributions au programme de diplomatie préventive du Forum régional de l'ASEAN, nous avons été témoins d'importants progrès dans l'inclusion des femmes, des jeunes et des organisations de la société civile. L'augmentation de la participation effective des femmes à tous les processus politiques est une priorité pour d'autres organisations régionales également, telles que l'OSCE. Voilà une raison de plus de se coordonner avec ces organisations, car le Conseil de sécurité fait tout ce qu'il peut pour promouvoir le programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Enfin, nous souhaitons également saluer le rôle de premier plan que jouent les organisations régionales des pays insulaires du Pacifique pour faire progresser le développement économique et la coopération en matière de sécurité. Notre partenariat avec le Forum des îles du Pacifique renforce la coopération régionale en matière de sécurité et appuie la mise en œuvre des résolutions applicables du Conseil de sécurité, en collaboration avec les Gouvernements du Pacifique et leurs registres maritimes.

Les organisations régionales sont des partenaires essentiels pour œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité. Ce sont des moteurs de la diplomatie. À l'ONU, nous devons être en contact étroit avec eux si nous voulons garantir notre succès. C'est pourquoi nous attendons avec intérêt de continuer à nous coordonner et à collaborer avec toutes ces organisations, ainsi qu'avec d'autres, dans les jours, les semaines et les années à venir.

Je remercie une nouvelle fois la présidence vietnamienne d'avoir organisé ce débat important.

Annexe 13**Déclaration de M. Audun Halvorsen, Vice-Ministre des affaires étrangères de la Norvège**

Je voudrais me joindre aux autres orateurs pour féliciter chaleureusement le Président Nguyen Xuan Phuc de sa récente prise de fonction. Nous tenons également à remercier le Viet Nam d'avoir inscrit cette importante question à l'ordre du jour et d'avoir pris l'initiative de rédiger la déclaration du Président dont nous sommes saisis (S/PRST/2021/9).

Les organisations régionales et sous-régionales font partie intégrante du dispositif multilatéral mondial. Nous avons besoin de plus, et non de moins, de coopération pour relever les défis mondiaux qui nous touchent tous. Les organisations régionales et sous-régionales jouent un rôle important dans la prévention des conflits et apportent une valeur ajoutée au règlement des conflits. Elles sont particulièrement bien placées pour instaurer la confiance et promouvoir le dialogue entre les parties concernées dans leurs régions respectives.

La Norvège est favorable à un renforcement de la coopération institutionnelle entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales afin de tirer le meilleur parti de nos ressources combinées pour pérenniser la paix. La Norvège reste un partenaire engagé et de longue date des principales organisations régionales et sous-régionales, notamment dans le domaine du rétablissement de la paix et de la médiation et dans la promotion du programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Lorsqu'une crise éclate dans une région particulière du monde, nous, membres du Conseil de sécurité, nous tournons vers la région pour obtenir des informations sur les causes profondes et la dynamique du conflit, ainsi que des idées concrètes pour le traiter et le régler. Les organisations régionales ont l'avantage de la proximité géographique et disposent de solides réseaux locaux. En voici quelques exemples.

Au Myanmar, nous appuyons les efforts déployés par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour jouer un rôle constructif dans la terrible situation qui y sévit actuellement et qui constitue une grave menace pour la paix et la sécurité régionales. Nous sommes convaincus que l'ASEAN est bien placée pour faciliter le dialogue indispensable à la cessation de la violence et obliger les militaires à rétablir un régime civil.

La situation en Ukraine et alentour en est un autre exemple. Nous avons demandé à la Fédération de Russie d'annuler ses récents déploiements militaires. La présence de la Mission spéciale d'observation de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui est déployée en Ukraine, et ses rapports sont essentiels. Nous exhortons toutes les parties à accorder à la Mission un accès sans restriction à toutes les parties du territoire ukrainien, conformément à son mandat.

L'Union africaine et les organisations sous-régionales sont des acteurs clefs de la prévention des conflits et de l'instauration de la confiance et du dialogue sur l'ensemble du continent africain. Le rôle actif joué par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest dans la promotion d'une transition pacifique au Mali est l'un des nombreux exemples qui méritent d'être signalés. L'action de l'Union africaine pour gérer la situation dans la Corne de l'Afrique, notamment le conflit au Tigré et la situation à la frontière entre le Soudan et l'Éthiopie, en est un autre.

Là encore, la clef réside dans la région elle-même. Et là aussi, nous encourageons la poursuite d'une coopération étroite entre l'Union africaine, notamment son conseil de paix et de sécurité, et le Conseil de sécurité à l'avenir. En outre, nous souhaiterions

voir davantage de partage d'informations, de débats communs sur les mandats et de visites conjointes sur le terrain afin de traiter activement ces situations.

Les organisations régionales sont également des partenaires précieux pour promouvoir les principales priorités thématiques inscrites à l'ordre du jour du Conseil. En février, nous avons demandé à l'ONU de montrer l'exemple en garantissant la participation pleine, égale et effective des femmes aux processus de paix menés par l'Organisation. Cela est tout aussi important dans les organisations régionales et sous-régionales, et nous encourageons tous nos partenaires à placer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes au premier rang de leurs priorités.

À la réunion du Conseil avec la Ligue des États arabes en janvier (voir S/2021/66), nous avons salué le lancement du Réseau des médiatrices arabes, qui promeut une plus grande participation des femmes à la consolidation et au maintien de la paix. Au cours de notre réunion avec l'OSCE en mars (voir S/2021/256), nous avons souligné la nécessité de mettre l'accent sur l'égalité des sexes à tous les niveaux de son travail.

Les organisations régionales et sous-régionales jouent un rôle crucial dans la lutte contre les effets des risques sécuritaires liés au climat. Nous saluons le travail de ces organisations et appuyons l'inclusion des effets néfastes des changements climatiques dans les dialogues régionaux comme moyen d'accroître la stabilité et comme point de départ de la coopération.

Annexe 14

Déclaration de Lord Tariq Ahmad de Wimbledon, Ministre d'État chargé du Commonwealth, des Nations Unies et de l'Asie du Sud du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Je remercie le Secrétaire général Guterres, M. Ban Ki-moon et tous les intervenants de leurs rappels poignants des défis auxquels nous sommes collectivement confrontés.

Comme nous le savons tous, les conflits ont des conséquences dévastatrices sur les populations. Nous savons qu'ils frappent plus durement les plus pauvres et les plus vulnérables. Selon la Banque mondiale, d'ici à 2030, deux tiers des personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté dans le monde pourraient être touchées par la fragilité, les conflits et la violence. Les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité sont malheureusement un témoignage tragique à cet égard. Rien qu'au cours des deux dernières semaines, nous nous sommes penchés sur les conflits au Yémen, au Mali, en Syrie et dans la région des Grands Lacs, entre autres.

C'est pourquoi nous nous félicitons de l'adoption aujourd'hui d'une déclaration du Président (S/PRST/2021/9), sous la direction du Viet Nam. Nous espérons qu'elle permettra de renforcer les mesures de confiance et, de fait, les mécanismes de dialogue avec les organisations régionales, sous-régionales et, ce qui est important, avec les organisations de la société civile, sur lesquelles les processus de paix s'appuient beaucoup.

Je voudrais souligner trois façons par lesquelles nous pouvons, selon nous, renforcer le rôle vital de ces organisations.

Premièrement, les organisations régionales et sous-régionales peuvent rétablir la confiance entre les communautés touchées par un conflit. En particulier, l'action menée par le Haut-Commissaire pour les minorités nationales de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a permis de réduire les tensions et de prévenir les conflits dans toute la région de l'OSCE. À mesure que les organisations régionales développent leurs capacités techniques, elles doivent s'employer à suivre cet exemple. Et nous devons les encourager à être plus disposées à recourir à des mesures de confiance lorsque cela est nécessaire.

Deuxièmement, le renforcement de la confiance et l'instauration du dialogue doivent faire partie d'une stratégie plus large coordonnée au moyen de bons offices de l'ONU.

Nous sommes conscients du rôle exceptionnel que joue l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en vue du règlement de la crise au Myanmar. Le Royaume-Uni se félicite en outre de la volonté de l'ASEAN d'appuyer les efforts positifs et constructifs. Par conséquent, nous comptons sur une coopération étroite entre l'ONU et l'ASEAN en vue de régler ce conflit et de venir en aide aux personnes qui souffrent et qui sont dans le besoin.

Nous saluons également le Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, adopté en 2017, qui a joué un rôle déterminant dans la signature, en 2019, de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, entre le Gouvernement centrafricain et 14 groupes armés, et nous appelons tous les acteurs politiques à rester attachés à ce cadre.

Troisièmement, les organismes régionaux doivent véritablement associer les organisations de la société civile à tous les niveaux du dialogue. Si nous voulons vraiment instaurer une paix inclusive et durable, les organisations de la société civile

devraient jouer, et doivent jouer, un rôle central dans tous les aspects de la prévention des conflits et surtout, de leur règlement.

Comme d'autres l'ont dit, notamment mon ami le Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, il est essentiel que les femmes jouent un rôle clef dans le rétablissement de la paix. Les réseaux régionaux de femmes en particulier, tels que le Registre des femmes pour la paix de l'ASEAN et le Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation de l'Union africaine, également connu sous le nom de FemWise-Africa, sont des acteurs essentiels dans la quête d'une paix durable et viable.

J'assure le Conseil que le Royaume-Uni est absolument déterminé à protéger et à promouvoir les artisanes de la paix, et nous sommes fiers d'avoir appuyé le cadre de protection de l'International Civil Society Action Network (Réseau d'action de la société civile internationale). J'exhorte les autres pays à appuyer et à mettre en œuvre les recommandations efficaces formulées par ses experts.

Dans notre quête commune de la paix, nous avons besoin d'une approche plus ouverte et plus inclusive pour une réponse internationale plus forte et plus cohérente. La nature des conflits a changé. Il y a de plus en plus de conflits internes, qui risquent de déstabiliser la paix et la sécurité à l'échelle mondiale. Nous voyons également comment la marginalisation et les violations des droits de l'homme peuvent totalement isoler des communautés et conduire à la violence.

Pour s'attaquer aux facteurs de ces conflits, nous devons impérativement mener des efforts humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, simultanément. La Commission de consolidation de la paix joue un rôle essentiel dans cette entreprise, et nous remercions le Fonds pour la consolidation de la paix de son appui, qui permet de renforcer la confiance entre les communautés, car en fin de compte, lorsque les efforts nationaux et régionaux échouent, c'est au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité première de maintenir la paix et la sécurité internationales.

Nos efforts à cette fin sont plus efficace lorsque nous avons une idée claire de la situation. Le Royaume-Uni appuie les capacités ordinaires et coordonnées d'alerte rapide, qui aident le Conseil à prévenir l'escalade. Les organisations régionales peuvent renforcer cette capacité en partageant les évaluations d'alerte rapide et en portant directement les situations émergentes à l'attention du Conseil. La communication d'informations exactes et en temps voulu doit aller de pair avec une mobilisation et un appui rapides et efficaces au niveau de la communauté, de l'État, de la région et du continent.

Lorsque la prévention échoue ou lorsqu'il n'y a pas de consensus régional, c'est le Conseil qui doit montrer la voie à la communauté internationale, pas seulement pour discuter et débattre, mais pour agir. Le Royaume-Uni est prêt à appuyer les organisations régionales et sous-régionales alors qu'elles continuent de renforcer les efforts de confiance et de dialogue.

Ce n'est qu'en mobilisant tous les outils dont nous disposons collectivement que nous pourrions éviter l'escalade de la violence et parvenir à la paix durable et pérenne que nous appelons tous de nos vœux.

Annexe 15**Déclaration de M^{me} Nathalie Broadhurst Estival, Représentante permanente adjointe de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je tiens à remercier le Viet Nam pour l'organisation de ce débat très important et à le féliciter encore une fois pour la présidence du Conseil de sécurité en ce mois d'avril.

Nous avons plus que jamais besoin aujourd'hui d'un multilatéralisme efficace. Pour faire face aux crises qui secouent le monde, les Nations Unies doivent travailler en coopération étroite avec les organisations régionales. C'est d'ailleurs tout le sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, qui fixe le cadre de cette coopération.

Parce qu'elles sont au plus près du terrain, les organisations régionales sont les premiers témoins des crises. Elles en connaissent les racines profondes, et elles savent les solutions efficaces pour les résoudre et pour les prévenir.

Il n'est pas possible d'évoquer toutes les crises, mais je vais ici me concentrer sur quelques exemples actuels.

En premier lieu, je voudrais évoquer l'action de l'Union européenne. Nous travaillons concrètement en collaboration avec les Nations Unies dans toutes les zones de crise. Je pense ici, par exemple, à l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'action global commun sur l'Iran, qu'il convient de préserver. Je pense également à la résolution de la crise libyenne, et au déploiement de l'opération IRINI afin de mettre en œuvre la résolution 2292 (2016). Je pense aussi au Sahel, où l'Union européenne forme les armées et la police locales, tandis que l'ONU joue un rôle clef dans le processus de paix et la protection des civils. Je souligne enfin l'action de l'Union européenne au Kosovo en matière de soutien à l'état de droit et au dialogue politique.

En deuxième lieu, j'aimerais saluer le rôle joué par les organisations régionales africaines. Elles savent mettre en place des mesures rapides et adaptées dans le règlement des crises politiques. C'est notamment le cas en Afrique de l'Ouest avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, qui a su se mobiliser l'an dernier dès le coup d'état au Mali. C'est également le cas, bien sûr, de l'Union africaine, qui agit actuellement dans le cadre du conflit au Tigré ou encore en République centrafricaine en lien avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs. Pour aller plus loin, le financement des opérations africaines de paix, y compris sur contributions obligatoires de l'ONU, demeure un chantier essentiel.

En troisième lieu, j'aimerais appuyer les efforts que déploie actuellement l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour tenter de résoudre la crise violente qui ensanglante aujourd'hui la Birmanie. Nous serons très attentifs aux résultats du prochain sommet de l'ASEAN. Je tiens également à saluer le rôle du Secrétaire général et de son envoyée spéciale sur le terrain, ainsi que les efforts de Ban Ki-moon dans ce dossier.

En quatrième point, j'aimerais souligner le rôle très important que joue l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en ce moment, s'agissant de la situation tant dans la région du Donbass qu'à proximité de la frontière ukrainienne et en Crimée, qui, je dois le dire, nous préoccupe vivement. L'OSCE fournit un cadre approprié afin que la Russie engage la désescalade.

En cinquième lieu, je souhaite évoquer la contribution de la Ligue des États arabes pour faciliter tous les processus politiques, notamment en Libye, au Yémen, en Syrie ou au Proche-Orient. En ce sens, la coopération avec le Conseil doit être accrue.

Enfin, je voudrais rendre un hommage appuyé à l'action que mène l'Organisation internationale de la Francophonie, notamment en termes d'observation électorale ou bien de dialogue politique, comme c'est le cas en ce moment en Haïti.

Nous sommes convaincus que l'ONU et les organisations régionales sont complémentaires. Ensemble, elles peuvent continuer à inventer un multilatéralisme proche du terrain, qui produise des résultats, afin de répondre aux défis de notre temps.

Annexe 16**Déclaration de M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères remerciements au Président du Conseil de sécurité ainsi qu'au Gouvernement vietnamien pour l'organisation de cette importante réunion sur le renforcement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, dans le cadre de la prévention et de la résolution des conflits. En effet, la prévention des conflits demeure une responsabilité essentielle du mandat du Conseil de sécurité, bien que l'histoire nous montre que cet organe est plus concentré sur la gestion des crises immédiates et la résolution des conflits déjà ouverts.

Les nombreuses menaces modernes à la paix et à la sécurité internationales, telles que le terrorisme, les déplacements massifs de populations, les changements climatiques, la cybercriminalité et les crises sanitaires, comme la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) actuelle, ne peuvent être résolues par les États individuellement, mais nécessitent une action collective de la communauté internationale. Pour faire face à ces défis de manière efficace, les organisations régionales et sous-régionales et l'ONU sont appelées à renforcer les mesures de confiance et leur partenariat pour assurer la sécurité collective et le développement des États Membres, en favorisant une meilleure coordination intergouvernementale.

La pandémie de COVID-19 que traverse le monde, qui mine le système de santé mondial et nos efforts communs pour maintenir la paix et la sécurité internationales, est une preuve de la pertinence de la nécessité du multilatéralisme et de la coopération, non seulement entre les organisations internationales, mais aussi entre celles-ci et les États. La valeur de l'action collective et de la solidarité s'est imposée comme un impératif catégorique pour faire face à cette pandémie et à son impact dévastateur sur les secteurs socioéconomiques.

Au regard de la complexité et du caractère multidimensionnel de ces défis, ainsi que de leurs manifestations multiformes selon les régions, ces nouveaux défis commandent aussi qu'à travers cette coopération la primauté soit donnée aux acteurs régionaux, car ces derniers disposent de mécanismes de référence adaptés, permettant d'avoir une meilleure compréhension des causes profondes des conflits, ce qui leur permet de faire face aux situations auxquelles ils sont confrontés à travers la diplomatie préventive.

À cet égard, le rôle de médiation que joue la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est l'illustration parfaite des avantages des expériences et enseignements tirés de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales dans le renforcement des mesures de confiance et la promotion du dialogue dans la résolution des conflits ou autres situations de crises. S'agissant de l'Afrique de l'Ouest, que ce soit en matière de crise pré ou postélectorale, de conflits multiformes et autres, la CEDEAO a su prouver son habileté à gérer des situations complexes malgré des ressources humaines et financières limitées, et à élaborer des stratégies différenciées tenant compte des menaces les plus imminentes pour la paix et la sécurité dans chacun des pays de son espace, en étroite collaboration avec le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

S'agissant de l'Union africaine, je voudrais ici reconnaître les efforts consentis dans la mise en place d'une architecture de paix et de sécurité propre à l'Union africaine, conformément au Plan directeur de l'Union africaine sur les mesures

concrètes à prendre pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020. Sa réalisation donnera à n'en point douter tout son sens et contenu au concept des solutions africaines aux problèmes africains, auquel nous adhérons tous ici. Nous continuons de soutenir qu'il est important de conjuguer nos efforts en vue de redynamiser et de réformer la coopération entre nos deux organisations, tout comme la réforme du système multilatéral, dans sa globalité, s'avère nécessaire au regard des multiples bouleversements que le monde a connus, en vue de répondre efficacement aux enjeux et défis sécuritaires du monde en général et de l'Afrique en particulier.

Bien évidemment, cela ne saurait s'instaurer de manière durable sans régler la question profonde de la gouvernance de l'Organisation des Nations Unies, à commencer par les réformes que nous appelons de tous nos vœux, conformément à la position africaine commune, appelant à la pleine représentation de l'Afrique au sein du Conseil de sécurité, avec au moins deux sièges permanents, et un statut unique pour tous les membres permanents, y compris le droit de veto.

Même s'il faut reconnaître que la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales s'est accrue et développée au cours de ces dernières années, notamment en Afrique, le constat reste tout de même qu'elle est loin d'avoir atteint son plein potentiel. Pour cela, je voudrais formuler les observations ci-après, dans la recherche de moyens de renforcer ce partenariat complémentaire entre ces institutions.

Il s'agit tout d'abord d'établir un mécanisme de financement pérenne des opérations de paix dirigées par les organisations régionales, dont notamment l'Union africaine. Nous tenons à cet égard à remercier tous les contributeurs au Fonds pour la paix de l'Union africaine. Il s'agit ensuite de renforcer la coopération entre le Conseil de sécurité et ces organisations, en mettant l'accent sur une harmonisation de leurs agendas, des objectifs à atteindre au moyen de rencontres plus régulières, cela pour instaurer une coordination efficace et permanente. Il s'agit enfin de veiller à ce que les pays dont la situation figure à l'ordre du jour du Conseil de sécurité ou en proie à des conflits jouent un rôle central dans les discussions et le processus de prise de décision les concernant, au niveau du Conseil. Ceci est d'autant plus nécessaire pour les pays africains dans la mesure où les questions africaines constituent la majorité des sujets traités par cet organe.

C'est la conviction du Niger que le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales est devenu aujourd'hui une impérieuse nécessité, pour apporter des réponses efficaces et adaptées aux crises et conflits auxquels le monde est confronté.

Annexe 17**Déclaration de M^{me} Anna Evstigneeva, Représentante permanente adjointe de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Nous remercions le Président de la République socialiste du Viet Nam d'avoir organisé le présent débat. Nous remercions également le Secrétaire général en exercice des Nations Unies, António Guterres, et l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, de leurs exposés détaillés.

La coopération entre l'ONU et les organisations régionales fait partie intégrante de l'ordre du jour actuel du Conseil de sécurité. Nous sommes favorables au renforcement de cette coopération, sur la base, en premier lieu, du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, selon lequel l'activité des organisations régionales doit être compatible avec les buts et les principes des Nations Unies.

On peut difficilement imaginer comment les crises pourraient être résolues sans la participation d'organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine (UA), l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Ligue des États arabes, l'Organisation de Shanghai pour la coopération, la Communauté d'États indépendants (CEI) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Ces instances sont destinées à compléter les efforts déployés par l'ONU, dans leur domaine de responsabilité et dans le cadre de leur mandat. Dans la plupart des cas, ils ont une meilleure connaissance de la situations sur le terrain et doivent donc jouer un rôle de premier plan dans la recherche de solutions aux conflits.

Nous tenons à souligner que la priorité doit être donnée au règlement des différends par des moyens pacifiques, toute mesure coercitive devant être dûment autorisée par le Conseil de sécurité.

Étant donné que plus de la moitié des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité concernent l'Afrique, il est naturel que l'ONU et de l'Union africaine continuent à coordonner leurs efforts. Nous nous félicitons par conséquent de l'adoption, en 2017, du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, ainsi que des consultations annuelles du Conseil de sécurité et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine à Addis-Abeba et à New York, par roulement.

Nous soutenons pleinement l'approche préconisant des solutions africaines aux problèmes africains. En particulier, nous saluons les efforts de médiation entrepris par l'Union africaine et l'Autorité intergouvernementale pour le développement afin de stabiliser la situation politique interne en République du Soudan du Sud. Nous nous félicitons du retrait sans heurts de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour et nous suivons de près les activités de la Mission de l'Union africaine en Somalie, qui opère dans des conditions extrêmement difficiles. Nous appuyons pleinement la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel dans sa lutte contre la menace terroriste dans la sous-région sahélo-saharienne.

La coopération entre l'ONU et l'ASEAN mérite d'être saluée. Nous saluons les efforts déployés par le Viet Nam pour promouvoir cette coopération, notamment en sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité. L'ASEAN compte parmi les associations d'intégration les plus efficaces et un facteur important pour garantir la paix et la stabilité dans la région Asie-Pacifique. Nous sommes favorables au renforcement du rôle central de l'ASEAN dans les affaires régionales. Nous prenons

note des préparatifs de l'ASEAN en vue d'un sommet extraordinaire et nous espérons qu'il aboutira à des résultats tangibles.

Il existe un grand potentiel en termes de coopération entre l'ASEAN et l'Organisation de Shanghai pour la coopération dans le cadre de l'ONU. Comme les deux organisations s'occupent de domaines largement similaires portant sur la sécurité et le développement durable en Asie, nous estimons qu'il est important de renforcer leur dialogue et leur coopération, concrètement. Il serait souhaitable d'envisager la convocation d'une réunion spéciale de haut niveau entre l'ASEAN et l'Organisation de Shanghai pour la coopération sur les questions de sécurité dans le cadre de l'ONU.

En outre, nous prenons note avec satisfaction du niveau de coopération actuel entre l'ONU et l'Organisation de Shanghai pour la coopération. Nous estimons néanmoins que ces deux organisations doivent renforcer et diversifier leurs liens et préserver et poursuivre la tradition de la participation des responsables de l'ONU aux événements clefs de l'Organisation de Shanghai pour la coopération.

Nous prenons également note avec satisfaction des échanges entre les États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) dans le cadre de l'ONU. Nous sommes favorables au renforcement de la coopération entre l'ONU et l'OTSC dans le domaine du maintien de la paix, et nous réaffirmons que nous sommes prêts à créer les conditions qui permettraient à l'OTSC de participer concrètement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. De plus, nous soulignons l'importance pour l'OTSC de coopérer avec les organisations et mécanismes régionaux conformément aux principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, de rejet des affrontements et des conflits, et de règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques.

Nous attachons une grande importance au renforcement d'échanges constructifs entre l'ONU et la Communauté d'États indépendants. Les activités de la Communauté visent à promouvoir la prise de décisions au niveau international, ce qui démontre notre engagement commun envers les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies.

La Fédération de Russie a toujours prôné le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'OSCE sur la base du Chapitre VIII de la Charte et de la déclaration de 2006 du Conseil permanent de l'OSCE sur la coopération avec l'ONU. Cette organisation est confrontée à des tâches très difficiles pour notamment régler le conflit interne ukrainien, contribuer au règlement du conflit du Haut-Karabakh et donner un nouvel élan aux négociations 5+2 sur la Transnistrie. Nous espérons que l'OSCE continuera de jouer son rôle d'honnête médiateur.

Nous ne répondrons pas aux remarques déplacées faites par nos collègues estoniens au début de la réunion (annexe 4). L'Estonie cherche manifestement à jouer le rôle du principal État russophobe de l'Union européenne.

En conclusion, la Russie apporte un appui indéfectible à la coopération pleine et entière entre l'ONU et les organisations régionales du monde entier. Nous sommes convaincus que ces organisations peuvent et doivent jouer un rôle de premier plan dans la promotion du multilatéralisme en tant que fondement des relations internationales et dans l'établissement de relations et de partenariats véritablement égaux entre les États.

Annexe 18**Déclaration de la Mission permanente du Brunéi Darussalam auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je me réjouis de participer au débat public d'aujourd'hui au nom du Brunéi Darussalam et en ma qualité de Président de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour 2021.

Je tiens tout d'abord à remercier le Viet Nam d'avoir invité le Brunéi à participer au débat d'aujourd'hui, et nous le félicitons des initiatives qu'il a prises à la présidence du Conseil de sécurité ce mois-ci. Je voudrais également saisir cette occasion pour transmettre au Président mes chaleureuses félicitations pour sa récente élection à la présidence de la République socialiste du Viet Nam.

C'est un plaisir pour le Brunéi de prendre la parole devant le Conseil de sécurité, aux côtés des présidents d'autres organisations régionales, au sujet de notre coopération avec l'ONU, en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans les domaines de la prévention et du règlement des conflits.

Pour nous, en Asie du Sud-Est, l'année 2021 a été une année importante marquée par de nombreux défis, alors que nous cherchons à nous remettre rapidement de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), à faire des progrès en vue d'atteindre les objectifs communs que nous avons définis dans les Grandes orientations de la Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025 et à faire face aux évolutions régionales qui nous préoccupent tous. C'est dans ces moments-là, cependant, que nous, au sein de l'ASEAN, avons appris à apprécier à leur juste valeur les avantages de plus de 50 ans d'efforts de construction de notre communauté, qui favorisent la confiance et l'unité dans notre région.

À cet égard, le Brunéi Darussalam a choisi le thème « Nous veillons, nous nous préparons, nous prospérons » pour notre présidence de l'Association, et dans ce cadre, nous nous attachons à tirer le meilleur parti de la nature bienveillante de nos peuples, à préparer l'ASEAN pour l'avenir et à promouvoir une prospérité durable dans une région résiliente. Nous nous efforçons essentiellement de relever les défis ensemble, de trouver de nouvelles perspectives pour la région et de renforcer notre résilience collective pour mieux faire face aux incertitudes futures.

L'ASEAN a résisté à l'épreuve du temps et au fil des ans, elle a changé la vie de millions de personnes, en sortant beaucoup de personnes de la pauvreté et en ouvrant la voie à des décennies de prospérité, de développement et de paix. Cela a été largement possible grâce à la collaboration et au dialogue continus entre les États membres de l'ASEAN à tous les niveaux.

L'ONU a joué un rôle important dans l'histoire de l'ASEAN, notamment en soutenant les efforts que nous déployons pour prévenir les conflits au moyen de la diplomatie préventive et de mesures de confiance. La consolidation de la paix entre l'Indonésie et le Timor-Leste est un bon exemple à cet égard. En effet, des situations similaires se sont produites à de nombreuses reprises dans notre région et montrent la nécessité pour l'ASEAN d'œuvrer de concert et en étroite coopération avec l'ONU pour réaliser notre objectif commun de paix et de stabilité.

Je souhaite sincèrement que cette coopération étroite avec l'ONU puisse se poursuivre, en particulier au regard de l'évolution de la situation dans l'un des États membres de l'ASEAN, le Myanmar. Pour sa part, l'ASEAN a appelé toutes les parties concernées à rechercher une solution pacifique et à œuvrer en faveur d'un dialogue constructif, de la réconciliation et d'un retour à la normale, conformément aux souhaits et dans l'intérêt du peuple du Myanmar. L'ASEAN est prête à aider le

Myanmar, notamment grâce aux bons offices de son président et de son secrétaire général, de manière positive, pacifique et constructive. Nous espérons que les États Membres de l'ONU et que l'Organisation elle-même continueront également à soutenir l'ASEAN dans cette entreprise.

La collaboration entre l'ASEAN et l'ONU est solide, vaste et globale, comme en témoigne le Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et l'Organisation des Nations Unies (2021-2025). Nous pouvons également compter sur une coopération entre nos deux secrétariats et une feuille de route pour guider nos efforts conjoints visant à concrétiser les complémentarités entre les Grandes orientations de la Communauté de l'ASEAN à l'horizon 2025 et les objectifs de développement durable.

Pour ce qui est de l'avenir, la coopération entre l'ASEAN et l'ONU offre de nombreuses possibilités de soutenir davantage les mesures de confiance et la prévention des conflits dans la région. Toutefois, comme toutes les régions sont uniques, je voudrais souligner les domaines clefs sur lesquels l'ASEAN et l'ONU peuvent mettre davantage l'accent dans leur intérêt mutuel.

Pour assurer la sécurité de la région, l'ASEAN, avec l'appui de l'ONU, peut continuer à promouvoir et à défendre l'état de droit et une architecture régionale fondée sur des règles, avec l'ASEAN au centre. Il est essentiel pour les pays de renforcer la coopération multilatérale pour relever efficacement les défis mondiaux et régionaux actuels et futurs communs et promouvoir des domaines d'intérêt mutuel. Il s'agit notamment de faire respecter la Charte des Nations Unies et le droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, afin de maintenir la paix, la sécurité et la stabilité.

La capacité de l'ASEAN à relever les défis vient de son engagement commun à dialoguer et à coopérer avec ses partenaires à cette fin. C'est pourquoi, sous sa présidence, le Brunéi Darussalam a proposé une déclaration des dirigeants sur la défense du multilatéralisme. Nous espérons que cela pourra servir d'inspiration à tous pour réaffirmer l'importance de la défense du multilatéralisme dans l'intérêt général de nos peuples, ainsi que pour assurer le maintien de la paix et de la prospérité. Nous devons non seulement reconnaître que les problèmes mondiaux nécessitent des solutions mondiales, mais aussi agir en conséquence.

La pandémie de COVID-19 nous a montré à quel point le monde dans lequel nous vivons est interconnecté et rappelé qu'aucun pays ne peut faire face seul à de tels défis. Ses répercussions ont touché toutes les facettes de la vie, pesant sur notre développement socioéconomique tout en exacerbant les menaces non traditionnelles pour la sécurité, telles que les cybermenaces et la pauvreté. Face à l'incertitude que la pandémie a engendrée, nos concitoyens, en particulier les jeunes, sont devenus plus vulnérables, car ils en subissent davantage les contrecoups, qui vont de la perte d'emploi aux problèmes de santé mentale. Ces vulnérabilités les exposent plus encore au risque d'être exploités et influencés par des groupes extrémistes et radicaux, voire même d'être recrutés pour accomplir leurs besoins.

À cet égard, il est important que les pays œuvrent de concert pour veiller à ce que les jeunes ne se sentent pas désillusionnés ou isolés afin d'éviter que de telles menaces ne se concrétisent. En ce qui concerne plus particulièrement la santé mentale, l'ASEAN entend tirer parti de l'expérience de ses partenaires extérieurs dans ce domaine, d'autant plus que nous observons les conséquences psychologiques que les multiples quarantaines, restrictions de mouvement et confinements liés à la pandémie ont eues sur la santé mentale des personnes. C'est pourquoi, dans le cadre du Sommet de l'Asie orientale de cette année, le Brunéi Darussalam propose une déclaration de ses dirigeants sur la coopération en matière de santé mentale et

organisera également un atelier du Sommet sur la santé mentale afin de promouvoir la coopération régionale sur cette question.

Plus de la moitié de la population de l'ASEAN étant âgée de moins de 30 ans, nous assistons à l'émergence d'une nouvelle génération qui reconnaît la valeur de la paix au sein des communautés et entre les pays. À l'avenir, dans le cadre du Forum régional de l'ASEAN, le Brunéi Darussalam mettra davantage l'accent sur le rôle des jeunes dans le maintien futur de la paix et de la sécurité. C'est pourquoi nous prévoyons de publier une déclaration commune sur le programme pour les jeunes et la paix et la sécurité à l'occasion du Forum régional de l'ASEAN en août prochain et d'organiser un atelier sur ce programme plus tard dans l'année, qui, nous l'espérons, recevra l'appui des experts de l'ONU.

La participation des jeunes d'aujourd'hui contribuera à renforcer la confiance en l'avenir. C'est aussi le gage que nous pourrions compter sur des personnes toujours prêtes au dialogue. Au fil des ans, on a dit beaucoup de choses sur l'ASEAN, certains allant même jusqu'à la qualifier de « simple lieu de bavardage ». Cela ne nous a pas pour autant empêchés de communiquer entre nous. En fait, l'attribut le plus fort de l'ASEAN est qu'elle est capable de fournir une plateforme inclusive à tous afin de discuter des questions d'intérêt et de préoccupation communs. C'est lorsque les gens cessent de communiquer que des malentendus et des conflits peuvent apparaître. Nous ne devons et ne pouvons sous-estimer l'importance d'un dialogue continu et mesuré.

L'ASEAN continuera de ce fait à coopérer avec chacun de ses membres et avec tous ses partenaires dans un esprit positif et de bonne foi afin de renforcer plus encore sa collaboration dans tous les secteurs pour la paix et la stabilité mondiales. Nous espérons que les travaux menés au cours de notre présidence nous permettront d'avancer dans cette direction.

Annexe 19**Déclaration de M^{me} Ann Linde, Ministre des affaires étrangères de la Suède**

Je vous remercie, Monsieur le Président, de m'avoir invitée à prendre la parole au Conseil de sécurité aujourd'hui. Comme il est souligné dans la Déclaration faite à l'occasion de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (résolution 75/1 de l'Assemblée générale), les organisations régionales jouent un rôle crucial dans la prévention et le règlement des conflits et dans la consolidation de la paix. Elles sont souvent les premières à identifier les risques de conflits potentiels et de violations systématiques des droits de l'homme. Elles contribuent de façon importante à la compréhension des questions en jeu.

Faisant fond sur l'expérience de la Suède durant son mandat au Conseil de sécurité pour la période 2017-2018 et conformément à son engagement de longue date en faveur du multilatéralisme et d'un ordre international fondé sur des règles et le droit international, je souhaite, en tant que Présidente de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), renforcer plus encore le partenariat entre l'OSCE et l'ONU.

Durant notre présidence, nous mettrons fortement l'accent sur les principes et les engagements communs de l'OSCE, tels qu'ils sont consacrés par l'Acte final d'Helsinki et la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, et étayés par le droit international et la Charte des Nations Unies. Leur respect est une responsabilité partagée et doit être dans l'intérêt de tous les États membres de l'OSCE, car ils contiennent les éléments nécessaires pour régler les conflits et prévenir les crises futures.

Le programme pour les femmes et la paix et la sécurité reste une priorité essentielle pour l'ONU et l'OSCE. Si nous voulons renforcer la confiance dans les efforts de paix, nous devons garantir une participation effective des femmes aux processus politiques et aux processus liés aux conflits. C'est un domaine dans lequel nous devons changer. Comme nous nous sommes engagés à le faire à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, nous devons placer les femmes et les filles au centre.

Le concept de sécurité globale de l'OSCE reconnaît que la sécurité a des dimensions politico-militaires, économiques, environnementales et humaines. L'engagement commun des 57 États participants de l'OSCE en faveur du respect du droit international, des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit est essentiel au maintien d'une sécurité durable et à l'instauration de la confiance au sein des États et entre eux.

Le Document de Vienne 1990 des négociations sur les mesures de confiance et de sécurité et le Traité « Ciel ouvert » favorisent la transparence et le renforcement de la confiance entre les États participants. Ce mois-ci, le Document de Vienne pour la réduction des risques militaires a démontré son utilité, lorsque l'Ukraine en a activé le Mécanisme de consultation et de coopération concernant des activités militaires inhabituelles pour demander des informations à la Fédération de Russie. Ce mécanisme est un exemple de l'intérêt que présente un renforcement actif de la confiance par des échanges transparents. Tous les États participants ont accepté de l'appliquer.

Les institutions autonomes de l'OSCE, à savoir le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme, le Représentant pour la liberté des médias et le Haut-Commissaire pour les minorités nationales, jouent toutes un rôle important en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'état de droit. Leurs efforts en

matière de renforcement de la confiance, de suivi et d'établissement de rapports s'adressent non seulement aux acteurs étatiques, mais aussi à la société civile, aux populations, aux personnes et aux pouvoirs publics.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) souligne encore davantage la nécessité de telles mesures de confiance. À cet égard, nous saluons l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial ainsi que l'adoption et la mise en œuvre des résolutions 2532 (2020) et 2565 (2021), qui sont essentielles pour éviter l'exacerbation des conflits en conséquence de la pandémie.

Une coopération étroite entre l'ONU et les entités de l'OSCE présentes sur le terrain est cruciale. Elle aide les pays hôtes à mettre en pratique les engagements et les principes de l'OSCE et à renforcer les capacités locales, contribuant ainsi à l'alerte précoce et à la prévention des conflits.

Au cours des visites que j'ai effectuées en tant que Présidente en exercice, j'ai vu des exemples directs des résultats donnés par notre coopération sur le terrain. Notre plus grande opération sur le terrain, la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, entretient une relation de travail étroite avec les organismes des Nations Unies présentes dans le pays, notamment en ce qui concerne la situation humanitaire et des droits de l'homme, ainsi que l'égalité des sexes.

Les discussions internationales de Genève, qui portent sur la situation consécutive au conflit armé de 2008 en Géorgie, sont un autre exemple de la collaboration entre l'ONU et l'OSCE pour promouvoir le dialogue et l'instauration de la confiance. Dans ce cadre, l'ONU et l'OSCE, ainsi que l'Union européenne, coprésident un mécanisme de dialogue et de désescalade, qui a permis de maintenir le dialogue, de prévenir la résurgence d'hostilités armées et de continuer à mettre un accent vital sur les populations touchées par le conflit sur le terrain, notamment grâce au programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

Le débat d'aujourd'hui nous rappelle que les organisations régionales et sous-régionales sont des partenaires essentiels de l'ONU dans la prévention des conflits. À cet égard, le Conseil de sécurité peut compter sur la collaboration étroite et continue de l'OSCE avec l'ONU pour atteindre nos objectifs communs.

Annexe 20**Déclaration M. Ahmed Aboul Gheit, Secrétaire général de la Ligue des États arabes**

[Original : arabe]

D'emblée, permettez-moi, Monsieur le Président, de vous remercier sincèrement d'avoir généreusement invité la Ligue des États arabes à participer à la présente réunion du Conseil de sécurité, et de présider personnellement à ce débat qui, j'en suis certain, contribuera à renforcer la coopération entre l'ONU et nos organisations régionales aux fins de sauvegarder la paix et la sécurité internationales, en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

Nous apprécions vivement tous les efforts visant à consolider ces relations, et nous nous félicitons de toute activité menée sincèrement pour distinguer et promouvoir le concept d'action complémentaire privilégié par l'ONU et les organisations régionales soucieuses de maintenir la paix et la sécurité dans leurs zones géographiques, comme la Ligue des États arabes.

La réunion d'aujourd'hui fait suite à une autre réunion de haut niveau (voir S/2021/66) tenue sous la présidence tunisienne en janvier, sur la coopération entre le Conseil et la Ligue. Elle fait également suite au dialogue avec les chefs d'organisations régionales, convoqué en novembre par le Secrétaire général, que nous remercions des efforts sincères qu'il déploie en vue de faire progresser les priorités liées à la paix, à la stabilité et au développement dans le monde, notamment dans notre région arabe.

Comme l'ont souligné les orateurs qui m'ont précédé, nous nous réunissons aujourd'hui dans le cadre d'un programme commun en proie à nombre de crises et de défis, et qui a été encore compliqué par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Ces circonstances exceptionnelles font peser des pressions énormes sur nos États et nos sociétés. Elles ont gravement porté atteinte à la sécurité et à la stabilité de nombreuses régions déjà fragiles ou en difficulté.

La pandémie a heurté de plein fouet notre région arabe déjà accablée par les guerres, les conflits armés, les réfugiés, les déplacés et d'autres défis structurels, et elle a affecté la sécurité et la stabilité de plusieurs de ses États. Cela exige que nous nous employions tous à redoubler d'efforts et à mener des actions complémentaires pour remédier aux causes profondes de ces crises et mettre fin aux combats qui déchirent le tissu social des États enlisés dans un conflit, et que nous fassions preuve de la plus grande solidarité internationale pour remédier aux répercussions de la pandémie et aux nombreuses pertes humaines, économiques et sociales qu'elle a laissées dans son sillage.

Nous invitons le Conseil de sécurité et les autres organismes compétents des Nations Unies à nouer des partenariats de travail stratégiques avec la Ligue des États arabes et ses États membres afin de jeter les bases de la sécurité, de la stabilité et du développement durable dans la région arabe, compte tenu de notre compréhension profonde des problèmes qui tourmentent notre région et des responsabilités fondamentales qui incombent au système des Nations Unies en matière de maintien de la paix et de sécurité internationales.

La guerre syrienne en est désormais à sa dixième année. Le peuple syrien continue de souffrir des combats, des déplacements, de la crise des réfugiés et d'une ingérence étrangère et régionale sans précédent dans les affaires de cet important pays arabe. Nous savons tous que les chances d'extraire la Syrie de ce cycle troublant de conflit ne feront que s'amenuiser avec le temps. Reconstruire ce qui a été détruit par la guerre est assorti d'un coût qui augmente de jour en jour. Le risque de voir

ses troubles se propager aux pays voisins continuera de planer aussi longtemps qu'un règlement politique complet et intégré n'aura pas été trouvé.

Le peuple yéménite subit lui aussi une tragédie devenue la plus grave crise humanitaire au monde. Ces dernières années, les houthistes ont obstinément rejeté tous les efforts visant à régler la situation, comme, dernièrement, l'initiative saoudienne, soutenue par les pays arabes. Dans l'intervalle, les interventions régionales ont transformé le Yémen en plaque tournante des menaces qui pèsent sur la sécurité de ses voisins du Golfe, sur les installations énergétiques et sur les couloirs de navigation de la région.

En revanche, nous sommes modérément optimistes après certains faits nouveaux positifs survenus dans le dossier libyen, notamment la signature de l'accord de cessez-le-feu, la formation du nouveau pouvoir exécutif et le choix d'une date pour les élections nationales, à la fin de l'année courante. Je suis fermement convaincu que nous pouvons prendre d'autres mesures conjointes pour accompagner nos frères libyens dans leur parcours, en menant une action coordonnée avec la Mission d'appui des Nations Unies en Libye, ainsi que par le biais du Quatuor pour la Libye, que j'aurai l'honneur d'inviter à une réunion demain, au niveau des dirigeants de l'ONU, de la Ligue des États arabes, de l'Union africaine et de l'Union européenne.

Ce serait manquer à mes devoirs que de ne pas réitérer l'engagement de la Ligue des États arabes à appuyer les efforts de sécurité, de stabilité et de relèvement engagés en Somalie et à promouvoir les initiatives visant à extraire ce pays de la situation politique qu'il traverse. Nous attendons avec intérêt, par ailleurs, d'intensifier notre action conjointe avec le Conseil pour accompagner l'importante transition en cours au Soudan et renforcer l'Accord de paix de Djouba conclu entre le Gouvernement et les mouvements armés.

La question palestinienne va rester une priorité absolue pour la Ligue des États arabes et le programme collectif arabe. Je m'en voudrais là encore de ne pas rappeler au Conseil sa responsabilité fondamentale s'agissant de faire prévaloir une paix juste face au conflit israélo-palestinien sur la base de la solution des deux États et de l'application de toutes les résolutions déjà adoptées par le Conseil concernant la fin de l'occupation israélienne du territoire palestinien, de rejeter toutes les activités de peuplement, qui font l'objet d'une condamnation universelle et qui s'inscrivent en violation du droit international, et de remettre sur les rails le processus de paix afin d'ouvrir un horizon de liberté et d'indépendance pour les Palestiniens.

Pour terminer, je tiens une nouvelle fois à remercier le Président d'avoir eu l'initiative d'organiser la présente réunion et à dire que nous nous félicitons de la déclaration présidentielle (S/PRST/2021/9) adoptée par le Conseil concernant le renforcement de la coopération avec les organisations régionales. C'est une approche que la Ligue entend continuer de promouvoir pour répondre aux crises et aux problèmes inscrits à nos programmes de travail communs.

Annexe 21

Déclaration de M. Olof Skoog, Chef de la Délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies en sa qualité d'observateur

Je tiens à féliciter le Viet Nam d'avoir organisé cet important débat et à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir invité le Président du Conseil européen, S. E. M. Charles Michel, à prendre la parole. Il ne pouvait malheureusement pas être présent aujourd'hui, mais je prononcerai la déclaration suivante en son nom.

L'Union européenne (UE) est une fervente partisane d'un système multilatéral efficace au cœur duquel figure l'Organisation des Nations Unies. Nous pensons que chacun est mieux servi par un ordre international fondé sur des règles, dans lequel le droit international et le droit international humanitaire sont respectés, de même les droits humains dans toutes leurs dimensions, et dans le cadre duquel les conflits sont réglés de manière pacifique, par le dialogue et la diplomatie.

Dans cet esprit, nous facilitons en ce moment même, à Vienne, des pourparlers autour du Plan d'action global commun concernant le dossier nucléaire iranien. Tout ce que nous faisons, nous le faisons en étroite collaboration l'Organisation des Nations Unies, et nous nous en acquittons systématiquement de telle sorte que cela vient renforcer la mission et les objectifs de l'Organisation, tels que les énonce la Charte des Nations Unies. Je tiens à rendre hommage à toutes les organisations régionales représentées ici aujourd'hui et à dire à quel point nous apprécions de coopérer avec elles. Les organisations régionales et sous-régionales jouent un rôle singulier pour prévenir et régler les conflits. Grâce à leur proximité culturelle, aux solides réseaux qu'elles ont tissés avec les parties à un conflit et, dans de nombreux cas, à leur légitimité fondée sur la coopération et la confiance, les organisations régionales sont particulièrement bien placées pour détecter les signes précurseurs d'un conflit et apporter une valeur ajoutée aux processus de médiation.

Je veux faire écho aux propos tenus ce matin par le Secrétaire général concernant le Myanmar et la crise provoquée par les responsables militaires de ce pays, et j'appuie avec force l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est dans ses efforts.

La raison d'être de l'Union européenne réside dans ses efforts pour surmonter les divisions et promouvoir la paix. Depuis 64 ans, nous nous employons à rechercher et à forger des consensus. Pour s'adapter aux nouvelles réalités et relever nos ambitions à l'échelle mondiale, l'UE a adopté, à la fin de l'année dernière, le nouveau concept de médiation de l'UE en faveur de la paix. Ce document représente un socle solide qui permet de consolider nos efforts de médiation à l'appui des réponses multilatérales et régionales aux crises, en faisant fond sur le rayonnement diplomatique et la présence multiforme de l'UE dans le monde.

Nombre de nos efforts, qu'il s'agisse de nos missions de formation et de stabilisation ou d'un appui financier, comme c'est le cas pour la Mission de l'Union africaine en Somalie, ont été évoqués aujourd'hui par d'autres orateurs. C'est pour moi un honneur que de présenter au Conseil certains exemples de nos travaux, en commençant par les Balkans occidentaux. Dans le cadre du dialogue entre Belgrade et Pristina mené sous les auspices de l'Union européenne, nous avons beaucoup avancé au fil des 10 dernières années. En rapprochant les deux parties par le dialogue, nous sommes désormais arrivés au stade où l'UE travaille avec les parties pour mener, enfin, le processus à son terme.

Dans le voisinage oriental de l'UE, les récentes hostilités qui ont éclaté dans le Haut-Karabakh ont mis en évidence à quel point il est urgent de consacrer une

attention et des efforts sérieux à ce qu'on appelle les conflits prolongés. La situation nous a rappelé qu'une animosité de longue date n'est pas synonyme de paix véritable. Il est essentiel de poursuivre les efforts de dialogue et de renforcement de la confiance. Voilà pourquoi l'UE s'attache à mener des actions complémentaires de stabilisation et de consolidation de la paix pour rétablir la confiance dans tout notre voisinage, en coopération avec nos partenaires régionaux et internationaux.

En Géorgie, depuis l'accord conclu en 2008 sous l'égide de l'Union européenne, cette dernière dirige et copréside, avec l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), les discussions internationales de Genève, un mécanisme de dialogue unique en son genre auquel participent la Géorgie, la Russie, les États-Unis ainsi que les autorités *de facto* d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Ces efforts sont complétés par ceux de la Mission de surveillance de l'Union européenne, présente sur le terrain depuis 2008, qui surveille au quotidien la frontière administrative et qui organise régulièrement des réunions du Mécanisme de prévention des incidents et d'intervention des deux côtés, améliorant ainsi les conditions de vie des populations de part et d'autre des lignes de démarcation et leurs contacts.

En Ukraine, l'Union européenne et ses États membres sont les principaux contributeurs à la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine, qui surveille la mise en œuvre des accords de Minsk. L'Union européenne apporte également son appui à la plateforme nationale ukrainienne sur le dialogue pour la paix et l'appui à la réintégration en toute sécurité, qui facilite des échanges sur l'unité nationale et la justice transitionnelle.

Forte de cette expérience, l'Union européenne appuie activement les processus de paix dans le monde entier, du Yémen et de la Syrie à la République centrafricaine et au Mali, en passant par la Colombie, le Venezuela et la Bolivie, où l'Union européenne s'emploie activement, par l'intermédiaire du Groupe de contact international, à créer les conditions propices à un règlement pacifique et démocratique.

L'Union européenne est un partenaire du Quatuor pour le Moyen-Orient et participe activement aux travaux du Quatuor pour la Libye, qui rassemble l'ONU, l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Union européenne, et qui est en soi une illustration du rôle important que peuvent jouer les organisations régionales. Par l'intermédiaire de l'opération IRINI, l'Union européenne est le seul acteur international qui surveille l'embargo sur les armes décrété par l'ONU.

Je voudrais conclure mon intervention en soulignant que le succès de tout effort visant à instaurer la confiance par le dialogue dépend de son caractère inclusif. Les acteurs régionaux ont un rôle particulièrement important à jouer pour veiller à ce que les voix de tous les groupes de la société, y compris les femmes et les jeunes, soient écoutées et prises en compte en vue d'instaurer une paix pérenne.

Annexe 22

Déclaration de M^{me} Fatima Kyari Mohammed, Observatrice permanente de l'Union africaine auprès de l'Organisation des Nations Unies

Au nom du Président de la Commission de l'Union africaine, qui n'a pas pu se joindre à nous en raison d'engagements antérieurs, je remercie la République socialiste du Viet Nam d'avoir organisé ce débat public de haut niveau, qui tombe à point nommé, et d'avoir réuni des représentants d'organisations régionales et sous-régionales pour discuter de notre coopération en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits.

Je saisis cette occasion pour exprimer mes meilleurs vœux de succès à S. E. M. Nguyen Xuan Phuc à la présidence du Conseil de sécurité. Je voudrais également exprimer notre solidarité avec nos frères et sœurs de Saint-Vincent-et-les Grenadines. Nous prions pour qu'ils puissent se remettre rapidement de cette tragédie.

Je remercie en outre le Secrétaire général, António Guterres, et l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, de leurs exposés.

Compte tenu de la complexité des défis auxquels nous sommes confrontés du fait de la pandémie en cours, il est encore plus crucial pour nous de savoir comment nous pouvons améliorer notre coopération grâce à un multilatéralisme plus fort et contrer nos menaces communes en adoptant une position concertée et unie au niveau mondial et en entreprenant une action commune.

Depuis la signature, par S. E. M. Moussa Faki Mahamat, Président de la Commission de l'Union africaine, et S. E. M. António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, du Cadre commun Organisation des Nations Unies-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, en 2017, et du cadre de développement qui a suivi, l'institutionnalisation des efforts conjoints entre l'ONU et l'Union africaine a été renforcée. En effet, ces mécanismes et cadres juridiques nous ont permis d'améliorer notre collaboration et notre cohérence, à tel point qu'aujourd'hui, les négociations et la concertation entre l'Union africaine, les communautés économiques régionales et mécanismes régionaux et l'ONU pour harmoniser les stratégies et les approches sont devenues la règle plutôt que l'exception. Cela nous a permis de passer d'une approche *ad hoc* à une approche plus structurée et plus prévisible. Grâce aux cadres pertinents qui ont été mis en place, nous avons pu régler, dans de nombreux cas, des problèmes complexes liés à la paix et à la sécurité en Afrique.

Notre partenariat renforcé reste fermement ancré dans les principes de subsidiarité, de complémentarité et d'avantages relatifs. L'Afrique a franchi des étapes importantes vers la réalisation des objectifs de l'initiative phare de l'Union africaine, « Faire taire les armes : créer des conditions propices au développement de l'Afrique », conformément à la vision de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030 de l'ONU. L'Union africaine a donné la priorité au renforcement de sa coopération avec les communautés économiques régionales et les mécanismes régionaux en ce qui concerne les questions de paix et de sécurité régionales. Elle a continué de déployer des efforts soutenus aux niveaux national, régional et continental pour essayer de remédier aux causes fondamentales des conflits violents.

Nous avons renforcé la coopération et la coordination opérationnelles à l'appui des processus de paix au Soudan, au Mali, en République centrafricaine, au Darfour et en Somalie. En outre, nos organisations continuent de collaborer pour appuyer des processus électoraux libres, réguliers et crédibles, renforcer la bonne gouvernance,

promouvoir la protection des droits de l'homme et prévenir la violence électorale sur l'ensemble du continent. Nous continuerons d'encourager la cohésion nationale et les processus politiques et électoraux inclusifs.

Le nombre croissant d'actes d'extrémisme violent, en particulier au Sahel et dans le bassin du lac Tchad, en Somalie et dans la province de Cabo Delgado au Mozambique, a rappelé la nécessité de renforcer la coopération entre les mécanismes et les organismes régionaux de l'ONU et de l'Union africaine dans notre lutte contre la menace croissante que représentent le terrorisme et l'extrémisme violent. À cet égard, l'Union africaine a souligné l'importance qu'il y a à partager les expériences et les meilleures pratiques, ainsi que les enseignements tirés des mécanismes continentaux et régionaux visant à lutter contre le terrorisme, l'extrémisme violent et d'autres crimes transnationaux organisés connexes. Nous sommes témoins de massacres quotidiens de femmes et d'enfants innocents dans toutes les régions, en particulier le Sahel. Le Niger, le Mali, le Burkina Faso et le Nigéria sont confrontés à d'horribles scènes de dévastation. Il est impératif que ces pays bénéficient d'une solidarité réelle, active et efficace. Le Conseil de sécurité a une responsabilité fondamentale à cet égard. L'Union africaine espère vivement que le Conseil prendra de toute urgence les mesures qui s'imposent pour soulager des millions de personnes exposées au risque de massacres quotidiens.

L'un des principaux défis auxquels est confronté le partenariat entre l'ONU et l'Union africaine concerne les opérations de paix dirigées par l'Union africaine qui ont été autorisées par l'ONU et la nécessité croissante de donner aux États africains Membres de l'ONU un sentiment d'appropriation. Le Conseil de sécurité doit agir dans ce sens et mettre en place un système qui permettra à l'Afrique d'accéder à des financements prévisibles au moyen des contributions statutaires de l'ONU.

Bien que des progrès considérables aient été réalisés entre l'Union africaine et l'ONU au plus haut niveau, des défis subsistent en ce qui concerne la coopération entre les deux Conseils. Même si des efforts en faveur du renforcement de la collaboration entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'ONU ont permis à ces organisations de renforcer la convergence stratégique sur des questions d'importance mutuelle, il reste encore beaucoup à faire.

Près de 70 % des sujets inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité portent sur des questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique. Les États africains représentent près de 28 % de l'ensemble des Membres de l'ONU, ce qui garantit un appui politique régional important aux trois membres africains du Conseil de sécurité, actuellement la Tunisie, le Niger et le Kenya. Le rôle des trois membres africains du Conseil de sécurité est de refléter et de défendre, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, les opinions et les préoccupations du continent ainsi que les décisions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Par conséquent, il importe de renforcer et d'unifier les rôles joués par les trois membres africains du Conseil de sécurité s'agissant de faire connaître les positions du Conseil de paix et de sécurité sur les questions liées à la paix et à la sécurité en Afrique et d'améliorer la coordination entre les positions prises à Addis-Abeba et à New York.

L'absence de clarté sur la manière de traduire sur le plan opérationnel les principes de non-ingérence et de subsidiarité continue d'entraver la capacité de riposte et d'intervention de l'Union africaine face aux crises émergentes sur le continent. Les États Membres continuent d'invoquer le principe de non-ingérence sur la base de la souveraineté, ce qui limite la capacité de l'Union africaine à régler ou à prévenir les conflits en temps utile. Le principe de subsidiarité, quant à lui, reconnaît la primauté des organisations régionales dans la conduite des interventions au sein des États Membres. Le manque persistant de clarté autour de ces deux principes représente un

problème important pour ce qui est de la coordination entre l'ONU, l'Union africaine et les communautés économiques régionales et mécanismes régionaux.

Pour conclure, je voudrais remercier une fois encore la République socialiste du Viet Nam d'avoir organisé cette importante séance et appeler l'Union africaine et l'ONU, ainsi que d'autres organisations multilatérales et régionales, à soutenir nos efforts conjoints visant à améliorer notre compréhension des défis auxquels nous sommes collectivement confrontés et à renforcer notre partenariat et notre collaboration pour faire face à ces menaces communes.

Annexe 23**Déclaration de M^{me} Adela Raz, Représentante permanente de l'Afghanistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais tout d'abord remercier S. E. M. Nguyen Xuan Phuc, Président du Viet Nam, de présider cette très importante séance sur le rôle des organisations régionales et sous-régionales dans le renforcement de la confiance et du dialogue. Ce faisant, je remercie également sa délégation pour les efforts qu'elle a déployés pour organiser ce débat qui vient à point nommé. Je tiens également à remercier le Secrétaire général António Guterres et l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon de leurs exposés instructifs.

L'Afghanistan a toujours souligné l'importance du multilatéralisme au moyen de la coopération régionale et internationale, qui est un élément fondamental pour la promotion de la paix et de la sécurité dans notre pays, dans notre région et dans le monde.

L'Organisation des Nations Unies, qui est un organe démocratique, représentatif et fiable, a favorisé des changements radicaux sur de nombreuses questions, a contribué à prévenir des guerres et a servi de cadre pour le règlement pacifique des différends. C'est un exemple de la manière dont le multilatéralisme peut promouvoir le consensus, la compréhension et le dialogue.

Mais l'ONU ne doit pas être la seule enceinte pour le règlement de tous les problèmes. Les structures actuelles sont parfois limitées lorsqu'il s'agit de traiter des problèmes spécifiques qui exigent dans certains cas des méthodes de travail et des approches différentes de celles de l'Organisation.

Dans ces conditions, les structures régionales et sous-régionales peuvent compléter et complètent déjà l'action de l'ONU. Mais comme l'ont souligné de nombreux intervenants, il faut que l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité, redoublent d'efforts pour donner aux organisations régionales et sous-régionales les moyens d'agir et pour dialoguer avec elles afin d'améliorer la collaboration en vue de relever les défis contemporains et de prévenir les conflits.

En tant que pays touché par un conflit, l'Afghanistan est conscient de l'importance de la coopération multilatérale entre l'ONU et d'autres organisations et du pouvoir d'une coopération régionale fructueuse.

Le succès de nos efforts de paix en cours, le développement durable de notre pays et le renforcement global de l'architecture de sécurité régionale dépendent d'une coopération étroite et coordonnée aux niveaux régional et sous-régional. Nous sommes fermement convaincus que sans un appui et un consensus régional en faveur de la paix, nous ne connaissons pas de paix durable en Afghanistan, et tant que nous ne connaissons pas la paix en Afghanistan, la région continuera de souffrir des retombées du conflit et de l'instabilité. La coopération régionale et le dialogue sont donc les pierres angulaires de notre politique étrangère.

Situé au cœur de l'Asie, l'Afghanistan est bien conscient de son potentiel en tant que centre de connectivité régionale et d'intégration. Nous avons cherché à tirer parti de notre potentiel en lançant des processus concrets dirigés par les Afghans, avec l'appui de partenaires régionaux et internationaux, notamment la Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan et la Conférence ministérielle de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération au cœur de l'Asie. Ces efforts ont permis de mettre en place des cadres pour le renforcement de la confiance par le dialogue et la consultation, tout en définissant les perspectives en matière de développement économique régional et de sécurité qui pourraient

conduire à une paix et une stabilité durables, non seulement en Afghanistan, mais aussi dans la région. Ces cadres sont d'excellents exemples de coopération qui font intervenir non seulement les États Membres, mais aussi l'ONU et des organisations régionales et internationales.

Malgré les défis et les revers, nos efforts ont déjà abouti à des résultats tangibles. Le Processus d'Istanbul sur la sécurité et la coopération régionales pour la paix et la stabilité en Afghanistan a servi d'enceinte proactive pour la promotion de la sécurité régionale et de la coopération économique et politique centrée sur l'Afghanistan, grâce à un ensemble de huit mesures de confiance clairement définies. La Conférence sur la coopération économique régionale concernant l'Afghanistan a permis de mettre en œuvre des initiatives de développement économique et des projets d'infrastructure et de connectivité, tels que le projet pour l'approvisionnement en électricité de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud ; le gazoduc Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde ; le Couloir lapis-lazuli ; le programme d'investissement pour l'amélioration de l'approvisionnement énergétique au Turkménistan, en Ouzbékistan, au Tadjikistan, en Afghanistan et au Pakistan ; la ligne à haute tension Turkménistan-Afghanistan-Pakistan ; le port de Chabahar ; et le Couloir ferroviaire des cinq nations.

En outre, l'Afghanistan s'est également engagé et a été actif grâce à son statut de membre ou d'observateur dans d'autres organisations régionales et internationales, telles que l'Organisation de Shanghai pour la coopération, l'Organisation de coopération économique, l'Association sud-asiatique de coopération régionale, le Programme de coopération économique régionale pour l'Asie centrale, la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie et d'autres organisations au-delà de la région. La diversité des plateformes qui existent actuellement pour relever les nombreux défis auxquels la région reste confrontée met en relief les vastes compétences et connaissances disponibles sur le terrain.

L'ONU peut tirer davantage parti de ces compétences lorsqu'elle examine des questions qui touchent la région. De même, les capacités et la vaste expérience de l'ONU à travers le monde pourraient s'avérer essentielles pour mieux mettre en service ces mécanismes qui se renforcent mutuellement. Nous estimons qu'il existe un potentiel important de synergie naturelle pour des mesures efficaces de gestion, d'atténuation et de prévention afin de relever les défis actuels et émergents dans le monde.

Face aux nombreuses crises auxquelles le monde est confronté, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les conflits et les changements climatiques, il faut déployer des stratégies et des efforts cohérents et coordonnés aux niveaux national, régional et international.

Enfin, en tant qu'États Membres de l'ONU, nous devons continuer à insister sur la nécessité de renforcer la coopération entre l'Organisation et les acteurs et institutions sur le terrain. Les réformes du Secrétaire général ont créé un modèle de progrès en renforçant le rôle des bureaux régionaux et nationaux. Nous devons nous efforcer d'assurer la cohérence de nos efforts, de réduire les chevauchements et de continuer à œuvrer pour améliorer l'efficacité de l'ONU.

Annexe 24**Déclaration de la Mission permanente de l'Argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que la délégation vietnamienne, d'avoir organisé ce débat public, et je remercie de leurs exposés le Secrétaire général António Guterres, l'ancien Secrétaire général Ban Ki-moon et les différents représentants des organisations régionales et sous-régionales qui participent à ce débat.

À cet égard, nous voudrions rappeler que pendant sa présidence en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité, l'Argentine a organisé, le 6 août 2013, un débat public sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales (voir S/PV.7015), à l'occasion duquel a été adoptée la Déclaration de la Présidente S/PRST/2013/12 sur cette question.

Notre pays attache une grande importance à la promotion et au renforcement des partenariats régionaux pour le règlement des différends, conformément à la Charte des Nations Unies. Les organisations régionales et sous-régionales peuvent compléter l'action de l'Organisation en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, comme le prévoit le Chapitre VIII de la Charte, qui invite la communauté internationale à faire usage de ces outils fondamentaux dans la promotion et la poursuite de la paix.

Les organisations régionales et sous-régionales sont mieux placées pour comprendre les causes profondes des conflits et ouvrir la voie au dialogue, étant donné leur connaissance approfondie du contexte régional. À ce titre, elles peuvent aider à trouver une réponse rapide aux différends et aux crises émergents, contribuant ainsi à la prévention ou au règlement de ces conflits. Ces organisations constituent un cadre naturel vers lequel les États peuvent se tourner pour régler leurs différends.

L'Argentine apprécie l'espace offert par les organisations régionales et sous-régionales, car il est propice au règlement des conflits. C'est au sein de ces organisations que les affinités culturelles entre pays voisins et frères sont les plus évidentes et que l'on peut faciliter le dialogue nécessaire à la compréhension et au règlement des conflits.

L'ONU et diverses organisations régionales et sous-régionales entretiennent une coopération fructueuse de longue date en matière de déploiement de missions sur le terrain. Cependant, tant le rapport de 2015 du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (voir S/2015/446) que la dernière déclaration d'engagements pris au titre de l'initiative Action pour le maintien de la paix du Secrétaire général soulignent la nécessité de continuer à améliorer la collaboration, la planification et la coordination entre les opérations de paix des Nations Unies et les opérations des entités régionales ou sous-régionales présentes sur les mêmes théâtres d'opération, qui sont autorisées par le Conseil de sécurité en vertu des Chapitres VII et VIII de la Charte des Nations Unies. À cet égard, nous réaffirmons la nécessité de répartir clairement les tâches entre les différentes opérations, en particulier lorsqu'elles mènent des activités de lutte contre le terrorisme.

De même, l'Argentine souligne la pertinence des différentes approches adoptées aux niveaux régional et sous-régional en matière de paix et de sécurité, en particulier les zones de paix et la contribution positive qu'elles peuvent apporter au niveau international. À ce propos, nous faisons partie de la zone de paix et de coopération de

l'Atlantique sud, reconnue comme telle en 1986 par la résolution 41/11 de l'Assemblée générale, qui comprend trois États d'Amérique du Sud et 21 États africains.

Cette résolution appelle tous les États de la zone à favoriser la coopération régionale, notamment pour le développement économique et social, la protection de l'environnement, la préservation des ressources biologiques et la consolidation de la paix et de la sécurité internationales. Elle demande également à tous les États de toutes les autres régions, en particulier aux États militairement importants, de respecter scrupuleusement la région de l'Atlantique sud comme zone de paix et de coopération, en particulier en y réduisant et, à terme, en supprimant leur présence militaire et en s'abstenant d'introduire des armes nucléaires ou autres armes de destruction massive et d'y étendre des rivalités et des conflits qui lui sont étrangers.

Il convient également de noter que la zone de paix et de coopération de l'Atlantique sud a fait référence au différend de souveraineté qui oppose la République argentine au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet des Îles Malvinas, des Îles de Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et des espaces maritimes environnants, appelant les deux parties à reprendre les négociations conformément à la résolution 2065 (XX) et aux autres résolutions de l'Assemblée générale sur la question des Îles Malvinas, afin de trouver, dans les plus brefs délais, une solution pacifique, juste et durable à ce conflit de souveraineté.

L'Argentine participe activement aux travaux de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) et a toujours adopté une position claire en faveur de la création et de la consolidation des zones exemptes d'armes nucléaires, étant entendu qu'elles apportent une contribution importante à la paix et à la sécurité des États qui en font partie.

Depuis sa création, l'OPANAL a maintenu un engagement ferme en faveur du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, sur la base du Traité de Tlatelolco, et dans le but de garantir le respect des obligations découlant de cet instrument. Le Traité de Tlatelolco a apporté une contribution réelle et efficace, puisqu'il a renforcé notre engagement régional en faveur de la non-prolifération et du désarmement et a réussi, grâce à son système de protocoles, à contraindre les États dotés d'armes nucléaires à ne pas violer le statut de zone exempte d'armes nucléaires de notre région.

Cependant, nous devons poursuivre nos efforts pour que les déclarations interprétatives sur les protocoles du Traité soient retirées ou révisées, conformément au Traité. À cet égard, l'Argentine souligne les efforts déployés par l'OPANAL dans ce domaine.

Par ailleurs, il convient de mentionner l'Agence argentino-brésilienne de comptabilité et de contrôle des matières nucléaires, qui fête son trentième anniversaire cette année. Elle est le fruit d'un rapprochement stratégique et d'un processus de renforcement de la confiance qui ont finalement abouti à la signature, à Guadalajara, de l'Accord entre la République argentine et la République fédérative du Brésil pour l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire, portant création de l'Agence. Il s'agit d'une étape importante dans l'histoire des relations bilatérales et régionales, qui a permis de créer une institution de garanties binationale unique au monde, laquelle, à son tour, a permis de consolider l'idée d'une Amérique latine exempte d'armes nucléaires.

Les travaux relatifs aux garanties menés par l'Agence au moyen d'un mécanisme innovant d'inspections réciproques des installations nucléaires des deux pays, en étroite collaboration avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, sont un élément central de la politique nucléaire de l'Argentine. En tant qu'organe de non-prolifération nucléaire, l'Agence fournit des garanties concrètes à la communauté

internationale quant à la nature exclusivement pacifique des programmes nucléaires des deux pays.

Les organisations régionales et sous-régionales jouent un rôle important pour ce qui est de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre, comme le montre clairement l'exemple des Amériques. À cet égard, la Convention interaméricaine contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et d'autres matériels connexes est un accord multilatéral contraignant visant à promouvoir la mise en place de contrôles et de réglementations sur la fabrication et le commerce illicites d'armes à feu. Adoptée en 1997, la Convention est le premier instrument régional de ce type et a été ratifiée par 31 des 34 États membres de l'Organisation des États américains (OEA), dont l'Argentine. Dans le cadre de la Convention, des conférences des États parties et des réunions de son comité consultatif sont organisées régulièrement.

En outre, il faut souligner les efforts du Groupe de travail sur les armes à feu et les munitions du Marché commun du Sud et des États associés, fondé en 2000, avec la participation de l'Argentine. Depuis sa création, le Groupe de travail sert de cadre pour le partage d'expériences, l'harmonisation des lois et la coordination des politiques au niveau sous-régional. À cet égard, il convient de rappeler que la trente-cinquième réunion du Groupe se tiendra prochainement, sous la présidence tournante de l'Argentine.

La contribution de l'Argentine aux groupes régionaux et sous-régionaux mentionnés et à la prévention des conflits dans ce domaine se fonde inévitablement sur sa propre expérience et sur les capacités qu'elle a développées au niveau national, par l'intermédiaire de ses agences et ministères compétents. Cela a ensuite permis de mener le processus de négociation et d'adoption universelle du Traité sur le commerce des armes, qui a renforcé les mécanismes régionaux et sous-régionaux existants.

Pour ce qui est des questions de sécurité et de défense, l'Argentine a œuvré avec détermination et dynamisme au développement des capacités nationales pour la mise en œuvre des accords, traités et conventions auxquels elle est partie. Au niveau interaméricain, par l'intermédiaire des différents organes et programmes de l'Organisation des États américains (OEA), l'Argentine fait sa présentation annuelle des mesures de confiance et de sécurité (MDCS), qui relève de la responsabilité des États membres de l'OEA, en utilisant comme guide une liste consolidée par cette organisation.

Les processus sous-régionaux de renforcement de la confiance ont permis de passer d'une logique de confrontation à une logique de coopération, faisant de l'Amérique du Sud une zone de paix. Les MDCS ont favorisé la confiance entre les pays de la région, ont contribué à la disparition progressive des dispositions au conflit et ont permis d'institutionnaliser des mécanismes périodiques de rencontres bilatérales sur des questions de défense et de sécurité.

Bien qu'un pourcentage important des victimes des conflits armés soient des femmes et des filles, ces dernières restent exclues des accords et des négociations de paix et ne participent toujours pas, sur un pied d'égalité, à la prise de décision politique. Par conséquent, elles sont sous-représentées, leurs situations sont rendues invisibles et leurs intérêts et besoins sont méprisés, ce qui fait qu'elles sont davantage exposées au risque que leurs droits soient bafoués. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la prévention et le règlement des conflits, les négociations de paix, la consolidation et le maintien de la paix, la réponse humanitaire et la reconstruction après les conflits. C'est pourquoi les organisations régionales et sous-régionales doivent exploiter leur potentiel afin de garantir leur pleine intégration et l'incorporation d'une démarche sexospécifique dans toutes les activités liées à la paix et à la sécurité.

Les organisations régionales ont donc une grande responsabilité à l'égard de ces questions et elles doivent les examiner en profondeur. Dans ma région, des mesures très importantes ont été prises à cet égard. L'Argentine est ainsi partie aux Consensus régionaux de Quito (2007), de Brasilia (2011), de Saint-Domingue (2013), de la Stratégie de Montevideo pour la mise en œuvre de l'Agenda régional pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement durable à l'horizon 2030 (2016), et de l'Engagement de Santiago (2020), instruments qui constituent un engagement régional entre les gouvernements d'Amérique latine et les Caraïbes pour assurer l'autonomie physique, économique et décisionnelle des femmes. L'Engagement de Santiago en particulier a convenu de promouvoir des mesures visant à garantir la participation pleine et effective des femmes à tous les niveaux et à toutes les étapes des processus de paix et des initiatives de médiation, comme le prévoient la résolution 1325 (2000) et les autres résolutions relatives au programme pour les femmes et la paix et la sécurité.

C'est avec ces mêmes objectifs que mon pays a promu, le 26 mars dernier à Buenos Aires, la création du Réseau régional de médiatrices du Cône Sud, composé des pays du Cône Sud qui ont présenté ou sont en train de préparer des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000).

Enfin, et comme nous l'avons fait en 2013, nous soulignons à nouveau l'intérêt qu'il y a à multiplier les partenariats efficaces avec les organismes régionaux et sous-régionaux compétents, le but étant de pouvoir intervenir dès l'origine de tout différend ou dès que surgit telle ou telle crise, et de renforcer le rôle de l'ONU dans la prévention des conflits. À cet égard, le Conseil a mesuré, dans la déclaration du Président (S/PRST/2013/12) mentionnée, l'importance du rôle des bons offices du Secrétaire général, qu'il encourage de continuer à recourir à la médiation aussi souvent que possible pour aider à régler tout conflit de manière pacifique, en œuvrant en étroite coordination, à cette fin, avec les organismes régionaux et sous-régionaux compétents.

Annexe 25

Déclaration de M^{me} Mher Margaryan, Représentante permanente de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je félicite la présidence du Viet Nam d'avoir organisé ce débat public sur le thème « Développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits ». La présence du Président du Viet Nam, Nguyen Xuan Phuc, souligne l'importance que le Viet Nam attache au thème de cette réunion du Conseil de sécurité. Je remercie le Secrétaire général, António Guterres, l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, et les autres éminents intervenants de leurs exposés sur la contribution des organisations régionales à la promotion du règlement pacifique des conflits et des différends par des mesures de confiance et de réduction des risques, en coopération avec l'ONU.

Les organisations régionales, accords régionaux relevant du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, sont investies d'un rôle crucial dans la promotion de la paix et de la sécurité ainsi que de la prévention des conflits, de la gestion des crises et du règlement des conflits grâce à leur panoplie exceptionnelle de mesures de dialogue, de médiation et de renforcement de la confiance et de la sécurité.

Le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est essentiel pour régler les problèmes de sécurité, tels que la menace ou l'emploi de la force face à un accroissement déstabilisant de la puissance militaire, en violation des engagements juridiquement contraignants dans le domaine de la maîtrise des armements, impliquant des combattants et des mercenaires terroristes étrangers dans les conflits, qui commettent des crimes inspirés par la haine pour des motifs ethniques et religieux. Ces problèmes ont été exacerbés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences sur les plans humanitaire, des droits de l'homme et de la sécurité. En amplifiant la violence, les discours de haine, l'intolérance et la discrimination, la pandémie fait peser une grave menace sur les acquis de la consolidation de la paix et risque de réanimer les conflits ou d'en fomentier de nouveaux.

Nous accordons une grande importance à la coopération dans le cadre des organisations régionales, en particulier au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), en vue de promouvoir et de faciliter le dialogue, la coopération, le partage des meilleures pratiques et le renforcement des capacités afin de contrer efficacement les menaces à la paix et à la sécurité.

L'OSCE, avec son concept de sécurité globale et indivisible, son large éventail de mesures de confiance militaires et non militaires, ses mécanismes de maîtrise des armements et de vérification, et son approche sur mesure des conflits grâce à des formats de médiation appropriés, a été appelée à promouvoir la paix et la sécurité dans les régions euro-atlantique et eurasiennne.

Nous continuerons également d'appuyer l'interaction et les échanges réguliers entre l'ONU et l'Organisation du Traité de sécurité collective et d'y contribuer, afin de répondre à un large éventail de menaces et de défis, notamment la lutte contre le trafic de stupéfiants et d'autres formes de criminalité transnationale organisée et la lutte contre le terrorisme international, notamment le problème des déplacements des combattants terroristes étrangers vers les zones de conflit.

Alors que dans de nombreuses régions du monde, l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial a mené à une réduction des tensions, dans notre région, la crise mondiale causée par la pandémie a été instrumentalisée pour déclencher la violence, des atrocités criminelles et la destruction. La guerre préméditée à grande

échelle lancée par l'Azerbaïdjan en septembre 2020, avec le soutien direct de la Turquie et l'implication de combattants terroristes étrangers, a été la plus grande escalade militaire à avoir lieu en temps de pandémie.

Les signes avant-coureurs reflétant la volonté de longue date de l'Azerbaïdjan de régler le conflit par la force ne manquaient pas. Au lieu de participer de bonne foi au processus de paix sous les auspices du format de négociations international mandaté par la coprésidence du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Azerbaïdjan a recouru à un renforcement incontrôlé et ininterrompu de sa puissance militaire et à des manœuvres militaires de grande envergure non notifiées, conjointement avec la Turquie, en violation de ses obligations au titre du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et du Document de Vienne 2011 sur les mesures de confiance et de sécurité, tout en promouvant la haine anti-arménienne et en glorifiant les auteurs de crimes de haine.

L'Azerbaïdjan a régulièrement manqué aux obligations qui lui incombent en vertu des accords de cessez-le-feu de 1994 et 1995 avec le Haut-Karabakh et l'Arménie, rejetant les propositions de la coprésidence du Groupe de Minsk sur les mesures de confiance et de réduction des risques, en particulier la mise en place d'un mécanisme d'enquête sur les violations du cessez-le-feu, l'augmentation du nombre d'observateurs internationaux et de leurs activités, l'abstention de tout acte de provocation, y compris l'utilisation de tireurs embusqués et de groupes subversifs, et avançant ses positions le long de la ligne de confrontation et de la frontière.

Nous apprécions l'appui continu que l'ONU accorde au rôle central de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE pour gérer les conséquences de l'agression contre la population de l'Artsakh.

Il est important de demander et d'exiger le plein respect par l'Azerbaïdjan de ses obligations en vertu du droit international humanitaire et de la déclaration trilatérale du 9 novembre 2020, notamment en ce qui concerne le retour immédiat et inconditionnel de tous les prisonniers de guerre, otages civils et personnes détenues.

L'engagement consolidé du format mandaté au niveau international de la coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE est primordial pour obtenir un règlement global, juste et durable du conflit du Haut-Karabakh sur la base des principes et des éléments établis au fil des ans, notamment l'égalité des droits et l'autodétermination des peuples.

Annexe 26**Déclaration de M. Mitchell Fifield, Représentant permanent de l'Australie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

L'Australie remercie le Viet Nam pour son leadership dans la promotion de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, tant au sein du Conseil de sécurité qu'en tant que Président sortant de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) en 2020. L'Australie tient à souligner l'importance de poursuivre et de renforcer les échanges entre l'ONU et toutes les organisations régionales qui jouent un rôle clef dans la défense du système multilatéral fondé sur des règles.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a démontré l'importance fondamentale de la coopération internationale par le biais du système multilatéral fondé sur des règles. Cette crise commune nous rappelle que de nombreux problèmes ne peuvent être résolus que par la coopération.

Nos institutions multilatérales – mondiales et régionales – sont mises à rude épreuve par les changements opérés dans la dynamique du pouvoir mondial, les bouleversements technologiques et la complexité des défis sécuritaires, sanitaires et économiques. L'Australie s'engage à travailler au sein des institutions multilatérales et avec elles, afin de s'assurer qu'elles sont adaptées à leurs objectifs, efficaces, ouvertes, transparentes et responsables devant les États Membres, et qu'elles encouragent le dialogue et la coopération en faveur des règles et des normes qui sous-tendent notre paix, notre stabilité et notre prospérité communes.

L'Australie est un pays de la région indo-pacifique. L'Asie du Sud-Est est toute proche et se trouve au cœur de la région indo-pacifique à la fois sur le plan stratégique, économique et diplomatique.

Depuis plus de 50 ans, l'ASEAN et la structure régionale qu'elle dirige jouent un rôle essentiel pour faciliter le dialogue sur les défis régionaux urgents, créer des habitudes de coopération et renforcer les règles et les normes de comportement, ainsi que les marchés libres propices à une région pacifique, inclusive, résiliente et prospère. L'établissement en 2020 du Partenariat économique global régional dirigé par l'ASEAN, le plus grand accord de libre-échange au monde, favorisera un environnement économique stable et prévisible pour la reprise des échanges et des investissements dans la région indo-pacifique, et n'est qu'un exemple du leadership de l'ASEAN à l'appui du système multilatéral fondé sur des règles.

En tant que plus ancien partenaire de dialogue de l'ASEAN depuis 1974 et partenaire stratégique depuis 2014, l'Australie reste déterminée à renforcer le dialogue et à approfondir sa coopération pratique avec l'ASEAN. Nous saluons vivement les efforts déployés par l'ASEAN et l'ONU pour approfondir leur coopération et renforcer davantage le système multilatéral par le biais du partenariat global entre l'ASEAN et l'ONU, tel qu'articulé par les dirigeants de l'ASEAN et le Secrétaire général des Nations Unies lors du sommet ASEAN-ONU qui s'est tenu en novembre 2020.

Grâce au partenariat stratégique entre l'ASEAN et l'Australie, à la coopération pratique et à la participation active de l'Australie dans les forums régionaux dirigés par l'ASEAN, notamment le Sommet de l'Asie orientale, qui constitue la principale plateforme de discussion sur les défis stratégiques entre les dirigeants de notre région, l'Australie est prête à appuyer le renforcement de la coopération ASEAN-ONU.

L'Australie se tient aux côtés de l'ASEAN tandis qu'elle dirige l'action régionale face à la crise au Myanmar. L'Australie est profondément préoccupée par la détérioration de la situation dans le pays et condamne les violences perpétrées contre

sa population. Nous saluons le projet de l'ASEAN visant à organiser une réunion des dirigeants sur le Myanmar cette semaine et nous espérons qu'elle débouchera sur une issue positive pour le peuple du Myanmar.

Annexe 27

Déclaration de M. Yashar Aliyev, Représentant permanent de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'emblée, je tiens à féliciter le Viet Nam d'avoir organisé cet important débat public et d'avoir présenté une note de cadrage sur le sujet (S/2021/297, annexe).

Les peuples du monde entier continuent de souffrir des guerres et de leurs conséquences dévastatrices, souvent aggravées par des idéologies racistes, des incitations à la haine ethnique et religieuse, et une réécriture de l'histoire. Les activités terroristes et connexes, la criminalité transnationale organisée, la pandémie actuelle de maladie à coronavirus (COVID-19) et les risques liés aux changements climatiques exacerbent également les problèmes en matière de sécurité.

La plupart des conflits et des situations consécutives à un conflit ont un caractère régional et c'est pourquoi la coopération entre l'ONU et les accords régionaux, en vertu du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, est essentielle à la promotion des buts et principes de l'Organisation. Parallèlement, comme l'indique la note de cadrage, un grand nombre de mesures préventives n'ont pas pu exprimer tout leur potentiel en raison de l'absence de volonté politique constatée en diverses occasions. Chaque situation nécessite une analyse et une évaluation impartiales et approfondies afin de prévenir ou d'atténuer les risques de résurgence des conflits et des crises.

Ainsi, l'échec des efforts de paix au niveau régional est en partie attribuable aux cas d'utilisation apparemment abusive par les violateurs du droit international des organisations régionales comme bouclier pour consolider les acquis militaires. À cet égard, il est essentiel que les accords régionaux et sous-régionaux intervenant dans les processus de règlement des conflits respectent strictement les principes établis d'une médiation efficace, tels que le respect du droit international et des mandats convenus, l'accord des parties concernées et l'impartialité des médiateurs. Il est tout à fait clair que la médiation ne se déroule pas dans un vide juridique et que les médiateurs n'ont pas les coudées franches.

Comme on le sait, à la fin de 1991 et au début de 1992, l'Arménie est entrée dans une guerre ouverte contre l'Azerbaïdjan. En conséquence, une partie importante du territoire de l'Azerbaïdjan a été occupée, des dizaines de milliers de civils ont été tués, toutes les régions conquises ont fait l'objet d'un nettoyage ethnique qui a touché plus de 700 000 Azerbaïdjanais, et des centaines de villes et de villages de mon pays ont été pillés et rasés.

En 1993, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité les résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993), condamnant l'usage de la force contre l'Azerbaïdjan et l'occupation de ses territoires, réaffirmant la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays ainsi que l'inviolabilité des frontières internationales et l'inadmissibilité de l'emploi de la force aux fins d'acquisition de territoire, et exigeant le retrait immédiat, complet et inconditionnel des forces d'occupation arméniennes de tous les territoires occupés. Une série de déclarations du Président du Conseil de sécurité adoptées entre 1992 et 1995 et de nombreux documents d'autres organisations internationales faisant autorité s'inscrivent dans le même esprit.

Les résolutions susmentionnées du Conseil de sécurité ont également constitué la base du mandat du Groupe de Minsk de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) [devenue plus tard l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)] et de ses coprésidents, ainsi que le cadre pour le règlement du conflit. Ainsi, dans la décision qu'ils ont adoptée au Sommet de

Budapest de la CSCE, tenu les 5 et 6 décembre 1994, les États participants, dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan, entre autres,

« ont réaffirmé leur appui aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité [de l'ONU] et noté avec satisfaction que le Conseil de sécurité avait appuyé au niveau politique les efforts déployés par la CSCE en vue d'un règlement pacifique du conflit » (A/73/835, *annexe II*, p. 3).

Cependant, les principales exigences du Conseil de sécurité, y compris en premier lieu le retrait des forces d'occupation des territoires azerbaïdjanais occupés, n'ont pas été mises en œuvre par l'Arménie, et les efforts de médiation menés dans le cadre de la CSCE/OSCE n'ont donné aucun résultat.

Au contraire, l'Arménie a délibérément fait fi des résolutions du Conseil de sécurité et ne s'est jamais engagée de bonne foi dans des négociations mais, au lieu de cela, a dirigé tous ses efforts vers la colonisation des territoires saisis sous le couvert du cessez-le-feu et du processus de paix. En outre, les dirigeants de l'Arménie ont considéré et médiatisé l'agression contre l'Azerbaïdjan comme une « victoire glorieuse », vénéré comme des héros nationaux des criminels de guerre et des individus déclarés coupables d'actes de terrorisme, ouvertement promu les idées scandaleuses d'incompatibilité ethnique et incité la jeunesse et les générations futures à de nouvelles guerres et à la violence.

L'absence de réaction adéquate de la communauté internationale face aux actes d'agression et aux activités illégales de l'Arménie ; les tentatives de maintenir « un équilibre raisonnable » au lieu d'appeler un chat un chat ; et le deux poids deux mesures et la sélectivité notoires en ce qui concerne les obligations et engagements universellement reconnus découlant du droit international n'ont fait qu'encourager l'Arménie à camper sur ses positions et contribuer à son sentiment que tout lui est permis.

Le nouvel acte d'agression commis par l'Arménie le 27 septembre 2020 est une conséquence logique de l'impunité dont elle jouit depuis plus de 30 ans. Même les effets dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) n'ont pas empêché les provocations armées de l'Arménie. Les combats qui ont suivi ont duré 44 jours.

À l'issue de l'opération de contre-offensive entreprise et menée avec succès par les forces armées de l'Azerbaïdjan, dans l'exercice du droit inhérent à la légitime défense, quelque 10 000 kilomètres carrés du territoire de l'Azerbaïdjan, ainsi que plus de 300 villes, localités et villages d'Azerbaïdjan, ont été libérés de l'occupation.

La déclaration prononcée le 10 novembre 2020 par le Président de la République d'Azerbaïdjan, le Premier Ministre de la République d'Arménie et le Président de la Fédération de Russie a mis fin au conflit armé qui opposait l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis près de trois décennies et énonce les paramètres convenus aux fins de l'instauration d'une paix durable dans la région. Le 11 janvier dernier, les dirigeants de ces trois pays ont signé une autre déclaration commune sur l'application de plusieurs mesures pratiques visant à éliminer les obstacles à l'établissement de liens économiques et de liaisons de transport dans la région.

La nouvelle situation ouvre la voie au retour de centaines de milliers de personnes déplacées de force dans leur lieu d'origine, dans la sécurité et la dignité, ainsi qu'à l'édification de la paix, à la consolidation de la stabilité et au rétablissement de la coexistence pacifique. Parmi nos priorités figurent la restauration, la reconstruction et la réintégration des territoires azerbaïdjanais touchés par le conflit et la garantie de l'égalité entre tous leurs résidents, y compris ceux d'origine arménienne, sans distinction aucune, dans le cadre constitutionnel de la République d'Azerbaïdjan.

La fin de la guerre offre également de réelles perspectives de normalisation des relations interétatiques entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, fondées sur la reconnaissance et le respect mutuels de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des deux États à l'intérieur de leurs frontières internationalement reconnues. L'Azerbaïdjan espère que la communauté internationale, notamment les organisations régionales compétentes, soutiendra les efforts qu'il déploie pour consolider la paix, la sécurité et la stabilité dans la région.

Annexe 28**Déclaration de la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens tout d'abord à féliciter la République socialiste du Viet Nam de son accession à la présidence du Conseil de sécurité et à lui adresser mes vœux de réussite pour son mandat.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette réflexion opportune sur le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits. Il s'agit d'une question que nous jugeons essentielle pour renforcer la portée et l'efficacité de l'ONU et qui trouve ses racines dans la lettre et l'esprit du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

Les organisations régionales et sous-régionales continuent de jouer un rôle unique dans le règlement pacifique des différends, remplissant ainsi un rôle clef vis-à-vis de l'ONU, notamment grâce à la diplomatie préventive, au renforcement de la confiance et à la médiation. Dans de nombreuses situations, elles ont prouvé qu'elles possédaient des connaissances approfondies, des points de vue uniques et de solides réseaux locaux, qui se sont avérés indispensables à la construction d'une paix durable. En parallèle, l'ONU dispose d'une adhésion et d'une légitimité universelles, d'une longue expérience et de capacités opérationnelles. Une relation synergique entre l'ONU et ces organisations représente une base naturelle pour aller de l'avant dans la réalisation des objectifs mondiaux partagés d'un monde plus sûr et plus pacifique pour tous.

À ce propos, il est impératif de tirer les enseignements de la collaboration entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales pour mettre en place des partenariats toujours plus innovants et souples, qui tirent parti des forces respectives de chacune d'entre elles, exploitent les avantages comparatifs et renforcent les complémentarités.

À cet égard, les réformes de l'ONU doivent mettre fin au cloisonnement, aux doubles emplois et à la fragmentation des efforts et renforcer la cohérence au sein du système des Nations Unies, alors même que l'Organisation doit faire face à des problèmes de sécurité multiformes. La réalisation de tels objectifs au sein du système des Nations Unies ne peut qu'améliorer la portée et l'efficacité de la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales.

L'Égypte attache une grande importance à tous les efforts visant à approfondir et à élargir les partenariats entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales. Au cours de sa récente présidence de l'Union africaine, l'Égypte a lancé le Forum d'Assouan pour la paix et le développement durables. Il s'agit d'une plateforme inclusive d'échanges entre un large éventail de parties prenantes visant à formuler des recommandations concrètes pour faire progresser, entre autres, le partenariat stratégique entre l'Union africaine et l'ONU.

En mars dernier, l'Égypte a accueilli la deuxième édition du Forum d'Assouan, sur le thème « Façonner la nouvelle normalité de l'Afrique : récupérer plus fort, reconstruire en mieux ». Le Forum, auquel ont participé des hauts fonctionnaires de l'ONU, a examiné les moyens par lesquels l'Afrique peut réorienter son action vers la paix et le développement après la maladie à coronavirus grâce à un leadership décisif, des solutions innovantes et des partenariats solides. Il a également réaffirmé l'impératif d'accélérer le changement de paradigme pour passer de la gestion des crises à la prévention et à la résilience à l'échelle nationale face aux risques systémiques et aux faiblesses structurelles.

Nous estimons qu'une telle approche permet de créer une plateforme solide de renforcement des capacités des organisations régionales, afin de les rendre plus efficaces dans la prévention des conflits régionaux et plus performantes dans leur coopération avec l'ONU.

L'Égypte, qui assume actuellement la présidence de la Commission de consolidation de la paix, a inscrit les partenariats parmi ses priorités. Sous notre présidence, la Commission s'engage à continuer d'inviter des représentants d'organisations régionales et sous-régionales à partager leurs points de vue et à enrichir ses délibérations.

On ne soulignera jamais assez le rôle de la Commission de consolidation de la paix. Forte de son rôle consultatif unique et de ses capacités de mobilisation et de rassemblement, la Commission est bien placée pour réunir les partenaires à l'ONU et en dehors, notamment les organisations régionales et sous-régionales et les institutions financières internationales. Ce faisant, elle contribue à renforcer la coopération et la coordination entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, en vue d'assurer une meilleure coordination stratégique, politique et opérationnelle, ainsi que la cohérence des efforts, pour obtenir de meilleurs résultats, plus efficaces et durables.

Malgré les progrès réalisés jusqu'à présent, il reste beaucoup à faire pour instaurer une véritable coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, surtout pour combler le fossé en matière de capacités et de ressources entre ces institutions. L'insuffisance des financements et des ressources reste un obstacle majeur à la pleine réalisation du potentiel de cette coopération, à laquelle nous sommes pleinement attachés.

Pour terminer, nous remercions une fois de plus la présidence vietnamienne d'avoir organisé cet important débat public.

Annexe 29**Déclaration de M. Taye Atskeselassie Amde, Représentant permanent de l'Éthiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Qu'il me soit tout d'abord permis de vous féliciter, Monsieur le Président, pour la récente accession du Viet Nam à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois, et de vous remercier d'avoir organisé cet important débat public sur la « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Nous remercions également de leurs exposés éclairants le Secrétaire général, António Guterres, l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, et les représentants des organisations régionales et sous-régionales.

Le multilatéralisme et une coopération mondiale robuste n'ont jamais été aussi importants. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a ravagé nos sociétés et nos économies. Elle a également mis en évidence notre vulnérabilité et notre interdépendance collectives. La nécessité de renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales est particulièrement importante sur le continent africain.

Nous saisissons cette occasion pour exprimer notre profonde gratitude au Secrétaire général, António Guterres, ainsi qu'au Conseil, pour leur engagement sans faille à renforcer le partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine. Nous espérons que notre débat d'aujourd'hui créera la dynamique nécessaire pour traduire nos engagements déclarés en actions concrètes, notamment dans le contexte de la reconstruction après la pandémie, afin de protéger et de préserver les progrès accomplis de haute lutte en matière de développement en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Les récentes discussions sur le partenariat entre l'Union africaine et l'ONU ont porté principalement sur la question du financement des opérations de paix de l'Union africaine. En effet, l'ONU et l'Union africaine n'ont pas les mêmes capacités en matière de prévention, de gestion et de règlement des conflits. Ce n'est que grâce à la complémentarité que nous pourrions régler durablement les nombreux conflits qui constituent l'essentiel des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil. À cette fin, les États membres de l'Union africaine partagent la charge en mobilisant des ressources pour le Fonds pour la paix. Il reste essentiel de traduire nos engagements en actions et de garantir un financement prévisible, souple et durable des opérations de paix de l'Union africaine. Nous exhortons le Conseil à prendre des mesures concrètes à cet égard.

Toutefois, il importe tout autant de souligner que la question du financement n'est qu'un aspect du partenariat stratégique entre l'ONU et l'Union africaine. Alors que nous continuons de rechercher des solutions de financement innovantes, nous devons également prendre en compte toutes les possibilités de coopération entre les deux organisations s'agissant de toute la gamme d'interventions possibles face au cycle des conflits. L'Architecture africaine de paix et de sécurité comporte cinq piliers pour ce qui est de l'ensemble du continuum de la paix, notamment la médiation et la diplomatie préventive. L'ONU et l'Union africaine peuvent faire davantage pour stimuler la capacité institutionnelle de l'Union africaine et des organisations sous-régionales afin de renforcer ces outils.

À cet égard, nous appelons au renforcement de la collaboration, à des dialogues stratégiques, à des partenariats et à des échanges de vues plus réguliers au niveau opérationnel afin de renforcer nos capacités en matière de diplomatie préventive. Il faut faire davantage pour renforcer les efforts d'alerte rapide, de prévention des

conflits et de diplomatie préventive de l'Union africaine et des organisations sous-régionales telles que l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

Dans ce contexte, nous prenons note des progrès réguliers accomplis en ce qui concerne la réunion consultative annuelle avec le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, ainsi que les visites conjointes sur le terrain de hauts fonctionnaires, les échanges d'informations plus réguliers, le renforcement des concertations sur les mandats et leur renouvellement et le renforcement de la collaboration entre le Secrétariat et la Commission de l'Union africaine. Dans nos efforts pour relever les défis, nous devons toujours être guidés par la Charte des Nations Unies qui appelle notamment les parties à rechercher la solution des différends, avant tout, par voie de « recours aux organismes ou accords régionaux ». Ces dernières années, compte tenu des atouts particuliers de l'Union africaine et par respect pour le principe de subsidiarité, le Conseil a exprimé son appui au principe des solutions africaines aux problèmes africains. Il importe de tirer le meilleur parti des atouts particuliers de l'Union africaine en tant que premier recours pour faire face aux conflits en Afrique. Le Conseil doit donc toujours s'efforcer de faire en sorte que cette noble devise ne soit pas oubliée et réduite à un simple slogan.

Enfin, je voudrais saisir cette occasion pour dire quelques mots sur la situation dans mon pays.

Premièrement, je voudrais souligner que le Gouvernement éthiopien est conscient de sa responsabilité première d'assurer la sécurité et le bien-être de ses citoyens, comme le lui impose sa Constitution. Il doit également être parfaitement clair que le Gouvernement a le devoir de protéger et de faire respecter l'ordre constitutionnel. On oublie souvent que l'Éthiopie a été contrainte de mener une opération de maintien de l'ordre après que nos forces de défense nationales aient été attaquées et démobilisées.

Deuxièmement, le Gouvernement éthiopien prend au sérieux les allégations de violations des droits de l'homme et de violences sexuelles. À cet égard, une équipe spéciale interinstitutions a été créée et déployée pour enquêter sur ces allégations. En outre, la Commission éthiopienne des droits de l'homme a signé un accord avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme pour mener conjointement des enquêtes afin que les auteurs répondent de leurs actes et soient traduits en justice. Les personnes dont il sera établi qu'elles ont commis des exactions devront en répondre devant la justice, dans toute sa rigueur. Nous devons attendre les résultats des enquêtes sans en préjuger et nous abstenir de désigner des coupables d'ici là.

L'Éthiopie est déterminée à reconstruire la région en répondant aux besoins humanitaires de la population du Tigré, en rétablissant les infrastructures et les services et, surtout en décourageant les violences sexuelles liées aux conflits et en apportant l'appui nécessaire aux victimes. Nous appelons la communauté internationale à s'associer aux efforts déployés par le Gouvernement pour répondre aux besoins humanitaires qui ne cessent d'augmenter dans l'ensemble du pays, en renforçant un large éventail de mesures d'assistance pour satisfaire les besoins des populations touchées.

Surtout, nous exhortons les membres du Conseil à respecter la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et l'unité de l'Éthiopie. Dans le cadre du débat public d'aujourd'hui, nous appelons tout le monde à saluer et à appuyer les mesures constructives prises par le Gouvernement éthiopien et par les dirigeants et organisations de la région.

Annexe 30**Déclaration de la Mission permanente de la Géorgie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous remercions la présidence vietnamienne d'avoir convoqué le débat public de haut niveau d'aujourd'hui.

Les organisations régionales ont un rôle particulier à jouer dans la prévention des conflits et le relèvement, la reconstruction et le développement après les conflits, car elles sont mieux placées pour faire face aux défis découlant des contextes régionaux et sous-régionaux spécifiques. Le renforcement de la coordination entre les organisations régionales et l'ONU peut servir de pierre angulaire pour l'édification d'un monde pacifique et sûr.

En ce qui concerne notre région, le renforcement de la coopération, concrètement, entre l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) revêt une importance capitale. L'OSCE, qui est la plus grande organisation de sécurité régionale dans le monde au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, dispose d'une panoplie d'outils efficaces à des fins de prévention et d'alerte rapide.

Le rôle du Conseil de l'Europe dans le suivi et le recensement des besoins liés à la protection des droits de l'homme est également essentiel dans le contexte régional, en particulier dans les situations de conflit et d'après-conflit, où le risque de graves violations des droits de l'homme peut compromettre le relèvement et la consolidation de la paix après un conflit. Cela étant dit, nous nous félicitons des rapports de synthèse publiés par le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, ainsi que des décisions adoptées par son Comité des ministres au niveau des Délégués sur les situations en matière de sécurité et de droits de l'homme dans les régions de Géorgie occupées par la Russie.

L'attitude agressive de la Russie envers ses voisins au cours des trois dernières décennies a porté gravement atteinte à l'architecture de sécurité de l'Europe. L'agression militaire illégale en cours et l'occupation subséquente de certaines régions de la Géorgie, ainsi que l'occupation et l'annexion de zones faisant partie intégrante des territoires souverains de l'Ukraine, demeurent une source d'inquiétude pour la communauté internationale.

Dans ce contexte, nous sommes extrêmement préoccupés par le nombre croissant de violations du cessez-le-feu commises récemment par la Russie, y compris les incidents survenus dans l'est de l'Ukraine qui ont fait des victimes, et par le renforcement sans précédent de la puissance militaire russe le long de la frontière orientale de l'Ukraine et dans la Crimée illégalement occupée, en Ukraine. Le refus de la Russie de fournir des informations suffisantes sur ces activités militaires inhabituelles, comme l'exige le chapitre III du Document de Vienne, est une nouvelle preuve du mépris de ce pays pour ses engagements internationaux.

Le comportement destructeur de la Russie dans la région s'illustre également par le fait qu'elle entrave les efforts de prévention et de règlement des conflits, notamment en bloquant l'action des mécanismes internationaux de sécurité et de surveillance sur le terrain. Peu après l'agression militaire à grande échelle lancée contre mon pays, la Russie a retiré son appui à la mission d'observation de l'OSCE aux postes de contrôle russes de Gukovo et de Donetsk et à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, malgré le travail inestimable accompli par ces missions en vue de prévenir et de régler des conflits, et s'agissant de créer un environnement favorable au renforcement de la confiance entre les communautés déchirées par le conflit.

En outre, la Russie a également refusé d'accorder l'accès aux mécanismes de sécurité internationaux établis conformément à l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 négocié par l'Union européenne, à savoir la Mission de surveillance de l'Union européenne. Malgré le mandat établi pour surveiller le respect de l'accord par les deux parties sur l'ensemble du territoire géorgien, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, la Fédération de Russie, qui exerce un contrôle effectif sur les territoires occupés, refuse de garantir à la mission l'accès aux régions géorgiennes d'Abkhazie et de Tskhinvali/Ossétie du Sud.

La mauvaise volonté de la Russie pour ce qui est de régler le conflit est également manifeste dans le cadre des discussions internationales de Genève, un format coprésidé par l'Union européenne (UE), l'ONU et l'OSCE et mis en place en vue de mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 entre la Russie et la Géorgie. Malgré les efforts constants déployés par la Géorgie, les Coprésidents, leurs organisations respectives et les États-Unis au cours des 13 dernières années, aucun progrès n'a été réalisé en raison du manque de volonté politique de la Russie. En outre, la Russie a délibérément entravé des progrès potentiels en politisant des questions purement humanitaires et en faisant obstacle à des discussions sérieuses.

Malheureusement, le format des discussions internationales de Genève n'a pas encore été pleinement mis à profit, notamment en ce qui concerne la coopération entre l'ONU et l'OSCE en matière de règlement de conflits. Malgré cette situation décourageante, la Géorgie reste attachée à un règlement pacifique du conflit et aux mesures de confiance.

En conclusion, je voudrais saisir une fois de plus l'occasion offerte par cette importante tribune pour appeler la Russie à cesser ses actes d'agression et de provocation à l'encontre de mon pays et de l'ensemble de la région, et à respecter les normes et les principes fondamentaux du droit international, avant tout en commençant à mettre en œuvre l'accord de cessez-le-feu du 12 août 2008 négocié par l'Union européenne. Le seul moyen d'y parvenir est d'exercer davantage de pressions internationales sur la Russie.

Annexe 31**Déclaration de M^{me} Carolyn Oppong-Ntiri, Représentante permanente adjointe du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Ghana se joint aux autres États Membres pour féliciter le Viet Nam de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Nous nous félicitons également du thème de ce débat et nous sommes convaincus que l'accent mis sur le « Développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits » est approprié et contribuera à renforcer la détermination de la communauté internationale à relever les défis du maintien de la paix.

En tant que l'un des principaux pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police, avec une longue tradition de participation aux opérations régionales de maintien de la paix de l'ONU depuis 1960 dont il s'enorgueillit, le Ghana attache beaucoup d'importance à la coopération et aux partenariats entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales pour relever les défis du maintien de la paix.

Nous sommes conscients des progrès accomplis jusqu'à présent pour améliorer la sûreté et la sécurité des soldats de la paix et le maintien de la paix dans son ensemble, grâce à diverses réformes et initiatives. Cependant, nous faisons toujours face à plusieurs menaces existantes et nouvelles, notamment des conflits complexes et prolongés, le terrorisme, la cybercriminalité et les changements climatiques. Il reste encore beaucoup à faire à en juger par la récente escalade des tensions et des conflits dans de nombreuses régions du monde, notamment au Sahel. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a également exacerbé la situation humanitaire dans les zones de conflit et les difficultés auxquelles sont confrontés nos soldats de la paix.

Le Ghana est préoccupé par les décès enregistrés récemment parmi les soldats de la paix dans diverses zones de conflit, notamment au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad. La perte regrettable de vies humaines parmi nos soldats de la paix doit être un rappel brutal de l'importance d'investir dans les opérations de paix et de renforcer la coopération et les partenariats entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales afin de protéger nos soldats de la paix. Le Ghana rend hommage au courage des soldats de la paix qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions. Nos pensées accompagnent ceux qui, face à ces menaces, donnent leur vie pour sauver celle des autres.

Il est plus facile de gérer les conflits lorsqu'on comprend leur contexte spécifique. Par conséquent, nous sommes d'avis que les organisations régionales ont un rôle crucial à jouer pour transposer les orientations générales de l'ONU en tenant compte des contextes régionaux spécifiques afin de garantir le règlement pacifique des conflits. C'est pourquoi nous soulignons qu'il importe de renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales pour faire face aux défis du maintien de la paix. Il est primordial de renforcer la coopération dans le cadre du partenariat actuel entre l'ONU et les organisations régionales, comme l'Union africaine, l'Union européenne, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour n'en citer que quelques-unes. Ces partenariats sont essentiels à la bonne exécution des mandats de maintien de la paix.

Par ailleurs, nous prenons note avec satisfaction de la Déclaration du Président du Conseil de sécurité du 4 décembre 2020 (S/PRST/2020/11), qui a souligné l'importance de la « Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales ». Cette déclaration salue les efforts consentis par les États Membres d'Afrique et les organisations sous-régionales, avec l'appui précieux de l'Organisation des Nations Unies et d'autres partenaires internationaux, pour lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent, notamment le déploiement de la Mission de l'Union africaine en Somalie, de la Force multinationale mixte dans le bassin du lac Tchad et de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, ainsi que les processus de Nouakchott et de Djibouti.

En outre, nous appuyons le point de vue selon lequel la détermination de l'Union africaine à débarrasser le continent des conflits ne peut porter ses fruits que grâce à une coopération soutenue entre l'ONU et l'Union africaine, ainsi qu'avec d'autres groupes régionaux et sous-régionaux sur le continent. Nous prenons note et nous nous félicitons de l'appui apporté par les États membres de ces deux organisations, qui a contribué à des progrès importants dans la recherche de solutions durables aux conflits en Afrique et à faire avancer le continent sur la voie de la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Tout en saluant les progrès modestes réalisés dans le cadre des opérations de maintien de la paix, nous prenons note avec inquiétude de l'escalade récente des tensions dans certaines régions touchées par des conflits, qui pourrait être en partie attribuée à l'absence de volonté politique parmi les acteurs. Il ne fait aucun doute que l'un des ingrédients essentiels d'une coopération et de partenariats efficaces en matière de maintien de la paix est la primauté de la politique. Par conséquent, nous prenons acte des progrès accomplis dans le domaine du maintien de la paix à la suite du lancement par le Secrétaire général de l'initiative Action pour le maintien de la paix en 2018, et nous nous félicitons du lancement du programme Action pour le maintien de la paix Plus en mars dernier, afin de poursuivre sur cette lancée.

Nous approuvons les priorités définies dans le programme Action pour le maintien de la paix Plus, qui visent notamment à garantir la coordination autour d'une stratégie politique, à veiller à ce que les soldats de la paix disposent des capacités et de l'état d'esprit adéquats et à faire en sorte que les Casques bleus soient tenus de répondre de leurs actes. La coopération et l'appui des États Membres et des organisations régionales et sous-régionales en ce qui concerne ces nouvelles priorités permettront d'accélérer encore les progrès dans la réalisation des huit domaines thématiques de la Déclaration d'engagements communs.

La promotion des mesures de confiance et du dialogue entre les parties à un conflit est un autre facteur essentiel du règlement pacifique des différends. Les mesures de confiance passent par des accords entre les parties sur l'échange d'informations et la vérification des activités militaires, culturelles et politiques en rapport avec le conflit. Ce type de mécanisme permet d'atténuer la peur, l'anxiété et la suspicion entre les parties à un conflit et est indispensable pour renforcer la coopération et les partenariats en vue du règlement pacifique des différends.

Tout en appelant au renouvellement des engagements en faveur des mesures de confiance sous toutes leurs formes, nous estimons qu'il ne faut pas négliger l'aspect politique des mesures de confiance, car elles permettent de renforcer la confiance dans le système politique notamment par le partage du pouvoir, la réforme électorale et la décentralisation du pouvoir. Elles favorisent l'inclusion et facilitent les échanges politiques et la compréhension entre les parties à un conflit, ce qui contribue au règlement pacifique des différends.

Au niveau sous-régional, en sa qualité de Président en exercice de la CEDEAO, le Ghana continue de coopérer et de mener des interventions visant à apporter la stabilité dans la sous-région, y compris notre rôle dans la mise en place du Gouvernement de transition au Mali, qui a apporté une certaine normalité dans le pays. Le rôle de médiation joué par le Président Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, avec le soutien d'autres chefs d'État, face aux crises politiques dans la sous-région, est un exemple du rôle qui peut être accompli grâce au leadership, à la coopération et au partenariat entre les parties prenantes pour briser les impasses régionales dans l'intérêt de la sous-région et du continent dans son ensemble.

Pour ce qui est de l'avenir, le Ghana se félicite de l'appel en faveur de l'organisation d'un dialogue avec les responsables du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et les chefs de diverses organisations régionales afin de discuter des moyens de créer des synergies entre les structures de médiation du système des Nations Unies et des organisations régionales. Cela permettra d'échanger des idées sur les différentes méthodes régionales, notamment l'approche de l'ASEAN en matière de règlement des conflits fondée sur le renforcement de la confiance et les approches promues par l'Union africaine et la CEDEAO, pour n'en citer que quelques-unes.

La mobilisation de tous les acteurs est essentielle pour renforcer la coopération et les partenariats. À cet égard, nous sommes favorables à la pleine intégration des femmes et des questions de genre dans tous les efforts de paix et de sécurité. Par conséquent, nous encourageons les États Membres à déployer davantage de femmes dans les opérations de paix afin de contribuer au règlement pacifique des conflits et de donner un sens aux deux décisions historiques sur l'autonomisation des femmes, à savoir la résolution 1325 (2000) sur les femmes et la paix et la sécurité et la Déclaration et le Programme d'action de Beijing.

En conclusion, le Ghana félicite le Viet Nam d'avoir organisé un débat sur ce sujet ô combien important. Nous assurons la présidence vietnamienne du Conseil et la communauté internationale de notre engagement, en notre qualité de Président en exercice de la CEDEAO, à continuer de promouvoir et d'appuyer les initiatives et les efforts visant à renforcer la coopération et les partenariats entre l'ONU et les autres groupes régionaux. C'est en effet le moyen le plus sûr de régler les conflits et de relever les autres défis mondiaux de notre époque par des moyens pacifiques.

Annexe 32

Déclaration de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le Guatemala tient à remercier la délégation de la République socialiste du Viet Nam, qui assure la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, d'avoir organisé ce débat public de haut niveau par visioconférence. Nous tenons également à remercier tous les intervenants de leurs exposés.

Ma délégation saisit cette occasion pour mettre en exergue le paragraphe 3 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies, qui a ouvert la voie au dialogue et au règlement pacifique des différends et qui a influencé les organisations régionales et sous-régionales depuis lors. Le Guatemala estime que la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est essentielle pour empêcher le déclenchement, l'escalade, la poursuite et la reprise des conflits. Les forums mondiaux et régionaux ont servi de cadres importants pour coordonner les mesures internationales visant à contrer les menaces pesant sur la paix et la stabilité.

Les organisations régionales et sous-régionales ont montré qu'elles avaient une meilleure compréhension des situations sur le terrain et qu'elles pouvaient donc être considérées comme des médiateurs et des facilitateurs plus légitimes, étant donné que les acteurs locaux sont susceptibles de faire preuve d'une plus grande détermination à conclure des accords et à mettre en œuvre leurs dispositions que des acteurs plus lointains. Ces organisations contribuent également à l'analyse conjointe et à la planification stratégique efficace des missions de maintien de la paix ou des missions politiques spéciales, ce qui permet de renforcer la cohérence entre leurs stratégies politiques, d'améliorer la coordination des efforts de consolidation de la paix et d'assurer la cohérence et la complémentarité de ces initiatives.

Le Guatemala accorde beaucoup d'importance au rôle que jouent les mesures de renforcement de la confiance, qui sont essentielles à la coexistence pacifique et à la coopération entre les États. C'est pourquoi, le 7 septembre 2005, sous les auspices de l'Organisation des États américains, il a signé avec le Belize un accord sur un cadre de négociations et de mesures de confiance. Grâce à cet accord, le Guatemala et le Belize ont soumis la *Revendication territoriale, insulaire et maritime du Guatemala* à la Cour internationale de Justice le 7 juin 2019 par voie de compromis.

Il y a 30 ans, le Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA) a été créé avec l'objectif fondamental de créer une région de paix, de liberté, de démocratie et de développement. Avec l'appui de l'ONU, il a accompagné le processus de pacification et de démocratisation de notre région et tracé la voie du développement durable. Il prévoit également de mettre en place un programme permanent de mesures de confiance pour les États de la région, grâce à son accord-cadre relatif à la sécurité démocratique en Amérique centrale.

Au cours du second semestre de 2021, le Guatemala assurera la présidence tournante du SICA, ce qui coïncidera avec la célébration du bicentenaire de l'indépendance de l'Amérique centrale, une étape historique qui a permis à nos pays modernes, libres, démocratiques et souverains de voir le jour. Ce sera l'occasion d'intensifier nos efforts d'intégration, et donc de renforcer notre capacité de relever les défis de cette période difficile.

Annexe 33**Déclaration de M. Mohammad Koba, Représentant permanent adjoint de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Viet Nam d'avoir organisé la réunion d'aujourd'hui. Nous remercions également les intervenants de leurs éclairages.

La réunion d'aujourd'hui nous donne l'occasion de mieux comprendre les meilleures pratiques utilisées par diverses organisations régionales et sous-régionales pour renforcer la confiance et le dialogue, et d'en tirer les enseignements. Les organisations régionales et sous-régionales sont d'importants éléments constitutifs de la paix, de la sécurité et du développement aux niveaux régional et mondial. C'est pourquoi l'Indonésie attache une grande importance au rôle essentiel que joue l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour garantir la paix et la stabilité dans notre région. Dans ce contexte, je voudrais souligner trois points pertinents.

Premièrement, en ce qui concerne la contribution collective de l'ASEAN à la paix et à la sécurité, l'Association a joué un rôle indiscutable pour empêcher que les situations qui se produisent dans notre région ne dégénèrent en conflit. Elle a développé une culture du dialogue et de la recherche du consensus comme moyen de réduire la méfiance et de préserver la paix et la stabilité. La promotion et le maintien de la paix et de la sécurité, ainsi que la coopération pour relever les défis traditionnels et non traditionnels, sont assurés par plusieurs mécanismes dirigés par ses soins.

L'ASEAN est également déterminée à régler les différends territoriaux et maritimes de manière pacifique, conformément au droit international. C'est ce que l'on appelle la « méthode ASEAN ». C'est pourquoi nous considérons qu'il y a beaucoup à apprendre de l'ASEAN et qu'elle sera capable de s'adapter aux nouveaux défis par un dialogue renforcé entre l'ONU et les autres organisations régionales.

Deuxièmement, en ce qui concerne la promotion des partenariats et de la méthode ASEAN, à mesure que notre monde devient plus interconnecté, le partenariat entre les pays d'une région et ceux qui lui sont extérieurs est vital. À cet égard, il me plaît de dire que le partenariat de l'ASEAN avec l'ONU englobe non seulement le pilier politique, mais aussi les volets économique et socioculturel. J'attends avec intérêt le renforcement du partenariat entre l'ASEAN et l'ONU sur diverses questions d'intérêt commun.

Nous cherchons à inciter les pays d'autres régions à coopérer avec l'ASEAN afin qu'ils puissent contribuer au maintien de la paix, de la stabilité et de la prospérité dans la nôtre. Nous nous réjouissons également de l'adhésion d'États au Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, qui sert de code de conduite pour régir les relations interétatiques dans la région.

L'Indonésie attache également une grande importance à la mise en œuvre effective du Traité sur la zone exempte d'armes nucléaires de l'Asie du Sud-Est et de son plan d'action, comme il est souligné dans la Vision 2025 de l'ASEAN. L'adoption des Orientations de l'ASEAN sur la région indo-pacifique, dont l'Indonésie est à l'origine, illustre notre détermination à assurer l'unité, la centralité et le leadership de l'ASEAN dans l'évolution du dispositif régional.

Troisièmement, en ce qui concerne la nécessité d'une approche globale, constructive et stratégique, la troisième Déclaration de concorde de l'ASEAN, adoptée en 2011 et connue sous le nom de Concorde III de Bali, souligne que l'ASEAN fait partie intégrante de la communauté mondiale qui cherche à répondre aux principales questions mondiales d'intérêt commun. Néanmoins, la construction de notre identité

socioculturelle en tant que région n'est pas un processus instantané, et la mise en œuvre d'une telle vision nécessite des pays de la région et d'ailleurs qu'ils œuvrent de concert sur des questions complexes et délicates.

L'ASEAN suit la situation au Myanmar avec la plus grande inquiétude. Elle reste mobilisée et continuera à déployer tous ses efforts pour aider à trouver une solution et assister le Myanmar de manière positive, pacifique et constructive, conformément à la Charte de l'ASEAN et à la Charte des Nations Unies.

Il est important que l'ONU, notamment le Conseil de sécurité et la communauté internationale, travaillent en synergie avec l'ASEAN afin de trouver des solutions en créant des conditions propices pour que toutes les parties s'engagent sur la voie de la communication, du dialogue et de la réconciliation. Au fil des ans, l'ASEAN a prouvé qu'elle pouvait apporter la paix, la prospérité et la solidarité dans sa région et au niveau mondial.

À l'avenir, nous envisageons un rôle plus important en partageant avec d'autres la méthode ASEAN pour s'attaquer aux questions d'intérêt commun. Nous faisons partie de la communauté mondiale. En tant que membres responsables de la société mondiale, nous continuerons à contribuer à la recherche de solutions aux défis mondiaux.

Annexe 34**Déclaration du Bureau de l'Observateur permanent de l'Organisation internationale de la Francophonie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : français]

Tel que consacré par la Charte de la Francophonie, les États et gouvernements membres de la Francophonie ont confié à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) la mission d'« aider à l'instauration et au développement de la démocratie, à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits, et au soutien à l'État de droit et aux droits de l'Homme ».

Cette action, pour prévenir et répondre aux crises et conflits dans les pays de l'espace francophone, est conduite en coopération étroite avec les partenaires internationaux, au premier rang desquels l'Organisation des Nations Unies.

La contribution de l'OIF à la paix et à la sécurité internationales a été mise en lumière lors du premier débat public du Conseil de sécurité sur la coopération entre l'ONU et l'OIF, organisé le 8 septembre 2020 par la présidence nigérienne du Conseil de sécurité (voir S/2020/893). L'intervention introductive de S. E. M^{me} Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de la Francophonie, a souligné les points suivants.

Organisation régionale au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, mais en réalité transnationale puisqu'elle regroupe 88 États et gouvernements présents sur les cinq continents, l'OIF est un creuset de la diversité culturelle, qui a fait de la coopération et de la solidarité les principes directeurs de son action, singulièrement dans les champs politique et diplomatique.

La Francophonie dispose en effet d'atouts spécifiques : la connaissance des contextes socioculturels et politiques des pays francophones, les liens de confiance établis avec les acteurs locaux et des réseaux d'expertise diversifiés, qui lui permettent d'intervenir avec agilité et au plus près des besoins.

Dans le cadre du débat public du Conseil de sécurité du 8 septembre 2020, la Secrétaire générale de la Francophonie a appelé à la mobilisation de tous les États et gouvernements membres pour que la diversité culturelle et linguistique soit pleinement considérée comme une valeur cardinale du système multilatéral. Dans ce sens, l'OIF a l'honneur de partager, en vue du débat public de haut niveau du 19 avril 2021, les réflexions et priorités suivantes en guise de contribution à la réflexion sur les voies et moyens de renforcer la confiance et le dialogue aux fins d'une plus grande efficacité de l'action de diplomatie préventive.

Premièrement, il convient de refonder l'importance des enjeux linguistiques et culturels dans l'action internationale en soutien à la prévention et à la résolution pacifique des crises et des conflits. La vitalité et l'effectivité du multilatéralisme dépendent de sa capacité à permettre un dialogue réel entre les États : le multilinguisme est au fondement d'un multilatéralisme effectif ; il permet de valoriser les diverses spécificités et expériences humaines, gages de la richesse du système multilatéral ; il est nécessaire au maintien des équilibres, à la dignité et à l'égalité de tous. Les instances internationales sont en effet vouées par essence au dialogue et à la négociation.

La bonne représentation géographique et linguistique, aussi bien que l'égalité femmes-hommes, sont les conditions de la confiance dans l'action multilatérale. Elles sont les conditions d'une action internationale véritablement comprise et acceptée des pays hôtes, comme des populations et sociétés civiles locales.

Les langues sont un outil essentiel pour rapprocher l'action internationale des populations. Elles ont un impact sur la substance et sur les politiques, et sont la condition de l'appropriation nationale des engagements pris à l'échelle internationale.

Deuxièmement, il conviendrait d'inscrire les efforts de prévention et de gestion des crises dans des dynamiques collectives et complémentaires pour plus d'efficacité, d'approfondir la compréhension des atouts de l'action de chaque organisation internationale et régionale, et de développer les partenariats entre organisations. La connaissance des spécificités et plus-values de chaque organisation internationale et régionale est un élément clef pour l'approfondissement des partenariats entre organisations, ainsi que pour l'efficacité de l'action internationale en faveur de la prévention et de la résolution des crises et des conflits.

L'approche concertée que la Francophonie privilégie est en parfaite cohérence avec le développement d'un « multilatéralisme en réseau » voulu par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. C'est précisément sur la base de ces valeurs que la Secrétaire générale de la Francophonie conduit des actions de diplomatie préventive, soit directement, soit en mobilisant des représentants et envoyés spéciaux, pour prévenir l'aggravation de tensions ou faciliter le dialogue entre les parties.

L'OIF est ainsi mobilisée depuis plusieurs années en République centrafricaine pour contribuer, aux côtés de ses partenaires sous-régionaux, régionaux et internationaux, à accompagner la dynamique de paix depuis 2012. Cette mobilisation se poursuit et s'intensifie dans le cadre du soutien international à la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine signé à Bangui le 6 février 2019.

Dans cet esprit également, la Secrétaire générale de la Francophonie a pris l'initiative d'associer le Président de la Commission de l'Union africaine et la Secrétaire générale du Commonwealth aux efforts de la Francophonie en faveur d'un règlement pacifique de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Les trois personnalités ont ainsi effectué une visite conjointe en novembre 2019 au Cameroun afin d'encourager la poursuite de la dynamique de dialogue impulsé par les autorités camerounaises à travers le Grand dialogue national de septembre/octobre 2019, et d'accompagner les partenaires camerounais. Ces efforts concertés se poursuivent, avec les Nations Unies.

La Francophonie est également engagée depuis 2019 pour rechercher les voies et moyens d'accompagner Haïti pour surmonter la crise multidimensionnelle qui frappe ce membre fondateur de l'OIF. Une récente mission d'information et de contacts, dépêchée par la Secrétaire générale début mars 2021, a rencontré toutes les parties prenantes haïtiennes pour les appeler à un dialogue constructif en vue d'organiser les prochaines échéances électorales.

Enfin, la Francophonie est également aux côtés du Mali pour accompagner le processus de transition en cours. La Secrétaire générale a nommé un Envoyé spécial pour suivre la situation dans ce pays. L'OIF agit en parfaite concertation avec les partenaires internationaux sur place – ONU, Union africaine, Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et Union européenne.

Au Sahel de manière plus large, l'OIF a inscrit sa mobilisation dans le cadre d'une coopération étroite avec le Secrétariat permanent du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) dans les domaines de la gouvernance, de la stabilité et de la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violents. Ce partenariat porte notamment sur la mise en place, en 2021, d'une radio pour la jeunesse au Sahel, qui émettra à destination des jeunes des cinq pays du G5 Sahel pour renforcer la citoyenneté et la participation des jeunes au débat public.

Troisièmement, il convient d'accompagner les processus démocratiques des États en puisant dans les ressources d'une coopération de proximité. L'OIF propose un soutien structurel aux institutions de ses États membres qui concourent à la démocratie, à l'état de droit et à la bonne gouvernance. Elle promeut une coopération de proximité, en s'appuyant sur un vivier d'expertises francophones consolidé grâce, notamment, au dispositif de ses réseaux institutionnels.

Il s'agit d'un dispositif unique qui regroupe des institutions judiciaires, de régulation et de médiation, ou encore de promotion et de protection des droits de l'homme. L'objectif est de permettre à l'OIF de s'appuyer en permanence sur un vivier dense de compétences et d'expertises susceptibles d'être rapidement mises à la disposition des États membres dans un esprit de « partage de bonnes pratiques ». Ce travail de fond contribue à consolider les cadres institutionnels indispensables au développement démocratique.

L'OIF est également très engagée en appui aux processus électoraux dans l'espace francophone. Les échéances électorales cristallisent en effet, dans nombre d'États membres, des tensions, au risque de générer des crises politiques majeures. L'OIF a donc développé un programme dédié pour accompagner et renforcer de manière structurelle les capacités des acteurs impliqués dans la préparation et la tenue des scrutins : commissions électorales, cours constitutionnelles, autorités de régulation des médias, acteurs politiques ou encore la société civile. Les actions de l'OIF visent à renforcer les capacités de ces acteurs, dans la gestion des phases clefs des processus électoraux, comme par exemple la consolidation des fichiers électoraux, la remontée des résultats ou le contentieux électoral, contribuant ainsi à favoriser la tenue d'élections libres, fiables et transparentes.

Annexe 35**Déclaration de M. Majid Takht Ravanchi, Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales occupe une place prépondérante dans la Charte des Nations Unies, laquelle attache une immense importance à la prévention des menaces contre la paix et au règlement pacifique des différends internationaux. Même si la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales est conférée au Conseil de sécurité, un rôle est également réservé, en vertu du Chapitre VIII de la Charte, aux accords ou organismes régionaux destinés à régler les affaires ayant un caractère régional.

Compte tenu des menaces croissantes qui pèsent sur la paix et la sécurité régionales et internationales, il convient donc de dûment envisager de recourir aux capacités des organisations régionales pour prévenir et régler pacifiquement les différends et conflits internationaux. De notre point de vue, le Conseil ne peut ignorer le potentiel que recèlent les accords régionaux en matière de prévention et de règlement des conflits, pas plus que ces derniers ne peuvent se substituer au Conseil. Il s'ensuit donc que recourir aux organisations régionales doit être considéré comme un moyen subsidiaire et complémentaire dont dispose le Conseil de sécurité pour s'acquitter des devoirs que lui confère la Charte.

Si l'on peut rappeler le rôle exemplaire joué par certaines organisations régionales dans l'instauration de la confiance, la promotion du dialogue et la prévention ou le règlement des différends internationaux au niveau régional, il est bien évident que la réussite de ces efforts dépend dans une large mesure des capacités techniques, professionnelles, juridiques et politiques réelles, entre autres, des organismes régionaux concernés. De même, l'indépendance, l'impartialité, le professionnalisme et l'approche fondée sur des règles de l'organisation régionale concernée sont eux aussi essentiels au succès et à l'efficacité des efforts qu'elle déploie pour renforcer la confiance et le dialogue au niveau régional.

Par conséquent, tous les accords ou organismes régionaux qui entendent entreprendre des activités autorisées en vertu du Chapitre VIII de la Charte doivent agir en pleine conformité avec la Charte, respecter strictement le principe de transparence et éviter studieusement la politisation et les approches sélectives. Il convient également de souligner que, aux termes du paragraphe 2 de l'Article 52 de la Charte, les activités autorisées en vertu du Chapitre VIII ne sauraient être entreprises que dans les situations touchant les membres des accords ou organismes régionaux concernés et, bien entendu, avec le consentement explicite des membres concernés.

En outre, ces accords ne doivent pas être utilisés abusivement par des membres qui chercheraient à imposer leur volonté aux pays de la région en question, qu'ils soient ou non membres de l'organisme régional concerné. En pratique, au lieu de renforcer la confiance, cela conduirait à la méfiance. Dans le même ordre d'idées, comme le stipule le paragraphe 1 de l'Article 53 de la Charte, « aucune action coercitive ne sera entreprise en vertu d'accords régionaux ou par des organismes régionaux sans l'autorisation du Conseil de sécurité ».

En plus des organisations régionales, les différents pays de la région ont eux aussi un rôle important à jouer pour lancer un dialogue régional, instaurer la confiance, régler les différends et prévenir et régler les conflits. Cela revêt la plus haute importance dans une région instable comme le golfe Persique, où il n'existe aucune organisation régionale regroupant tous les pays de la région.

Dans ce contexte, durant la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, le Président de la République islamique d'Iran a proposé l'initiative de paix d'Ormouz, connue en anglais sous le nom de HOPE, dont l'objectif est de lancer un dialogue véritable dans la région, avec la participation active et constructive de tous les pays de la région, sur la base du respect mutuel, de l'ouverture et de l'adhésion à des principes communs, notamment le dialogue, le respect mutuel, le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières internationales, le règlement pacifique de tous les différends, le rejet de la menace et de l'emploi de la force, la non-agression et la non-intervention dans les affaires intérieures ou extérieures d'autres États et le rejet de coalitions et d'alliances contre d'autres États ainsi que le refus d'y participer.

Cette initiative, qui a jusqu'à présent suscité des réactions positives de la part de plusieurs pays de la région, pourrait constituer une enceinte appropriée pour permettre à tous les États de la région du golfe Persique d'œuvrer ensemble à l'édification d'une région plus sûre, plus stable et plus prospère. La République islamique d'Iran est prête à s'engager pleinement dans le dialogue avec les pays de la région et l'ONU, dans le contexte de la résolution 598 (1987), pour examiner tous les aspects de l'initiative HOPE.

Annexe 36

Déclaration de la Mission permanente de l'Italie auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Italie s'associe à la déclaration de l'Union européenne (annexe 21).

L'Italie remercie le Gouvernement vietnamien d'avoir organisé ce débat public. L'intensification des initiatives de prévention des conflits en cette période difficile marquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) exige de mettre l'accent sur les avantages comparatifs qui font que les organisations régionales et sous-régionales sont mieux préparées pour activer les mécanismes d'alerte rapide et promouvoir des mesures de confiance et le dialogue.

L'Italie est convaincue que la construction de partenariats solides entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, sur la base du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, est essentielle à l'édification d'une architecture de paix effective et efficace. Les partenariats avec l'Union africaine (UA) et les communautés économiques régionales africaines sont particulièrement importants, car les crises sur le continent africain continuent de représenter la majorité des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

L'Italie souligne systématiquement la nécessité de continuer à renforcer les liens entre l'ONU et l'Union africaine sur la base du respect mutuel, de valeurs communes et des avantages comparatifs. La recherche de solutions durables et à long terme exige de renforcer l'appropriation africaine. C'est la raison pour laquelle l'ONU doit contribuer au renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. Il convient de souligner que l'Italie est pleinement déterminée à appuyer l'Architecture africaine de paix et de sécurité en mettant en place une aide financière et des programmes de formation et de renforcement des capacités.

À cet égard, il importe également de rappeler que l'Italie reste favorable à ce que l'on utilise des contributions prélevées par l'ONU pour financer des opérations de paix sous conduite africaine, pourvu que les normes appropriées soient respectées en termes de préparation des effectifs, de formation, de matériel, de transparence financière, de respect des droits de l'homme, de conduite et de discipline.

Dans ce contexte, il faut traiter la question de la présence de l'Afrique au sein des institutions des Nations Unies. Il est temps de mettre fin à l'injustice historique faite à l'Afrique au Conseil de sécurité. L'Italie, en tant que membre du Groupe du consensus, reconnaît que la demande de l'Afrique à être mieux représentée au sein d'un Conseil de sécurité réformé est justifiée et souhaite renforcer la coopération avec les pays africains sur la question importante de la réforme du Conseil de sécurité afin de le rendre plus représentatif, démocratique, responsable, transparent et efficace.

Si elle est entièrement favorable au renforcement de la relation stratégique entre l'ONU et l'UA, l'Italie tient également à souligner l'importance de la coopération triangulaire entre l'ONU, l'Union européenne (UE) et l'UA, qui s'est déjà avérée très efficace sur le terrain. Cette coopération triangulaire doit être renforcée.

L'ONU et l'Union européenne ont une longue histoire de coopération en matière de prévention des conflits et de consolidation de la paix. L'UE et ses États membres jouent un rôle vital, appuyant l'ONU depuis sa création et promouvant un ordre international basé sur des règles. L'Italie appuie pleinement le renforcement de cette relation, en tenant compte de la complémentarité des actions des deux organisations, dans le cadre du partenariat stratégique en matière de gestion et de prévention des crises.

L'Italie croit dans un partenariat solide entre l'ONU et l'OTAN, dont la pertinence a récemment été rappelée dans la déclaration publiée par les Ministres des affaires étrangères des États membres de l'OTAN les 23 et 24 mars, ainsi que dans le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), que nous avons promu activement durant notre présidence de l'OSCE en 2018.

Il convient également de rappeler la coopération à long terme entre l'ONU et le Conseil de l'Europe. Les valeurs et les objectifs des deux organisations sont clairement complémentaires, en particulier leur lutte pour la démocratie, l'état de droit et la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Lorsqu'elle assumera la présidence du Comité des Ministres plus tard cette année, l'Italie s'emploiera à renforcer cette relation.

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a montré qu'elle était un acteur important dans la promotion de la confiance entre ses États membres et avec d'autres partenaires. En tant que partenaire de développement de l'ASEAN, l'Italie est prête à appuyer le renforcement de la coopération entre l'ONU et l'ASEAN.

Enfin, il convient de noter qu'une collaboration efficace entre l'ONU et les organes régionaux doit être davantage axée sur la dimension de la prévention. À cet égard, nous réitérons le plein appui de l'Italie au programme de réforme du Secrétaire général et à la mise en œuvre de son agenda pour la paix dans le cadre d'une vision cohérente et globale, basée sur une approche holistique qui couvre les piliers de la sécurité, des droits de l'homme et du développement. Seule une ONU renforcée pourra jouer efficacement son rôle charnière au sein du système multilatéral visant à promouvoir la paix et la sécurité, les droits de l'homme et un développement durable et inclusif.

Annexe 37

Déclaration de M. Ishikane Kimihiro, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette importante réunion, et je remercie les intervenants de leurs observations éclairantes.

Plus d'une année s'est écoulée depuis l'apparition de la maladie à coronavirus (COVID-19), qui continue de poser une grave menace pour la sécurité humaine. Compte tenu de l'impact considérable de la pandémie, une des mesures les plus pressantes à prendre pour la communauté internationale aurait dû être la pleine mise en œuvre du cessez-le-feu mondial demandé par le Secrétaire général et des résolutions ultérieures du Conseil de sécurité. Malheureusement, dans trop d'endroits, cela n'a pas été le cas. En tant qu'un des initiateurs de la déclaration d'appui à l'appel du Secrétaire général, à laquelle ont adhéré 172 États Membres et observateurs, le Japon appelle une fois de plus toutes les parties à des conflits à respecter scrupuleusement le cessez-le-feu mondial, avec l'aide des organisations régionales et sous-régionales, le cas échéant.

De fait, des synergies importantes peuvent être créées aux fins du règlement pacifique des différends locaux si l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales déploient des efforts complémentaires, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies. Même durant la pandémie, des efforts notables ont été déployés dans ce contexte. Par exemple, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a prodigué ses bons offices pour faire face à la situation au Mali l'été dernier tout en collaborant étroitement avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali. La coopération entre l'ONU et l'Union africaine au Darfour et en Somalie est un autre bon exemple. Le Japon félicite l'Union africaine et les organes sous-régionaux en Afrique, notamment la CEDEAO et l'Autorité intergouvernementale pour le développement, des efforts intenses qu'ils déploient en vue de réaliser la paix et la stabilité sur le continent, en partenariat avec l'ONU et les autres partenaires internationaux.

Le Japon est favorable au renforcement du rôle des organismes régionaux et sous-régionaux dans le maintien de la paix et de la sécurité, conformément aux principes défendus par l'ONU, tels que le règlement pacifique des différends et la primauté du droit. Nous pensons que ces entités, ainsi que les peuples et les gouvernements des pays concernés, peuvent et doivent jouer un rôle indispensable dans la pérennisation et le renforcement de la paix et de la stabilité en facilitant les mesures de confiance et en contribuant au renforcement des capacités et des institutions.

Depuis son lancement à la septième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 2019, le Japon promeut la Nouvelle approche pour la paix et la stabilité en Afrique (NAPSA) et appuie les organismes régionaux et sous-régionaux africains. En rejoignant la Coalition pour le Sahel, nous avons annoncé, à sa réunion ministérielle du mois dernier, un nouveau programme d'assistance humanitaire et d'aide au développement d'environ 80 millions de dollars. Le Japon soutient également les centres de formation au maintien de la paix et contribue à la mise en valeur des ressources humaines dans les secteurs de la police et de la justice dans de nombreux pays africains. Dans la perspective de la TICAD-VIII, qui se tiendra en Tunisie l'année prochaine, le Japon continuera d'appuyer les efforts déployés par l'Afrique dans le cadre de la NAPSA.

En 2019, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) a publié les « Orientations de l'ASEAN sur la région indo-pacifique », qui visent à renforcer la confiance stratégique dans la région. Le Japon et l'ASEAN ont réaffirmé que les orientations et le concept japonais d'une région indo-pacifique libre et ouverte

partagent des principes fondamentaux, et le Japon appuie pleinement ces orientations. Le Japon et l'ASEAN travailleront en étroite collaboration en faveur de la paix et de la stabilité, notamment en matière de prévention et de règlement des conflits dans la région. Ce mois-ci, le Japon et le Viet Nam ont coorganisé la réunion du Groupe de travail d'experts en opérations de maintien de la paix dans le cadre de la Réunion des ministres de la défense de l'ASEAN Plus. Les deux pays prévoient d'organiser un exercice conjoint sur les opérations de maintien de la paix en 2023, qui contribuera au maintien de la paix des Nations Unies. Le Japon a également appuyé la création et le fonctionnement du Centre de coordination de l'aide humanitaire de l'ASEAN pour la gestion des catastrophes au cours de la décennie écoulée, contribuant ainsi régulièrement à la paix et à la stabilité dans la région.

Enfin et surtout, le Japon apprécie et salue les efforts déployés par l'ASEAN pour régler la situation actuelle au Myanmar. Le Japon s'engage à assumer sa responsabilité, en étroite coopération avec ses partenaires dans la région et au-delà, pour favoriser le rétablissement rapide de la paix et le processus démocratique qui reflète les souhaits du peuple du Myanmar.

Annexe 38

Déclaration de M. Magzhan Ilyassov, Représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous exprimons notre gratitude à la présidence vietnamienne, qui a organisé et qui préside ce débat public sur le thème « Développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits ».

Le règlement des questions portant sur la paix, la sécurité et la prévention des conflits a toujours été une priorité pour le Kazakhstan, y compris lors de son mandat au Conseil de sécurité au cours de la période 2017-2018. Notre pays considère la question de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales comme une priorité essentielle dans le domaine de la sécurité internationale et de la prévention des conflits. Cette coopération revêt une importance particulière dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et d'une augmentation significative des tensions internationales.

C'est pourquoi il faut renforcer et mobiliser le rôle de premier plan que joue l'ONU dans les questions touchant à l'ordre mondial, d'où l'importance d'une coopération efficace entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales dans le domaine de la prévention des conflits. Les questions relatives à l'instauration d'un climat de confiance et d'une coopération mutuellement bénéfique entre les continents et les grandes organisations régionales, sous les auspices des Nations Unies, sont en cours d'actualisation.

Le Kazakhstan assure la présidence de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA) pour la période 2021-2022. La CICA est une instance multilatérale unique en son genre dont l'objectif est de créer sur le continent asiatique un espace sûr, par le dialogue, la coopération et les mesures de confiance entre les États membres. Actuellement, la CICA compte 27 États membres, qui représentent près de 90 % du territoire et de la population de l'Asie. Huit pays et cinq organisations internationales, dont l'ONU, y ont le statut d'observateur.

En ce qui concerne le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, la CICA, instance intergouvernementale, vise à contribuer au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous tenons à confirmer la pleine adhésion de la CICA aux principes énoncés dans la Charte et au droit international, fixée dans l'Acte d'Almaty. La CICA a le statut d'observateur à l'Assemblée générale depuis 2007. La CICA a signé un mémorandum d'accord avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et participe régulièrement aux activités d'organismes des Nations Unies tels que la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

La polyvalence et l'inclusivité se révèlent de la plus haute importance après l'époque de l'unilatéralisme qui n'a manifestement pas réussi à guider la communauté internationale face aux menaces sans précédent auxquelles le monde est actuellement confronté. La pandémie de COVID-19 et les changements climatiques ne sont que deux des nombreux problèmes mondiaux qui ne peuvent être réglés unilatéralement. Le renforcement de la confiance comme outil de diplomatie préventive, le règlement pacifique des différends et la coopération multilatérale sont au cœur de l'approche adoptée par la CICA pour contribuer à la réalisation des objectifs de l'ONU dans le domaine de la sécurité mondiale.

Le Kazakhstan, Président de la CICA, accorde une attention particulière à la mise en œuvre du Catalogue CICA des mesures de confiance afin de mobiliser des

fonds et des efforts pour la transformation économique structurelle, la diversification des exportations et le relèvement après la pandémie de COVID-19. Le Catalogue est un outil fondamental pour la promotion des buts et objectifs de la CICA. Les questions du développement de la coopération dans le domaine de la sécurité épidémiologique, de la protection de la santé publique, des produits pharmaceutiques, de la numérisation, ainsi que de l'expansion de l'interaction humanitaire et sociale dans le format de la CICA, sont actualisées à la lumière de l'évolution récente de la situation.

Compte tenu de l'évolution de la situation en Asie, la CICA va promouvoir les processus mondiaux et les programmes de l'ONU, en particulier le Programme 2030, avec ses 17 objectifs de développement durable, et la décennie d'action et de réalisations en faveur du développement durable, en se concentrant sur la promotion de l'autonomisation des femmes et des jeunes ainsi que sur l'atténuation des changements climatiques. Par conséquent, les mesures prises par les États membres de la CICA contribueront aux efforts déployés par l'ONU dans ce sens. La mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies est essentielle à cet égard, comme l'a mentionné le Secrétaire général adjoint chargé du Bureau de lutte contre le terrorisme, S. E. M. Vladimir Voronkov, dans son message vidéo adressé aux participants de la conférence organisée par la Mission permanente du Kazakhstan auprès de l'Organisation des Nations Unies et par la CICA sur le thème « Comment renforcer la confiance en Asie et faire en sorte que la CICA soit davantage capable de s'adapter aux défis du XXI^e siècle », qui a réuni les pays membres et les observateurs de la CICA ainsi que le Groupe de l'Asie et du Pacifique.

Les États membres de la CICA sont déjà en train de négocier l'élaboration finale du plan d'action de la CICA pour la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes convaincus que le plan d'action proposé par la CICA permettra aux États membres de coordonner leurs efforts de lutte contre le terrorisme.

Le nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général, António Guterres, le programme de désarmement et la réforme du maintien de la paix sont tout aussi significatifs, compte tenu de l'importance de ces questions pour la région de la CICA. Le Kazakhstan a prévu d'organiser des discussions pour échanger des vues sur le nouvel Agenda dans le domaine du désarmement et de la réforme de la paix.

Nous pensons que l'interaction entre la CICA et l'ONU a le potentiel d'atteindre un niveau de coopération plus élevé dans le contexte de l'action conjointe de l'ONU avec les organisations régionales et sous-régionales dans le domaine de la prévention des conflits.

Le Kazakhstan, État initiateur et Président de la CICA, s'efforcera de renforcer le rôle unificateur de la coopération mutuellement bénéfique entre l'ONU et les pays asiatiques.

Annexe 39

Déclaration de M^{me} Amal Mudallali, Représentante permanente du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous remercions la Mission permanente du Viet Nam d'avoir organisé ce débat public, et nous en profitons pour exprimer notre gratitude au Président du Viet Nam qui préside le débat. Nous remercions également le Secrétaire général, M. António Guterres, et l'ancien Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de leurs exposés très utiles.

Fervent défenseur du multilatéralisme au service de la paix, le Liban estime que le développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en est une composante essentielle. Les accords régionaux, comme prévu par le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, font partie des outils utilisés aux fins du maintien de la paix et de la sécurité. L'ancien Secrétaire général Boutros Boutros-Ghali a dit un jour :

« L'action régionale [...] pourrait non seulement rendre plus légère la tâche du Conseil, mais contribuer également à la création d'un sentiment plus fort de participation, de consensus et de démocratisation en ce qui concerne les affaires internationales ».

Le renforcement de la coopération peut mieux contribuer à la prévention active et au respect des obligations internationales et peut davantage favoriser le règlement des conflits. Depuis la création de l'ONU, l'histoire est émaillée d'exemples d'une telle coopération de la part des organisations régionales en cas de conflit dans toutes les régions du monde. Il suffit de mentionner le rôle décisif de la Ligue des États arabes dans la conclusion, en 1989, des Accords de Taëf, qui ont mis fin à 15 années de guerre civile sanglante au Liban. Plus récemment, cette coopération et cette solidarité se sont le mieux manifestées au lendemain de la tragique explosion au port de Beyrouth.

Comme il a été maintes fois répété, les organisations régionales et sous-régionales ont des connaissances spécifiques et des points de vue uniques, et le renforcement des partenariats s'est avéré utile et efficace.

En jouant davantage en faveur de la prévention active, les mesures de confiance et les efforts de règlement des conflits, la coopération doit viser à s'attaquer aux causes profondes des conflits et à promouvoir le renforcement des institutions. Elle doit garantir une participation inclusive et faire une place à la société civile, aux organisations dirigées par des femmes et des jeunes, ainsi qu'au monde universitaire, car ceux-ci jouent un rôle clef dans la promotion d'une culture de prévention.

Depuis le début de la pandémie, le système multilatéral n'a pas été à la hauteur des attentes. La Charte des Nations Unies, qui a vocation à encourager l'action collective en cas de besoin urgent et de crise aiguë, comme celle que nous traversons, est compromise chaque jour par l'absence de riposte vigoureuse à la pandémie, laquelle se traduit par une campagne de vaccination mondiale à deux vitesses.

Le déploiement de la vaccination est sans aucun doute un domaine où le renforcement de la coopération est aujourd'hui plus opportun, plus nécessaire et plus urgent que jamais. La coopération régionale peut faciliter la coopération mondiale et la rendre plus solide et plus fructueuse. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) nous a montré que seuls le travail et la coopération au niveau régional peuvent produire des solutions au niveau mondial. Il s'agit d'une épreuve déterminante pour notre époque, et nous ne pouvons pas nous permettre d'y échouer.

Annexe 40**Déclaration de M. Georg Sparber, Représentant permanent adjoint du Liechtenstein auprès de l'Organisation des Nations Unies**

L'action efficace des organisations régionales et la coopération avec ces dernières sont indispensables à l'efficacité du Conseil de sécurité. Ainsi qu'il a été indiqué dans de précédentes communications soumises au Conseil, un changement radical est nécessaire dans la manière dont cet organe conçoit son approche de la prévention et du règlement des conflits, ainsi que dans ses moyens d'action. En tenant compte de l'ensemble du cycle d'un conflit, le Conseil peut contribuer plus tôt et plus efficacement à la prévention en adoptant un paradigme de sécurité plus global dans ses travaux. La défense des droits de l'homme, la promotion de la réalisation des objectifs de développement durable et la lutte contre le changement climatique doivent toutes être considérées comme des investissements précoces dans le renforcement de la sécurité de chaque personne, et donc comme un investissement dans la paix.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a permis de mettre davantage en évidence la nécessité de considérer la sécurité humaine comme le point de départ des travaux du Conseil de sécurité. Elle a également souligné que la solidarité, l'unité, la transparence et l'intensification de la coopération internationale et multilatérale efficace étaient indispensables pour faire face à la pandémie et à ses conséquences. Jamais autant de personnes ne se sont senties aussi peu en sécurité en même temps. Pour remédier à cela, le Conseil pourrait notamment contribuer aux discussions à l'échelle du système sur les effets négatifs de la pandémie sur la sécurité, y compris, mais la liste n'est pas exhaustive, dans les domaines du climat et de la biodiversité, de la pauvreté et de la faim, de la santé, de l'éducation, de l'égalité des sexes, de la liberté d'expression et d'information et de la vie privée.

L'approche globale de la sécurité humaine suppose que le Conseil de sécurité ait une vue d'ensemble plus complète. À cette fin, une coopération étroite avec les organisations régionales et sous-régionales est indispensable. Les solutions qui s'appuient, dès que possible, sur le contexte local ont toutes les chances d'apaiser les tensions et de réduire les conflits. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), dont l'approche globale pour la sécurité englobe tous les stades du cycle de conflit, nous le montre. Le Liechtenstein souhaite, en particulier, saluer le travail du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales qui, en décelant au plus tôt les tensions, peut désamorcer les problèmes potentiels avant qu'ils ne dégénèrent en conflit. Pour ce qui est de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), le Liechtenstein salue le rôle clef qu'elle joue pour remédier à la détérioration de la situation au Myanmar, lequel rôle a, en outre, été encouragé dans les textes récents du Conseil. Les organisations régionales et sous-régionales peuvent également œuvrer de concert avec le Conseil afin d'accorder plus d'importance à leurs priorités thématiques communes, telles que la question des femmes et de la paix et de la sécurité, qui est une priorité de l'actuelle présidence suédoise de l'OSCE.

Le Liechtenstein s'intéresse tout particulièrement depuis longtemps à la prévention et au règlement des conflits liés aux questions d'autodétermination, qui résultent souvent de tensions entre communautés au sein d'un État. Les conflits liés à l'autodétermination représentent environ 50 % des conflits armés depuis les années 60. Par conséquent, il est manifestement impératif de traiter les questions d'autodétermination comme une source potentielle de conflit. Veiller à faire respecter les droits de l'homme des groupes minoritaires, trouver, au besoin, des formes appropriées d'autoadministration au sein d'un État et garantir la participation inclusive des communautés concernées à la prévention des conflits sont autant de moyens qui peuvent permettre à la communauté internationale de contribuer à régler

cet aspect très répandu, mais souvent politiquement sensible, des conflits. À cet égard, il importe que les organisations régionales et sous-régionales interviennent et engagent un dialogue au plus tôt ; leur capacité d'intervention rapide et leur connaissance des contextes historiques nuancés et des perspectives des situations concernées peuvent donner lieu à des formes plus durables de prévention et de règlement des conflits.

Annexe 41**Déclaration de la Mission permanente de Malte auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Malte remercie le Viet Nam, en tant que Président du Conseil de sécurité, d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui sur le thème « Développement de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales en vue de renforcer la confiance et le dialogue dans le cadre de la prévention et du règlement des conflits ». Nous remercions également les intervenants d'aujourd'hui de nous avoir fait part de leurs précieuses observations et expériences.

Le rôle des organisations régionales dans le règlement des différends locaux est défini au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, et il est mentionné dans des résolutions du Conseil de sécurité et des déclarations de sa présidence. Malte a pleinement conscience du rôle irremplaçable que les organisations régionales et sous-régionales doivent jouer dans la prévention et le règlement pacifique des différends. Elles font partie intégrante du système multilatéral et peuvent y contribuer de manière significative grâce à leur connaissance sans pareil de leur région et de son histoire.

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis un peu plus en évidence la nécessité d'une coopération accrue, l'intérêt d'une réponse collective et l'importance de la confiance entre les pays. Dans ce contexte, nous nous félicitons également des débats tenus sous différentes présidences au cours des derniers mois par le Conseil de sécurité sur la relation entre l'ONU et certaines organisations régionales et sous-régionales.

Le multilatéralisme reste le meilleur outil à notre disposition pour relever les défis et les menaces actuels et futurs pour la paix et la sécurité internationales. Afin d'optimiser nos efforts, nous devons nous assurer que le système multilatéral fonctionne de manière intelligente et efficace et utilise les capacités de tous les acteurs pour compléter l'action de l'ONU et du Conseil de sécurité.

La communauté internationale doit redoubler d'efforts dans le domaine de la prévention des conflits, de manière collective et inclusive. Les mesures de confiance sont d'une importance capitale dans ce domaine, car elles permettent de désamorcer les tensions existantes, de promouvoir le dialogue et d'instaurer la confiance. Une évolution en ce sens permettrait de renforcer la capacité de l'ONU à prévenir plutôt qu'à réagir. Les organisations régionales ont un rôle important à jouer dans l'instauration de la confiance entre les pays et dans la promotion et l'examen de questions importantes, telles que les droits de l'homme, l'égalité des sexes et les conséquences des changements climatiques. Elles peuvent également jouer un rôle essentiel en soulignant l'intérêt d'investir dans la prévention et en expliquant les avantages aux gouvernements et aux citoyens. La paix et la sécurité mondiales ne cessent d'être remises en question, raison pour laquelle il est important que le Conseil continue de travailler côte à côte avec les organisations régionales de sécurité, de renforcer les partenariats et de s'appuyer sur leurs compétences.

Épine dorsale de la coopération en matière de sécurité dans la région euro-atlantique, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est une organisation d'une valeur inestimable par laquelle le dialogue et les négociations peuvent être encouragés. On le voit clairement dans le rôle de premier plan joué par l'OSCE dans les efforts de médiation au sein du Groupe de contact trilatéral, du Groupe de Minsk, des discussions internationales de Genève et des pourparlers menés selon la formule « 5+2 ». Il est également important de rappeler que la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine est la seule mission d'observation dans le pays dont la présence et le mandat sont acceptés à la fois par l'Ukraine et la Russie.

Malte salue l'accord qui a été conclu en décembre 2019 entre l'OSCE et l'ONU pour compléter le Cadre de coopération et de coordination de 1993, les deux institutions s'engageant à poursuivre leurs efforts conjoints pour faire face aux défis pressants pour la paix et la sécurité, ainsi que pour promouvoir les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

Nous nous félicitons de constater qu'au cours des dernières années, les relations de travail entre les envoyés de l'Union africaine et l'ONU, y compris dans le cadre de missions sur le terrain et hors mission, se sont considérablement améliorées. Nous appuyons cette évolution et espérons que les relations avec l'Union africaine continueront à être consolidées. Il en va de même de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui a noué des relations de travail avec plusieurs organismes des Nations Unies dans différents domaines et sur diverses questions thématiques, tels que l'égalité des sexes, les changements climatiques, le maintien de la paix, les droits de l'homme, les questions humanitaires et le développement.

Malte est convaincue que les organisations régionales ont un rôle important à jouer dans la promotion de la paix et de la sécurité. Il ne fait aucun doute que le savoir-faire et les connaissances locales des organisations régionales peuvent contribuer à l'action du Conseil de sécurité en matière de prévention et de règlement des conflits par la promotion de mesures de confiance à l'échelle de la région. Nous considérons que de telles initiatives sont essentielles pour renforcer plus encore la coopération, ce qui pourrait créer de nouveaux moyens de rester réactifs et pertinents en matière de maintien de la paix, de prévention et de règlement des conflits.

Annexe 42**Déclaration de M. Munir Akram, Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je remercie le Viet Nam d'avoir organisé le présent débat public du Conseil de sécurité.

Les délibérations d'aujourd'hui concernant le rôle du renforcement de la confiance et du dialogue dans la prévention et le règlement des conflits viendront certainement enrichir le répertoire des outils et des bonnes pratiques disponibles au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, qui prévoit des relations de travail solides entre le Conseil de sécurité et les mécanismes régionaux de maintien de la paix et de la sécurité.

Au cours des sept dernières décennies, le rôle joué par les organisations régionales, interrégionales et sous-régionales dans la prévention des conflits et l'alerte précoce, le dialogue et la médiation, ainsi que le rétablissement et la consolidation de la paix, s'est progressivement accru.

Si la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales incombe au Conseil de sécurité, dans le cadre du Chapitre VIII de la Charte, les organisations régionales et sous-régionales continuent de compléter et de suppléer le rôle du Conseil.

Les organisations régionales et certaines organisations interrégionales ont des perspectives singulières et une compréhension plus approfondie des conflits locaux, des réalités politiques et des normes culturelles, ce qui leur donne souvent un avantage comparatif dans le domaine de la prévention et du règlement des conflits. Dans de nombreux cas, elles jouissent de la confiance des parties à un litige et ont de l'influence sur elles, ce qui contribue à la médiation et aux mesures de confiance.

Parallèlement, la coopération entre l'ONU et les organisations régionales exige une stratégie dynamique pour combler les lacunes en matière de capacités requises et assurer un financement prévisible et durable. Elle nécessite aussi souvent un dialogue étroit avec le Conseil de sécurité et les entités des Nations Unies afin d'harmoniser leurs contributions et de créer des effets de synergie.

Le partenariat toujours plus étroit avec l'Union africaine sur les questions relatives à la paix et à la sécurité en Afrique constitue l'un des meilleurs exemples de coopération entre l'ONU et les organisations régionales. Ce partenariat continue de jouer un rôle essentiel dans le traitement des situations de conflit sur le continent africain et a contribué de manière positive aux processus de paix et aux efforts de médiation dans des situations telles que celles de la République centrafricaine et du Soudan du Sud.

Dans la région des Grands Lacs, l'ONU, l'Union africaine, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté de développement de l'Afrique australe continuent de collaborer en tant que garants de la mise en œuvre de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région.

Plusieurs résolutions du Conseil de sécurité renforcent encore ce partenariat, notamment dans les domaines du dialogue et de la médiation. La résolution 2457 (2019), par exemple, reconnaît la contribution précieuse qu'apportent les capacités de médiation de l'Union africaine et encourage une plus grande coopération et collaboration avec le Comité consultatif de haut niveau chargé des questions de médiation, créé par le Secrétaire général, dans le domaine de la prévention et du

règlement des conflits en Afrique, y compris par l'éventuelle mise en place d'équipes conjointes de médiation.

À n'en point douter, les mécanismes institutionnels de l'ONU et de l'Union africaine chargés d'examiner les questions relatives à la prévention des conflits, à l'alerte précoce et à la médiation, notamment les réunions consultatives conjointes entre les membres du Conseil de sécurité et du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, peuvent servir de modèle à d'autres organisations régionales, interrégionales et sous-régionales.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui continue à appuyer les efforts de l'ONU en matière de prévention des conflits, de mesures de confiance, de médiation, de gestion des crises et de stabilisation post-conflit, en est un autre exemple.

Pendant la guerre froide, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, organisation qui a précédé l'OSCE, a joué un rôle important en offrant un forum de dialogue et d'instauration de la confiance, notamment dans les domaines du désarmement, de la non-prolifération et de la maîtrise des armements.

Étant donné la large composition et l'importance de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), il est nécessaire de renforcer davantage la coopération entre l'ONU et l'OCI afin de promouvoir la paix et la sécurité ainsi que le règlement des conflits conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

D'ailleurs, la résolution 75/16 de l'Assemblée générale, adoptée le 30 novembre 2020, prie l'ONU et l'OCI de continuer à coopérer dans leur recherche de moyens de régler les problèmes mondiaux, tels que ceux qui concernent la paix et la sécurité internationales, le désarmement et l'autodétermination, entre autres.

Toutefois, le succès des mécanismes régionaux, interrégionaux et sous-régionaux dans le contexte de la prévention des conflits, de la médiation et de l'instauration de la confiance varie d'une région à l'autre. Dans certaines parties du monde, les organisations régionales et sous-régionales se sont révélées soit inefficaces, soit incapables de contribuer concrètement à régler des différends de longue date ou latents et des situations d'occupation étrangère. Dans ces circonstances, le Conseil de sécurité doit s'acquitter de la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales qui lui incombe, en réglant ces conflits.

Le Pakistan facilite pleinement le processus de paix et de réconciliation afghan, notamment en appuyant les initiatives régionales et internationales à cet égard.

Nous sommes également un membre actif de l'Organisation de Shanghai pour la coopération et de la Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie, qui prônent le dialogue et la médiation.

Le Pakistan a toujours proposé et promu le désarmement régional, la maîtrise des armes classiques, et les mesures de confiance à l'échelle régionale.

Nous comptons sur le Conseil de sécurité pour établir l'inventaire de sa coopération et de ses échanges avec les organisations régionales, transrégionales et sous-régionales, afin de recenser les meilleures pratiques et les enseignements tirés de l'expérience susceptibles d'être appliqués pour apaiser les tensions, et de présenter des mesures de confiance, de médiation et autres qui puissent être appliquées plus largement pour prévenir les conflits et maintenir la paix et la sécurité dans diverses régions du monde.

Annexe 43**Déclaration de la Mission permanente du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : espagnol]

Nous remercions la présidence vietnamienne d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat de haut niveau, et savons gré aux éminents intervenants de leurs exposés très utiles. Leurs observations ont mis en évidence les progrès qu'il serait possible de réaliser en matière de prévention des conflits grâce à une coopération stratégique et plus systématique entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales.

Cultiver ce lien est particulièrement bénéfique alors que des conflits toujours plus complexes et multidimensionnels se font jour, exacerbés aujourd'hui par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et pour lesquels il est indispensable de procéder à une analyse exhaustive de leurs causes profondes et de faire en sorte que le Conseil joue un rôle plus proactif.

À cet égard, les instances d'intégration régionale et les pays voisins disposent d'avantages comparatifs indéniables du fait de leur connaissance des réalités de terrain, de leur proximité avec les parties concernées et de leur aptitude à se déployer plus rapidement et plus efficacement. En outre, le fait d'être géographiquement proche d'un conflit incite vivement à chercher un moyen de le régler.

L'un des exemples les plus évidents des avantages d'une telle approche est précisément le lien tissé entre l'ONU et l'Union africaine, qui a contribué à organiser des élections démocratiques dans divers États du continent, à apaiser les escalades de la violence, à relancer le dialogue dans des contextes de tensions et à assurer des transitions pacifiques.

Nous constatons cependant l'émergence de divers phénomènes graves et lourds de conséquences, pour lesquels la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales est encore balbutiante. Spécifiquement, nous pensons aux risques liés aux changements climatiques, puisque les sécheresses, inondations et autres manifestations d'insécurité hydrique alimentent sans cesse l'émergence de conflits, ce dont semble attester clairement la situation au Sahel. Nous pensons également au terrorisme, menace croissante exigeant une attention urgente et coordonnée.

Dans ces conditions, le Pérou estime qu'il est essentiel de continuer à s'investir dans les systèmes d'alerte rapide, au regard de leur potentiel important en matière de prévention, notamment dans les territoires qui ne figurent pas à l'ordre du jour du Conseil et dans les périodes marquées par des tensions particulières, comme en amont d'une élection et dans d'autres contextes politiques spécifiques propices au déclenchement d'un conflit. L'échange d'une information détaillée entre les différentes entités du système des Nations Unies et les organisations régionales et sous-régionales, information qui peut alors être transmise en temps voulu au Conseil de sécurité, en devient donc crucial.

Un autre domaine dans lequel nous encourageons une collaboration plus étroite est celui de l'analyse prospective, par exemple via la préparation de rapports conjoints entre le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et les instances régionales et sous-régionales compétentes.

Nous soulignons également qu'il importe qu'un partenariat renforcé soit axé sur le développement durable, moyen fondamental de prévenir les conflits et de construire des sociétés résilientes, notamment en favorisant des synergies qui

contribuent à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'initiatives connexes telles que l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

À cette fin, nous soulignons qu'il n'y a pas de meilleure activité préventive que la promotion de sociétés plus ouvertes et plus inclusives, dans lesquelles les femmes sont assurées d'une participation active, positive et innovante aux processus politiques et de consolidation de la paix, auxquels elles confèrent souvent une légitimité et une efficacité accrues. Nous saluons les progrès réalisés dans ce domaine par l'Union africaine, avec la création du Réseau des femmes africaines pour la prévention des conflits et la médiation et du Réseau des femmes d'influence en Afrique.

Dans le même sens, nous pensons qu'il est essentiel que la Commission de consolidation de la paix et les équipes de pays des Nations Unies aident davantage les autorités nationales et régionales à mettre en place des institutions inclusives qui soient conscientes des aspirations et attentes légitimes de la population et s'attellent à y répondre, et qui protègent et promeuvent ses droits humains.

Nous pensons en outre qu'une coopération renforcée entre les opérations de paix et les mécanismes d'intégration régionale est propre à contribuer concrètement à la prévention, par des actions conjointes visant, par exemple, à lutter contre le facteur d'aggravation de la fragilité qu'est l'exploitation illégale des ressources naturelles.

Enfin, le Pérou encourage un partenariat plus étroit entre les organisations régionales et sous-régionales des différents continents, laquelle est propre à déboucher sur des actions concrètes telles qu'un échange de renseignement et de meilleures pratiques, un appui technique et financier et le renforcement des capacités dans le domaine de la sécurité.

Annexe 44

Déclaration de M. Enrique Austria Manalo, Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies

En tant que membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), nous vous félicitons, Monsieur le Président, de votre leadership s'agissant de promouvoir la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales.

Comme l'a dit le Secrétaire général António Guterres dans son exposé du 30 janvier 2020 devant le Conseil de sécurité :

« En cette époque de défis de plus en plus complexes lancés à la paix et à la sécurité mondiales, les efforts multilatéraux de coopération et d'intégration, notamment des partenariats solides entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, sont essentiels » (*S/PV.8711, p. 2*).

Le maintien de la paix et de la stabilité internationales reste une gageure, d'autant que de nombreux pays et régions du monde sont toujours en proie à des tensions et à l'instabilité, lesquelles sont souvent liées à des conflits ethniques ou raciaux, à des différends entre États, à la criminalité transnationale ou au terrorisme, entre autres. Ces problèmes sont encore exacerbés par les menaces non traditionnelles qui pèsent sur la sécurité, ainsi que par des menaces nouvelles, comme la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) à laquelle personne n'était préparé, pas plus au niveau individuel qu'institutionnel.

Les menaces qui pèsent sur la sécurité sont souvent multidimensionnelles et, comme l'a souligné la présidence dans sa note de cadrage (S/2021/297, annexe), les organisations régionales et sous-régionales disposent d'avantages comparatifs tels que la proximité géographique, l'expérience et la connaissance fine des dynamiques locales.

Dans ce contexte, un défi pour l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, consiste à savoir quand se mobiliser et quand se mettre en retrait, mais aussi quand les contributions des organisations régionales et sous-régionales doivent être considérées comme indispensables avant qu'une mesure ou une résolution ne soit proposée à cet organe.

Comme l'indiquent les événements récents, nous devons peut-être officialiser la pratique qui consiste à faire participer les groupements régionaux et sous-régionaux pertinents à l'analyse des problèmes de sécurité qui les touchent de près. Nous pouvons nous appuyer sur les groupements régionaux et sous-régionaux pour déterminer plus efficacement les points sensibles. Nous pouvons mettre à profit la confiance mutuelle entre les membres des groupements régionaux et sous-régionaux pour générer un appui en faveur de propositions constructives en matière de prévention et de règlement des conflits.

S'agissant de la nécessité de renforcer les mesures de confiance et le dialogue, l'ASEAN estime que le régionalisme et le multilatéralisme constituent des principes et des cadres de coopération importants et que leur force et leur valeur reposent sur leur ouverture, le fait qu'ils sont basés sur des règles et l'accent mis sur l'intérêt et le respect mutuels. C'est ainsi que l'ASEAN parvient à maintenir la paix, la stabilité et la prospérité dans la région.

Nous avons la volonté commune de maintenir et de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans la région, ainsi que de régler les différends par des moyens pacifiques, en respectant pleinement les processus juridiques et diplomatiques et sans avoir recours à la menace ou à l'emploi de la force, conformément aux principes

universellement reconnu du droit international, y compris la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Néanmoins, au-delà de l'engagement politique à rechercher et promouvoir des relations basées sur la coopération, le régionalisme de l'ASEAN évolue et repose sur le dialogue et les consultations en vue de forger des consensus. L'importance primordiale accordée au dialogue et aux consultations en vue de parvenir à des consensus a permis aux États membres de l'ASEAN de s'attaquer aux problèmes qui touchent la région, d'élaborer des approches acceptables pour tous et de gérer les différends, ce qui leur permet d'aller de l'avant quelle que soit la diversité de leurs systèmes politiques, économiques et sociaux. Dans notre partie du monde, nous appelons cela la méthode ASEAN – une manière unique de traiter les problèmes qui est difficile à comprendre pour certains observateurs extérieurs mais que nous, membres de l'ASEAN, comprenons parfaitement.

En termes d'expériences et d'enseignements retenus, nous promouvons une sécurité durable dans la région en renforçant la confiance stratégique et mutuelle au sein de l'ASEAN et dans la région d'Asie et du Pacifique, ce à quoi contribue la réaffirmation des principes du Traité d'amitié et de coopération en Asie du Sud-Est, qui permet au groupe de récolter les dividendes de la paix. Avec un produit intérieur brut cumulé de 3 000 milliards de dollars, l'ASEAN représente 3,5 % de l'économie mondiale en valeur nominale.

Il est possible de mettre à contribution et de mobiliser le partenariat global ASEAN-ONU par le biais du Plan de mise en œuvre de la Déclaration conjointe sur un partenariat global entre l'ASEAN et l'ONU pour la période 2021-2025. Alors que le partenariat continue de défendre le rôle central que joue l'ASEAN dans l'évolution de l'architecture régionale, il vise également, entre autres choses, à « établir un partenariat efficace et à promouvoir une coopération plus étroite en matière de pérennisation de la paix, de mesures de confiance, de diplomatie préventive, d'action humanitaire et ... de consolidation de la paix ».

Nous reconnaissons qu'il importe d'organiser des réunions annuelles entre le Secrétaire général et le Bureau du Président de l'Assemblée générale durant les sessions ordinaires de l'Assemblée générale pour continuer de renforcer ce partenariat.

Les efforts que déploie l'ASEAN pour édifier sa communauté sont complétés et étayés par ses robustes partenariats extérieurs, notamment avec l'ONU. Outre le statut d'observatrice qui lui a été accordé à l'Assemblée générale, des modalités établies encadrent les relations entre l'ASEAN et l'ONU à plusieurs niveaux sur la base du principe d'avantage mutuel, et vont de l'interaction entre les secrétariats de nos organisations et de la réunion ministérielle ASEAN-ONU au sommet ASEAN-ONU, au cours duquel les dirigeants de l'ASEAN et le Secrétaire général de l'ONU participent à un dialogue stratégique. L'ASEAN et l'ONU peuvent s'appuyer plus avant sur ces modalités en continuant d'avoir des échanges constructifs sur les questions de sécurité, en particulier les menaces sécuritaires émergentes et non traditionnelles que nous rencontrons au fur et à mesure que le temps passe.

S'agissant des mesures visant à établir et renforcer la coopération entre les organisations régionales, il faut au préalable déterminer les problèmes de sécurité communs et ceux qui sont les plus pressants entre les régions et/ou en leur sein et qui ne sont pas couverts par les modalités de coopération existantes. Si un tel vide venait à exister, il serait absolument nécessaire de définir de nouvelles modalités de coopération entre les organisations régionales.

Il existe déjà des modalités de coopération entre les États Membres. Nous pouvons utiliser nos ressources plus efficacement en maximisant les modes de coopération existants plutôt qu'en recherchant de nouvelles plateformes d'échange.

Il est effectivement important de renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales afin de consolider la confiance et le dialogue en matière de prévention et de règlement des conflits. Un aspect fondamental de ces efforts suppose de maintenir un échange d'informations dynamique et de veiller à ce que toutes les décisions prises soient fondées sur des données exactes et actualisées et sur les dynamiques qui existent entre les principaux acteurs concernés. Nous tenons également à souligner et à réitérer le rôle primordial et central que jouent les organisations régionales et sous-régionales en proposant des moyens de remédier aux difficultés spécifiques qui se posent dans une région en matière de prévention et de règlement des conflits.

Annexe 45

Déclaration de la Mission permanente de la Pologne auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je souhaite adresser mes propres remerciements à la délégation vietnamienne pour avoir choisi la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales comme thème du présent débat public et pour avoir élaboré une note de cadrage détaillée (S/2021/297, annexe) sur le sujet.

La Pologne s'associe à la déclaration faite par l'Union européenne (annexe 21), qui souligne une reconnaissance croissante de la possibilité d'établir des relations productives entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales.

Nous partageons l'idée que les problèmes considérables rencontrés dans l'arène politique mondiale ont renforcé l'importance et le rôle des organisations régionales. Elles sont souvent mieux positionnées et équipées pour comprendre et traiter adéquatement les causes profondes des conflits armés dans leurs régions respectives. Les efforts que déploient l'Union africaine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est pour maintenir la paix et la stabilité régionales, notamment en élaborant un partenariat entre l'ONU et leurs régions en matière de maintien de la paix, illustrent clairement ce phénomène.

Nous ne devons pas oublier que les organisations sous-régionales jouent un rôle tout aussi important dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Les contributions vitales d'organisations telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté de développement de l'Afrique australe et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à la lutte contre les crises politiques et au règlement des conflits en Afrique sont indéniables.

L'Europe a le bilan le plus long et le plus étoffé en matière d'édification d'institutions de sécurité collective au niveau régional. Cela étant reconnu, l'Union européenne, l'OTAN, le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) continuent de jouer des rôles importants et influents dans les situations de conflit et d'après-conflit.

L'OSCE reste la principale organisation régionale de sécurité au sens du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies dans la zone euro-atlantique. Du fait de son ouverture, de son expérience et de ses instruments, ainsi que de sa perception unique, globale et coopérative de la sécurité, l'OSCE reste l'enceinte la mieux adaptée pour renforcer l'ordre de sécurité basé sur des règles dans sa zone de responsabilité.

La Pologne est convaincue de l'importance de la coopération régionale en matière de sécurité. Nous saluons les efforts entrepris par la présidence suédoise de l'OSCE. Nous appuyons également la coopération entre l'OSCE et l'ONU, car les contacts entre les deux organisations contribuent à la stabilité mondiale et régionale. C'est une relation mutuellement bénéfique basée sur la coordination des activités et l'échange d'expériences.

L'OSCE est un précurseur dans la promotion de mesures de confiance, qui se sont révélées très efficaces pour garantir la prévisibilité, réduire les risques et prévenir les conflits. Nous devons cependant nous rappeler que ces mesures ne peuvent pas accomplir grand-chose à elles seules. La volonté politique est absolument cruciale pour que ces mécanismes puissent fonctionner correctement.

La Pologne a contribué au maintien de la paix et de la sécurité internationales en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité en 2018-2019. Actuellement, nous siégeons au sein du Conseil des droits de l'homme pour la période 2020-2022. Dans le prolongement naturel de cet engagement, la Pologne présidera

l'OSCE en 2022. Nous travaillons actuellement sur les priorités détaillées de notre présidence, lesquelles comprennent une action sur l'ensemble des trois piliers : la dimension politico-militaire, la dimension économique et environnementale et la dimension humaine.

Les conditions de sécurité dans la région de l'OSCE restent complexes. De nombreux conflits ne sont toujours pas réglés, et de nouvelles sources de tensions apparaissent. L'objectif de la Pologne en tant que Présidente en exercice sera de tout mettre en œuvre pour rétablir la confiance ainsi que d'agir en tant qu'intermédiaire et médiatrice équitable entre les États participants.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer une fois de plus que nouer des liens étroits entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales est essentiel pour garantir des approches et des solutions multilatérales face aux problèmes mondiaux. Aujourd'hui, avec les ravages causés par la pandémie mondiale, cela semble plus pertinent que jamais. La Pologne est prête à appuyer davantage cette coopération afin qu'elle puisse réaliser son potentiel incontestablement inexploité. C'est dans notre intérêt à tous.

Annexe 46**Déclaration de M. Francisco Duarte Lopes, Représentant permanent du Portugal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Portugal s'associe à la déclaration prononcée par l'Union européenne (annexe 21) et, à titre national, voudrait faire les observations suivantes.

Nous félicitons la présidence vietnamienne du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat, qui est une occasion opportune de renforcer la nécessité constante de garantir le passage, au sein de l'ONU, d'une culture de réaction aux crises à une culture de prévention, comme cela a été promis en 2005 et réitéré à maintes reprises depuis lors.

La Charte des Nations Unies elle-même défend vigoureusement le concept de prévention, en appelant les États Membres à prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix et, avant tout, en exhortant les parties à régler leurs différends par des moyens pacifiques.

Dans ce contexte, la médiation est un outil fondamental pour la prévention et le règlement des conflits ainsi que pour la consolidation de la paix après un conflit, comme l'énonce le Concept sur la médiation pour la paix de l'Union européenne.

L'Union européenne est et restera un partenaire stratégique naturel de l'ONU dans la prévention des conflits et la gestion des crises, comme le soulignent les conclusions du Conseil sur la médiation de l'Union européenne en faveur de la paix, adoptées en décembre 2020. Les missions civiles relevant de la politique de sécurité et de défense commune de l'Union européenne peuvent jouer un rôle précieux dans l'appui à la médiation, en concertation avec l'ONU.

Les mesures de confiance ont une importance cruciale à toutes les étapes du processus de paix. Elles créent un environnement propice au dialogue et contribuent à jeter les bases d'une paix durable. Les Nations Unies peuvent faciliter l'adoption de telles mesures, en faisant appel à leurs opérations de paix et à leurs équipes sur le terrain et en soutenant les organisations régionales et sous-régionales dans cette entreprise.

Les mesures de confiance et autres mesures préventives doivent prendre en considération le lien qui existe entre sécurité, droits de l'homme et développement. En outre, elles doivent intégrer une perspective climatique dans la prévention des conflits, en reconnaissant le rôle que les changements climatiques peuvent jouer dans l'exacerbation des tensions et des conflits.

Cependant, aucune stratégie de médiation, de prévention des conflits ou de renforcement de la confiance ne sera fructueuse et complète si nous ne donnons pas aux jeunes et aux femmes les moyens d'agir, en veillant à ce qu'ils aient une place à la table de négociation à toutes les étapes des processus de paix. Des initiatives telles que FemWise-Africa illustrent bien la manière dont nous pouvons garantir la participation pleine, effective et efficace des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux actions de prévention.

Le nouveau niveau de complexité posé par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) en ce qui concerne la paix et la sécurité mondiales a encore souligné l'importance de nouer des partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales dans le cadre de nos efforts collectifs. Les organisations régionales contribuent à garantir l'appropriation locale et apportent une valeur ajoutée à l'action préventive grâce au partage de normes culturelles et d'expériences.

Dans le cadre de l'ONU, comme dans celui de l'Union européenne et de la Communauté des pays de langue portugaise, le Portugal réaffirme son attachement à la promotion du dialogue et de la paix, en étroite coopération avec d'autres partenaires régionaux et internationaux.

Annexe 47**Déclaration de M. Cho Hyun, Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir convoqué le débat public d'aujourd'hui, qui tombe à point nommé.

Je remercie de leurs exposés le Secrétaire général et tous les représentants des organisations régionales. Je suis particulièrement heureux de saluer la présence parmi nous de l'ancien Secrétaire général, Ban Ki-moon, que je remercie de nous avoir fait part de son appui et de son point de vue précieux.

Ma délégation voudrait souligner les trois points suivants.

Premièrement, compte tenu de l'interdépendance et de la complexité des crises mondiales actuelles, l'ONU doit forger des partenariats plus efficaces et plus solides avec les organisations régionales et sous-régionales, en vertu des dispositions du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies.

Grâce à leur proximité géographique et à leur compréhension approfondie des dynamiques régionales, les organisations régionales sont particulièrement bien placées, en tant que partenaires de confiance dotés de la volonté et de la capacité d'agir efficacement. Elles sont de plus en plus appelées à assumer davantage de responsabilités, et la coopération entre le Conseil de sécurité et des organisations régionales, telles que l'Union africaine, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), l'Union européenne, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et la Ligue des États arabes, n'a cessé de se renforcer.

Nous devons maintenant chercher des moyens de poursuivre sur cette lancée pour que ces partenariats soient plus constructifs, en leur apportant un appui accru pour répondre à la demande élevée.

L'Union africaine en est un parfait exemple. Ma délégation applaudit l'Union africaine pour les efforts qu'elle ne cesse de déployer en vue de garantir la paix et la stabilité dans la région, notamment par l'intermédiaire de l'initiative « Faire taire les armes », et nous réitérons notre appui à la vision stratégique de l'Union africaine énoncée dans l'Agenda 2063. Nous sommes favorables à des niveaux de coopération plus élevés entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, et nous soulignons la nécessité de veiller à ce que la coopération entre l'Union africaine et l'ONU en matière de paix et de sécurité repose sur une assise financière plus prévisible, soutenue et souple.

Ma délégation appuie la coopération croissante entre le Conseil de sécurité et l'ASEAN. À cet égard, nous saluons particulièrement les contributions des nouveaux membres de l'ASEAN au Conseil, à savoir le Viet Nam et l'Indonésie. Aujourd'hui, l'importance de ce partenariat est amplifiée en raison de la situation au Myanmar. Comme le soulignent les déclarations du Conseil de sécurité, nous appuyons fermement le rôle constructif de l'ASEAN, notamment par l'intermédiaire du prochain Sommet spécial des pays de l'ASEAN. Nous espérons que l'ASEAN jouera un rôle central pour stabiliser la situation au Myanmar, mettre fin aux souffrances des civils innocents et rétablir la démocratie et la paix dans le pays.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité a besoin d'un nouveau niveau de coopération avec les organisations régionales pour contrer les nouvelles menaces mondiales. Face à des problèmes inédits dont les implications peuvent ne pas sembler tout à fait claires, il importe de mettre en place très tôt un mécanisme de dialogue visant à renforcer la confiance entre les parties prenantes concernées. À cet égard, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses incidences sur les questions

de paix et de sécurité sont de plus en plus préoccupantes. Nous devons trouver une solution collective à ce problème collectif, et la coopération régionale s'avérera primordiale en la matière.

C'est pourquoi la République de Corée a lancé l'Initiative de coopération pour la sécurité sanitaire en Asie du Nord-Est, qui a tenu sa première réunion en décembre 2020 et sa deuxième réunion en mars 2021. Cette initiative vise à améliorer la communication et à renforcer la coordination afin de surmonter les crises de sécurité sanitaire transfrontalières. Ma délégation est d'avis que nous devons continuer à rechercher des possibilités de coopération régionale qui pourront contribuer à la paix et la prospérité régionales et mondiales et qui sont fermement ancrées dans les principes d'inclusion, d'ouverture et de transparence.

Comme il est reconnu dans la résolution 2457 (2019), les effets des changements climatiques sur la paix et la stabilité devraient constituer un autre domaine de coopération entre l'ONU et les organisations régionales. Nous pensons que la connaissance approfondie qu'ont les organisations régionales de l'environnement et des dynamiques connexes dans leur région permettra d'élaborer une réponse adaptée aux risques climatiques.

Troisièmement, nous soulignons les liens étroits existant entre paix, sécurité, développement et droits de l'homme, ainsi que la nécessité d'une approche globale de la consolidation de la paix qui tienne compte du caractère multidimensionnel des problèmes de paix et de sécurité. Comme elles jouent un rôle de premier plan dans les domaines de la paix, de la sécurité, du développement et des droits de l'homme dans leurs régions respectives, les organisations régionales ont beaucoup à offrir en la matière.

En outre, nous pensons que la Commission de consolidation de la paix de l'ONU peut également jouer un rôle important et efficace en tant qu'instance servant à mobiliser un large éventail d'acteurs concernés, en offrant des perspectives à long terme et en englobant l'ensemble du continuum de la paix. La Commission peut ainsi contribuer à renforcer la coopération entre le Conseil de sécurité, les organisations régionales et l'ensemble des Membres.

La République de Corée continuera à travailler avec l'ONU et la communauté internationale pour promouvoir une coopération entre l'ONU et les organisations régionales qui soit plus constructive et les renforce mutuellement.

Annexe 48**Déclaration de M. Ion Jinga, Représentant permanent de la Roumanie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La pandémie a de nouveau mis en évidence la nécessité de la coopération mondiale, régionale et bilatérale. Elle a prouvé une fois de plus que nous vivons tous dans un monde fortement interconnecté où un problème local peut rapidement dégénérer en un problème mondial qui appelle, en premier lieu, une capacité d'action locale et régionale.

Les auteurs de la Charte des Nations Unies ont vu loin en imaginant un monde où l'ONU et les organisations régionales travailleraient ensemble pour prévenir, gérer et résoudre les crises. Cette coopération unique en son genre entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales a toujours contribué à renforcer l'ordre international fondé sur des règles. Le Chapitre VIII de la Charte est plus pertinent que jamais, étant donné que de nombreuses organisations régionales et sous-régionales sont engagées de longue date dans la prévention des conflits, la médiation, le maintien et la consolidation de la paix, et que d'autres sont de plus en plus actives dans ces domaines.

Aujourd'hui, le rôle des organisations régionales est unanimement reconnu comme un moyen d'assurer la cohérence des initiatives visant à promouvoir la paix, la sécurité et le développement mondial. Les organisations régionales et sous-régionales ont des connaissances approfondies, des perspectives exceptionnelles et de solides réseaux locaux, qui sont essentiels pour la médiation, la planification d'une opération de maintien de la paix ou l'édification d'une paix durable.

Je voudrais rappeler que la première résolution adoptée par le Conseil de sécurité sur la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, à savoir la résolution 1631 (2005) du 17 octobre 2005, était une initiative roumaine. Récemment, la Roumanie, en tant que Présidente en exercice de l'Organisation de coopération économique de la mer Noire, a promu la résolution 75/12, portant sur la coopération entre cette organisation régionale et l'ONU, qui a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale le 23 novembre 2020.

Depuis son adhésion à l'ONU en 1955, la Roumanie a beaucoup investi dans la diplomatie préventive, la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la médiation. Au cours des 30 dernières années, mon pays a participé à 25 missions de maintien de la paix des Nations Unies, fournissant plus de 12 500 soldats, policiers et agents de protection rapprochée. La Roumanie figure aujourd'hui parmi les pays de l'Union européenne qui fournissent le plus de personnels de police servant sous le drapeau de l'ONU, et elle est le seul État Membre de l'ONU à fournir des unités de protection rapprochée chargées de protéger les hauts fonctionnaires de l'ONU dans les zones à haut risque.

Mon pays a toujours affirmé que les civils sont plus efficacement protégés dans les conflits armés lorsque nous collaborons et coopérons avec les organisations régionales et sous-régionales. Renforcer la coopération entre l'ONU et les autres organisations permet de réduire la fragmentation et est plus efficace que de travailler de façon cloisonnée, ce qui a trop souvent ralenti l'action et les mesures mises en œuvre pour répondre aux besoins sur le terrain. La coopération apporte une valeur ajoutée non seulement aux efforts visant à résoudre les crises, mais aussi à ceux destinés à prévenir les conflits et à renforcer la confiance.

En outre, on peut voir l'importance toute particulière que la Roumanie attache au sujet dont nous discutons aujourd'hui dans les priorités que nous avons définies lorsque nous avons présidé la Commission de consolidation de la paix de janvier 2018 à

janvier 2019. Elles consistaient à promouvoir une démarche régionale dans le travail de la Commission, à renforcer les partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales, notamment l'Union africaine, ainsi qu'avec les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, et avec les organisations de la société civile, et à mettre en œuvre des initiatives de consolidation et de maintien de la paix en soutenant les pays touchés par un conflit tout au long du processus, de la prévention à la reconstruction et au développement. Sous la présidence roumaine de la Commission, la coopération entre la Commission et l'Union africaine a été institutionnalisée pour la première fois, à l'issue d'un dialogue interactif qui s'est tenu entre la Commission et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine le 18 juillet 2018.

En sa qualité d'État membre de l'Union européenne, la Roumanie est désireuse de contribuer au renforcement des synergies entre l'Union européenne et l'ONU. En mai 2019, la Roumanie a organisé un séminaire intitulé « Coopération ONU-Union européenne/ organisations régionales dans le domaine des opérations de maintien de la paix et de la gestion des crises », afin de trouver des moyens pratiques d'accroître l'efficacité de la collaboration entre l'ONU et l'Union européenne ou d'autres organisations régionales dans le domaine des opérations de maintien de la paix en améliorant la coordination, l'allocation des ressources et la complémentarité des mandats.

La signature, en septembre, de l'Accord-cadre entre l'Union européenne et les Nations Unies pour la fourniture d'un soutien mutuel dans le cadre de leurs missions et opérations respectives sur le terrain constitue une avancée concrète dans la mise en œuvre de l'initiative Action pour le maintien de la paix et la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, car le renforcement des partenariats est essentiel à l'exécution efficace des mandats.

Un multilatéralisme fort et efficace ne peut exister qu'en tirant parti des avantages compétitifs des organisations régionales et sous-régionales. La Roumanie continuera de plaider pour un renforcement de la coopération entre l'ONU et ces organisations aux fins de la paix, de la prospérité et de la sécurité pour tous.

Annexe 49**Déclaration de la Mission permanente du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La République du Rwanda félicite la République socialiste du Viet Nam de son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril. Nous vous remercions d'avoir organisé cet important débat.

Le Rwanda rend hommage au Chef de l'État vietnamien et saisit cette occasion pour saluer l'habileté avec laquelle il a mené le débat d'aujourd'hui. Nous remercions également le Secrétaire général António Guterres et les autres intervenants de leurs exposés édifiants.

Ce débat intervient alors que l'architecture internationale actuelle de paix et de sécurité est soumise à de fortes pressions en raison de la complexité des menaces pesant sur la paix et la sécurité, auxquelles s'ajoutent les défis de santé publique liés à la pandémie de COVID-19.

La pandémie a dévoilé l'importance de la coopération et du partenariat entre les États Membres, l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, ainsi qu'avec les organisations internationales, les entreprises et d'autres entités. La situation a également démontré l'existence de disparités mondiales dans la lutte contre la pandémie.

La mise en place d'un partenariat efficace entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, fondé sur le principe d'égalité, est de la plus haute importance stratégique afin de créer un environnement propice à un dialogue efficace et à des mesures de confiance, en vue de trouver des solutions communes.

Le prix à payer pour régler les conflits, en atténuer les conséquences et surmonter les catastrophes humanitaires qui en découlent est bien plus élevé que ce qu'il en coûterait pour les prévenir. Le règlement des conflits par la médiation et le dialogue renforce les mesures de confiance en élargissant la plateforme de coopération entre les différents acteurs et parties prenantes.

Le dialogue est un outil de règlement des conflits et de transformation politique. Au Rwanda, au cours des dernières années, le dialogue national a rassemblé des représentants du Gouvernement central et des collectivités locales, ainsi que des membres du secteur privé, de la société civile et de la diaspora, afin de discuter de la trajectoire du pays. Le dialogue ouvre la voie à une conversation utile sur les questions sous-jacentes qui entravent le progrès socioéconomique du pays et permet de formuler les moyens de les aborder de manière holistique. Toutefois, il n'y a pas de formule passe-partout. Le dialogue facilite la prise en compte d'aspects importants de l'examen du dispositif de consolidation de la paix de l'Organisation des Nations Unies, réalisé en 2020, tels que l'inclusion, la transparence, l'appropriation et les processus de paix adaptés au contexte.

Les organisations régionales et sous-régionales sont mieux placées pour activer les systèmes d'alerte précoce en temps utile, et les consultations entre les États membres d'une sous-région sont plus pratiques et instantanées. Une meilleure compréhension de la dynamique régionale, souvent complexe, permet de créer un environnement propice à des mesures de confiance et à un dialogue efficaces. Il faut donc appuyer ces organisations et leur donner rapidement les moyens dont elles ont besoin avant que les différends ne dégénèrent en conflits tenaces.

Les partenariats qui sont noués pour mettre en œuvre des mesures de confiance et poursuivre le dialogue seront beaucoup plus efficaces s'ils ont un ancrage local et permettent de relier les compétences et les connaissances des femmes et des

jeunes et de tirer parti du savoir-faire et de l'expérience des institutions régionales et sous-régionales.

L'objectif principal des efforts visant à instaurer la confiance et à poursuivre le dialogue doit être d'amener les parties au conflit à régler leurs différends. Toutefois, cela ne veut pas dire soutenir l'une ou l'autre partie ni imposer une solution pour servir les intérêts des médiateurs.

Le dialogue et les mesures de confiance doivent permettre l'appropriation du processus par les populations locales. L'objectif est de jeter des ponts entre les communautés, de partager des perspectives et de découvrir de nouvelles idées sans que celles-ci ne leur soient imposées ou dictées. Cela permet à diverses voix de se faire entendre et aux différentes parties prenantes d'assumer une plus grande responsabilité quant aux résultats obtenus. Néanmoins, le dialogue doit être complété par d'autres formes de coopération diplomatique ou politique.

À cet égard, le processus doit s'articuler autour des concepts de médiation, de compensation, de réconciliation et de reconstruction, et s'enraciner dans l'environnement économique et le contexte sociopolitique, culturel et historique de chaque société, afin de mieux répondre aux réalités locales.

Outre le règlement des conflits, un aspect essentiel de l'appropriation du dialogue dans de nombreux contextes est la capacité de réunir un large éventail de parties prenantes dans le cadre d'un processus de délibération afin de pouvoir traiter les véritables moteurs du conflit.

Les résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015), respectivement, reconnaissent l'importance de la participation des femmes et des jeunes à la reconstruction de leur pays. Les femmes et les jeunes doivent être associés au processus de dialogue afin de renforcer la confiance, d'influer sur la prise de décision et de faciliter l'inclusion et l'autonomisation.

Le dialogue et les mesures de confiance sont des outils importants pour le règlement des conflits et l'instauration d'une paix pérenne dans les situations de conflit et d'après-conflit. Lorsqu'il s'agit de faciliter le dialogue et la médiation, le partenariat entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales doit permettre de définir le processus en fonction du contexte culturel et historique.

Afin de reconnaître et d'appuyer les efforts des organisations régionales et sous-régionales, le Rwanda souhaite partager quatre recommandations à l'attention du Conseil de sécurité.

Premièrement, le Conseil de sécurité doit reconnaître et soutenir fermement les efforts déployés par les organisations sous-régionales pour traiter les questions de sécurité transfrontières. Par exemple, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs a établi le Mécanisme conjoint de vérification élargi comme mesure de confiance pour les pays membres. Le Mécanisme joue un rôle majeur dans les enquêtes sur les incursions transfrontalières et les circonstances qui les entourent afin d'établir les faits à prendre en considération.

Deuxièmement, le Conseil de sécurité doit appuyer les efforts régionaux et sous-régionaux visant à neutraliser tous les groupes armés illégaux transfrontières opérant dans la région des Grands Lacs, en particulier dans l'est de la République démocratique du Congo. Le soutien du Conseil doit permettre de renforcer la coopération politique et diplomatique sous-régionale afin d'éviter une nouvelle crise dans la sous-région. La situation actuelle dans l'est de la République démocratique du Congo est principalement due à l'incapacité de l'ONU à arrêter les soldats et les Interahamwe entièrement armés, qui ont fui le Rwanda après le génocide contre les

Tutsis en 1994. Si des efforts avaient été faits à temps, cela aurait pu éviter la crise que nous connaissons aujourd'hui.

Troisièmement, l'ONU doit appuyer les efforts de consolidation de la paix, notamment le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) des ex-combattants. La difficulté ici réside dans le fait que le désarmement est effectué dans un pays alors que la démobilisation et la réintégration le sont dans un autre, ce qui complique le processus. Le processus de DDR est essentiel à la réconciliation et à une paix durable dans la région. C'est le seul outil qui permet de renforcer la paix et la sécurité durables en brisant le chaînon générationnel et le cycle de recrutement des combattants, y compris des enfants soldats. Depuis 1997, la Commission rwandaise de démobilisation et de réintégration a offert un soutien à la réintégration à plus de 70 000 ex-combattants, principalement originaires de la République démocratique du Congo, avec l'aide de la Banque mondiale.

Enfin, tous les efforts de paix et de sécurité doivent être soutenus par l'ONU et bénéficier d'un appui politique aux échelons régional et sous-régional. La plupart des conflits commencent à l'intérieur d'un pays et s'intensifient ensuite pour devenir un problème régional. Récemment, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale a déployé des efforts pour rétablir l'ordre constitutionnel en République centrafricaine. Le Conseil de sécurité devrait donc tirer parti des initiatives régionales et sous-régionales pour élaborer des approches concertées et cohérentes en vue d'une paix durable.

Annexe 50**Déclaration de M^{me} Mathu Joyini, Représentante permanente de l'Afrique du Sud auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous remercions la présidence vietnamienne d'avoir organisé cette importante réunion sur le renforcement de la coopération entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales, l'accent étant mis sur le renforcement des mesures de confiance et du dialogue dans la prévention des conflits.

Nous remercions également le Secrétaire général Guterres et les autres intervenants de leurs présentations éclairantes.

L'objectif de parvenir à un monde pacifique, stable et prospère est une vision à laquelle nous aspirons tous, et nous devons continuer à œuvrer collectivement à la réalisation de cet idéal dans les instances multilatérales telles que le Conseil de sécurité.

Nous nous réjouissons de l'occasion qui nous est offerte de participer au débat d'aujourd'hui sur la prévention et le règlement des conflits, une question qui fait écho aux priorités clefs de l'Afrique du Sud dans la quête de la paix et de la sécurité internationales.

L'Afrique du Sud estime que la prévention des conflits doit être considérée comme un pilier central des travaux du Conseil de sécurité, dans le cadre du mandat qui lui est confié par la Charte des Nations Unies. À cet égard, le Conseil doit intensifier ses efforts pour promouvoir et inscrire à son ordre du jour les mécanismes diplomatiques de prévention dans les situations de conflit et d'après-conflit. Les organisations régionales et sous-régionales peuvent jouer un rôle plus important pour compléter les efforts du Conseil dans le cadre de cet important mandat, notamment dans les domaines impliquant le dialogue politique, les mesures de confiance ou l'édification de l'État.

Le rôle critique et l'importance des organisations régionales et sous-régionales dans la prévention et le règlement des conflits sont bien établis, tels que codifiés par l'Article 52 du Chapitre VIII de la Charte. C'est pourquoi nous applaudissons le Conseil de sécurité pour avoir renforcé la coopération avec les organisations régionales et sous-régionales, en particulier l'Union africaine. À cet égard, nous souhaiterions formuler les recommandations suivantes.

Premièrement, tout en reconnaissant que le Conseil de sécurité a pour mandat de maintenir la paix et la sécurité internationales, l'Afrique du Sud estime que les organisations régionales et sous-régionales ont un rôle à jouer pour aider le Conseil à s'acquitter de ses fonctions. Nous nous alignons sur les vues exprimées dans la note de cadrage préparée pour la visioconférence d'aujourd'hui (S/2021/297, annexe), selon lesquelles les organisations régionales présentent des avantages comparatifs tels que la proximité géographique, l'expérience et la connaissance fine des dynamiques locales, ce qui leur permet de détecter les situations susceptibles de conduire à de l'instabilité. C'est dans ce contexte que nous souscrivons aux principes de subsidiarité et de complémentarité pour faire face à l'apparition d'un conflit. Il est de la plus haute importance que les régions concernées aient la possibilité, conformément au Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, de dûment contribuer à remédier aux situations de conflit dans leur région.

Deuxièmement, nous sommes favorables au fait de continuer de recourir aux bons offices des Nations Unies pour régler les différends dans les diverses régions concernées, et appuyons l'engagement à renforcer la coopération entre l'ONU et les groupes régionaux et sous-régionaux, dans le but d'aider les parties à s'attaquer aux

causes profondes des conflits et à entamer des négociations pacifiques. Nous saluons en particulier le rôle joué par les missions politiques spéciales des Nations Unies pour faciliter les dialogues politiques et les mesures de confiance afin de désamorcer les tensions et de résoudre les différends liés à un conflit. Ainsi, ces dernières années, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale ont considérablement contribué à apaiser les tensions dans leurs régions respectives, en consultation avec l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. Il faut que les missions politiques spéciales continuent de coopérer avec les organisations régionales et sous-régionales dans le cadre des activités de prévention des conflits.

Troisièmement, nous sommes foncièrement convaincus que les mesures de confiance sont importantes pour promouvoir la confiance entre les parties en conflit et renforcer leur engagement à long terme de venir à bout des différends et des situations de conflit en cours. Les mesures de confiance convenues d'un commun accord sont également cruciales pour améliorer la mise en œuvre des accords de paix politiques, lesquels peuvent ouvrir la voie à la stabilisation, à la consolidation et à la pérennisation de la paix.

Quatrièmement, nous pensons que les missions de maintien de la paix doivent être davantage impliquées dans la prévention et le règlement des conflits, en collaborant étroitement avec les organisations régionales et sous-régionales. Conformément aux objectifs énoncés dans l'initiative Action pour le maintien de la paix, nos opérations de maintien de la paix doivent être adaptées aux objectifs visés et capables de faire face aux menaces changeantes qui pèsent sur la sécurité. Il convient de régler les conflits en recourant au dialogue politique et à des mesures de confiance spécifiques, adaptées à chaque situation et acceptées par toutes les parties. Cela permettra de renforcer la collaboration sur les questions transversales et de veiller à ce que les multiples défis soient abordés de manière intégrée et globale. Nous encourageons le Conseil à continuer d'appuyer la coopération entre les missions de maintien de la paix et les organisations régionales et sous-régionales.

Cinquièmement, l'Afrique du Sud attache une grande importance aux contributions notables qu'apportent les missions d'établissement des faits sur le terrain, en aidant le Conseil à répondre efficacement aux situations de conflit. Le calendrier des visites du Conseil de sécurité dans les zones de conflit doit être soigneusement planifié, afin que ses interventions soient menées en temps utile et qu'elles contribuent à créer des conditions propices à la conclusion de règlements politiques. Dans ce contexte, nous encourageons le Conseil de sécurité à continuer d'effectuer des missions d'établissement des faits dans les zones de conflit, visites dont il doit également se servir pour contrôler l'efficacité des dialogues politiques et des mesures de confiance.

Sixièmement, et c'est tout aussi important, nous pensons que la mise en place et l'utilisation effective de systèmes d'alerte rapide sont indispensables pour la prévention des conflits, tout particulièrement pour éviter l'escalade des tensions. L'Union africaine et les organisations sous-régionales africaines sont les mieux placées pour partager avec l'ONU et d'autres régions leurs meilleures pratiques en matière de systèmes d'alerte rapide et de prévention des conflits, d'autant que leurs systèmes d'alerte rapide à l'échelle continentale et sous-régionale sont bien établis.

Pour terminer, il faut faire davantage pour renforcer la collaboration entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales s'agissant du règlement pacifique des différends. À cet égard, l'Afrique du Sud estime qu'il convient d'accorder une plus grande importance aux mécanismes de prévention des conflits pour remédier aux conflits émergents et en cours.

L'Afrique du Sud tient à souligner qu'il importe de désigner des émissaires africains pour traiter des situations de conflit sur le continent africain. Nous pensons qu'ils disposent de l'expertise requise et que, sachant qu'ils sont mieux informés des situations de conflit dans leurs sous-régions respectives, ils sont à même de contribuer au règlement résolution desdits conflits.

Annexe 51

Déclaration de M^{me} Pascale Baeriswyl, Représentante permanente de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : français et anglais]

La Suisse remercie le Viet Nam pour l'organisation de ce débat, et le Secrétaire général ainsi que les intervenantes et intervenants pour leurs contributions.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) est « notre meilleure chance pour réduire les tensions en Europe et restaurer un climat de confiance ». C'est ainsi que notre ministre des affaires étrangères qualifie la plus grande organisation régionale de sécurité. Les organisations régionales ont en effet un rôle important à jouer dans la prévention et la résolution des conflits. Plusieurs contextes à l'ordre du jour du Conseil de sécurité en témoignent. Pour emprunter le terme employé par le Secrétaire général, un « multilatéralisme en réseau » est nécessaire pour anticiper et prévenir les risques, et pour formuler des réponses adéquates.

Permettez-moi de souligner trois priorités d'action pour approfondir la coopération entre le Conseil de sécurité et l'ONU d'une part, et les organisations régionales et sous-régionales de l'autre, et ainsi permettre aux mesures préventives et de confiance de déployer leur plein potentiel.

Premièrement, il convient de renforcer la complémentarité entre les organisations régionales et l'ONU. Les bonnes pratiques développées au niveau régional peuvent servir d'inspiration pour la coopération internationale, et la compléter. Je pense ici à l'approche globale et coopérative de l'OSCE, qui établit un lien clair entre la sécurité, le respect des droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Les organisations régionales disposent d'instruments adaptés aux contextes spécifiques pour prévenir l'aggravation des tensions et pour en atténuer les causes profondes.

La Suisse accueille les discussions internationales de Genève, coprésidées par l'OSCE, l'Union européenne et l'ONU, qui accompagnent le processus politique sur le conflit de 2008 en Géorgie. La bonne coordination contribue à désamorcer les tensions et à répondre aux besoins humanitaires. En tant que partenaire de dialogue sectoriel de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), la Suisse salue la coopération renforcée en matière de mesures de confiance et de diplomatie préventive prévue par le plan d'action ASEAN-ONU 2021-2025. L'urgence de la crise actuelle au Myanmar exige tant une action de premier plan de l'ASEAN pour engager le dialogue et faciliter le retour à la démocratie qu'un engagement continu des organes onusiens compétents.

Deuxièmement, nous devons intensifier le flux d'informations entre l'ONU, y inclus le Conseil de sécurité, et les organisations régionales et sous-régionales. Une action coordonnée en matière de diplomatie préventive et coopérative commence par le partage d'informations et par une analyse conjointe. Dans ce sens, la Suisse salue le Cadre commun ONU-Union africaine pour un partenariat renforcé en matière de paix et de sécurité, qui fournit la base politique d'une coopération plus systématique, les consultations annuelles conjointes entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, ainsi que les visites conjointes sur le terrain. Depuis 2015, la Suisse soutient le séminaire annuel de haut niveau sur la paix et la sécurité entre les membres africains du Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine qui est devenu une plateforme privilégiée de concertation pour une meilleure coordination. La Suisse se félicite également du recours aux réunions formelles du Conseil de sécurité sur la coopération avec les

organisations régionales, permettant d'examiner une diversité de régions, comme, pour la première fois en 2020, en présence des Secrétaires-généraux de l'ASEAN et de l'Organisation internationale de la Francophonie. Ces interactions fournissent des analyses informées par la forte présence sur le terrain des organisations régionales et leurs échanges avec toutes les parties prenantes, y compris la société civile.

Troisièmement, le Conseil doit utiliser son mandat et les instruments à sa disposition afin de soutenir les efforts de prévention au niveau régional. Quand il parle d'une seule voix, le Conseil peut jouer un rôle important lorsqu'il s'agit de renforcer la volonté politique pour réagir aux alertes précoces. Le Conseil doit également soutenir les mécanismes de résolution de conflits et d'observation à l'exemple des efforts du Groupe de contact trilatéral et de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE en Ukraine. Le mandat du Conseil de sécurité pour l'Opération Althea contribue aussi, entre autres, à la mise en œuvre de l'Accord de Dayton et, à travers celle-ci, du rôle spécifique de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine, notamment dans la maîtrise des armements et dans la réforme du secteur de la sécurité dans le pays.

Pour conclure, il importe de souligner que la complémentarité entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales ne doit pas signifier que l'un abdique ses responsabilités lorsque l'autre est saisi d'une crise. Au contraire, le Conseil dispose d'importants instruments pour créer de l'espace pour les efforts au niveau régional, pour les accompagner et pour renforcer leur efficacité. En tant que candidate au Conseil de sécurité, la Suisse continuera de s'engager en faveur de la prévention et des synergies entre les Nations Unies et les organisations régionales, pour un monde plus stable et plus sûr.

Annexe 52

Déclaration de la Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Organisation des Nations Unies

L'Ukraine tient à remercier la présidence vietnamienne du Conseil de sécurité de son initiative d'organiser cet important débat aujourd'hui et tous les intervenants de leurs exposés.

Nous considérons la coopération et les partenariats entre l'ONU et les organisations régionales et sous-régionales au titre du Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies comme une contribution essentielle au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Comme le souligne à juste titre la note de cadrage rédigée à l'occasion du présent débat public,

« les organisations régionales et sous-régionales sont sensibles aux évolutions en cours et aux conditions qui prévalent dans leur région, et ainsi mieux préparées à détecter les signes et les facteurs d'une aggravation de la situation et à agir en vue de leur atténuation » (*S/2021/297, par. 5*).

En effet, ces organisations ont pour atouts particuliers la proximité géographique, l'expérience et la connaissance approfondie des dynamiques locales.

L'Ukraine appuie pleinement les efforts déployés par le Conseil de sécurité pour continuer à renforcer les échanges avec les organisations régionales pour garantir l'efficacité des mesures visant à prévenir et régler les conflits. La coopération avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union européenne, l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est constitue un exemple important à cet égard.

Dans le contexte de l'agression armée de la Russie contre l'Ukraine, il est essentiel d'utiliser efficacement les outils dont dispose l'OSCE, qui est la principale organisation régionale de sécurité au monde. L'approche globale de l'OSCE en matière de sécurité, basée sur les engagements communs pris dans l'Acte final d'Helsinki en 1975, est toujours aussi pertinente.

Il y a sept ans, la Fédération de Russie a porté atteinte à la Charte des Nations Unies et aux 10 principes de l'Acte final d'Helsinki en violant la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Ukraine, en occupant illégalement la Crimée, qui fait partie de l'Ukraine, et certaines parties du Donbass et en déclenchant un conflit sanglant au centre de l'Europe. Comme l'a reconnu l'OSCE, l'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et ses graves conséquences font partie des principales menaces à la sécurité européenne. Pour cette raison, et c'est important de le souligner, l'apaisement des tensions et la facilitation du règlement du conflit ont été considérés comme des priorités par toutes les présidences de l'OSCE depuis 2014.

Le rétablissement du plein respect des principes d'Helsinki est le seul moyen de rétablir l'ordre de sécurité sur la base du processus de l'OSCE et des enseignements tirés de la Seconde Guerre mondiale. Dans ce contexte, depuis le début de l'agression russe contre l'Ukraine, l'OSCE a mis au point plusieurs instruments, dont sa mission spéciale d'observation en Ukraine et son rôle de médiatrice au sein du Groupe de contact trilatéral, l'Ukraine et la Russie étant les parties au conflit. Nous sommes cependant d'accord avec l'analyse figurant dans la note de cadrage, à savoir que la mise en œuvre d'un grand nombre de mesures de confiance prises dans le cadre des organisations régionales « n'est pas à la hauteur des attentes » (*Ibid, par. 9*).

Malheureusement, c'est exactement ce qui se passe dans le cas du conflit armé entre la Russie et l'Ukraine, qui a été marqué par une escalade très inquiétante au cours des dernières semaines. Malgré les efforts persistants que déploie l'Ukraine

pour réaliser des progrès tangibles vers un règlement pacifique négocié, la Russie continue de bloquer les progrès au sein du Groupe de contact trilatéral et dans le cadre du format Normandie. Comme si cela ne suffisait pas, le Kremlin applique une stratégie dangereuse d'escalade, en amassant ses troupes le long de sa frontière avec l'Ukraine, dans les zones temporairement occupées des régions de Donetsk et Louhansk et en Crimée.

Pour faire face à cette escalade militaire à grande échelle, le 7 avril, sur la base du Document de Vienne 2011 sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe, l'Ukraine a demandé officiellement à la partie russe de donner des explications sur ses activités militaires inhabituelles. Malheureusement, la Russie a refusé de donner des informations concrètes. La Russie n'a également fait aucun cas des autres tentatives de dialogue de l'Ukraine visant à apaiser les tensions. Par ailleurs, la Russie a fait obstacle à d'autres initiatives visant à mettre en œuvre des mesures de confiance et de sécurité. En particulier, elle a boycotté une réunion convoquée à la demande de l'Ukraine et à laquelle ont participé d'autres États membres de l'OSCE.

Pour dissimuler ses nombreuses violations, la partie russe continue de restreindre la liberté de circulation de la Mission spéciale d'observation de l'OSCE dans la zone de conflit. Selon les rapports de l'OSCE, en 2020, environ 96 % de ces restrictions ont été imposées dans les territoires temporairement occupés des régions de Donetsk et Louhansk. Cette tendance se poursuit en 2021.

Tout récemment, Moscou a poursuivi son escalade en mer, annonçant qu'à partir de la semaine prochaine et jusqu'en octobre 2021, une partie de la mer Noire, près du détroit de Kertch, serait interdite aux navires de guerre et aux navires d'État étrangers, sous prétexte d'exercices militaires. Ces agissements de la Fédération de Russie constituent une nouvelle tentative d'usurper les droits souverains de l'Ukraine en tant qu'État côtier, au mépris des normes et principes du droit international, l'Ukraine étant effectivement investie du droit de réglementer la navigation dans ces eaux de la mer Noire. Ils constituent, en outre, une violation flagrante de la liberté de navigation, garantie par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Alors même qu'elle renforce sa puissance militaire le long de la frontière avec l'Ukraine, la Russie transfère des navires de guerre depuis la mer Caspienne pour renforcer ses capacités militaires dans la région de la mer Noire et de la mer d'Azov. Par ces agissements, la Russie signifie clairement qu'elle n'est pas disposée à mettre fin à l'agression qu'elle mène contre l'Ukraine par des moyens militaires et hybrides.

Par ailleurs, lorsque ces agissements sont le fait d'un membre permanent du Conseil de sécurité, ils constituent un grave obstacle au maintien de la paix et de la sécurité internationales en général, et au renforcement des partenariats entre l'ONU et les organisations régionales en particulier. Un règlement durable suppose que la Russie se conforme de nouveau aux principes du droit international, mette fin à son occupation illégale de la Crimée et de certaines parties de l'est de l'Ukraine, mette un terme à l'escalade en cours et honore pleinement ses engagements juridiques.

Annexe 53

Déclaration de M. Bakhtiyor Ibragimov, Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Qu'il me soit tout d'abord permis de féliciter la Mission permanente du Viet Nam d'avoir organisé le présent débat public du Conseil de sécurité sur un sujet aussi important. Pour commencer, je voudrais remercier tous les intervenants de leurs présentations éclairantes et détaillées. Aujourd'hui, je voudrais partager avec eux les enseignements de l'expérience des États d'Asie centrale en matière de renforcement de la confiance et du dialogue entre eux dans le but de maintenir la paix et la stabilité dans notre région.

Nous pouvons constater les changements fondamentaux qui ont eu lieu en Asie centrale ces quatre dernières années. Grâce à la volonté politique des dirigeants des pays d'Asie centrale, nous sommes parvenus à instaurer une atmosphère de bon voisinage, de confiance mutuelle, d'amitié et de respect mutuel entre nous.

Aujourd'hui, la transformation de l'Asie centrale est évidente. Par exemple, le nombre de réunions entre les chefs d'État a considérablement augmenté, le volume des échanges commerciaux s'est notablement accru et des projets communs de grande envergure sont mis en œuvre. Nous avons obtenu de nombreux résultats concrets positifs dans tous les domaines de la coopération bilatérale et multilatérale entre les États d'Asie centrale. En d'autres termes, nous avons réalisé des percées dans tous les domaines. Les facteurs suivants ont contribué à la réalisation de transformations positives dans notre région.

Premièrement, il n'y a pas de problèmes insolubles ; il suffit d'avoir la volonté politique de les régler. En 2016, le Président de l'Ouzbékistan, M. Shavkat Mirziyoyev, a clairement indiqué que le principe consistant à « ne pas hésiter à régler les problèmes graves, mais plutôt à rechercher des compromis acceptables à leur sujet » serait au cœur de la politique régionale de Tachkent. En conséquence, les États d'Asie centrale ont réussi à aborder des questions très sensibles, telles que la démarcation des frontières et les problèmes d'eau et d'énergie.

Deuxièmement, nous avons progressivement pris conscience de nos intérêts communs et commencé à parler davantage des choses qui nous unissent. Les réunions consultatives des Chefs d'État des pays d'Asie centrale sont devenues le symbole de cette approche pragmatique. Actuellement, les États d'Asie centrale œuvrent à l'élaboration d'un document commun sur l'amitié, le bon voisinage et la coopération dans notre région au XXI^e siècle. Il convient de noter que, jusqu'à présent, de tels traités n'étaient conclus que sur une base bilatérale.

Troisièmement, une Asie centrale plus stable, consolidée et prévisible est devenue plus attractive en ce qui concerne les perspectives économiques et les possibilités d'investissement pour les partenaires étrangers. Par exemple, rien que pour les trois années allant de 2016 à 2019, les flux d'investissement étranger direct vers la région ont augmenté de 40 %, atteignant un total de 37,6 milliards de dollars.

Quatrièmement, l'amélioration globale des relations entre les États d'Asie centrale a favorisé l'essor des échanges entre les peuples. Par exemple, l'Ouzbékistan a simplifié les régimes de visa et ouvert des dizaines de points de contrôle à ses frontières avec les États voisins.

Cinquièmement, la convergence régionale a été appuyée par des acteurs extérieurs. Dès le départ, nous avons clairement indiqué que le processus de convergence en Asie centrale ne visait à porter atteinte aux intérêts de personne. De

ce fait, nous avons dernièrement observé un intérêt accru de la part des principaux partenaires à approfondir leur collaboration avec notre région.

En juin 2019, l'Union européenne a adopté une nouvelle stratégie sur l'Asie centrale. En février 2020, les États-Unis ont élaboré une stratégie distincte sur la région d'Asie centrale. En octobre 2020, une déclaration des Ministres des affaires étrangères des pays d'Asie centrale et de la Fédération de Russie sur les orientations stratégiques de la coopération a été annoncée. Et, en juillet 2020, la réunion des Ministres des affaires étrangères Asie centrale-Chine a été lancée.

Pour terminer, je voudrais réitérer nos remerciements pour la transformation actuelle, qui a permis aux États d'Asie centrale d'améliorer sensiblement la situation politique générale dans la région. À cet égard, nous pensons que l'expérience des États d'Asie centrale peut servir d'exemple pour d'autres pays en matière de renforcement de la confiance.
